

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE

ET LA

DÉFLATION MONÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE & POLITIQUE

Soutenue le 1923

PAR

GUY DE MONTJOU

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants } MM. WAHL, professeur.
RIST, professeur.

MAYENNE
IMPRIMERIE FLOCH

1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE

ET LA

DÉFLATION MONÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE & POLITIQUE

Soutenue le 1923

PAR

GUY DE MONTJOU

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants } MM. WAHL, professeur.
RIST, professeur.

MAYENNE
IMPRIMERIE FLOCH

1923

Digitized by the Internet Archive
in 2026



AVANT-PROPOS

Des études approfondies ont été publiées maintes fois sur le chèque ; nous espérons cependant que les pages suivantes n'en répéteront aucune. Les économistes ou les juristes qui nous ont devancés, se sont placés, pour la plupart, en effet au point de vue théorique, recherchant par exemple les droits que le chèque confère aux différents intéressés, examinant les qualités particulières par lesquelles il se différencie des autres instruments de paiement, ou précisant son caractère juridique.

Nous avons résolu, personnellement, de nous cantonner strictement sur le terrain de la pratique. Notre but essentiel est de rechercher par quels moyens il serait possible de répandre l'emploi du chèque dans la plus large mesure, car nous sommes convaincus que sa diffusion peut avoir une action bienfaisante sur l'inflation fiduciaire, action qui ne saurait être négligée alors que s'impose au législateur français l'impérieuse nécessité de rechercher toutes les mesures susceptibles de la restreindre. Nous nous efforcerons même d'éviter les considérations générales, soit d'ordre juridique,

soit d'ordre économique, que l'on trouve au chapitre des Effets de Commerce dans les ouvrages classiques de droit commercial, nous bornant à résumer celles dont l'évocation nous paraîtrait indispensable au développement logique de notre exposé.

Certes, nous ne prétendons pas que ce but soit absolument original. Bien au contraire, nous sommes heureux de manifester notre gratitude envers ceux dont les théories nous ont inspiré son choix : hommes d'étude grâce auxquels nous avons compris que travailler à l'atteindre était travailler dans l'intérêt général, hommes politiques qui, déjà, ont réalisé des progrès remarquables dans la voie où nous nous engageons et qu'ils ont, avant nous, hardiment tracée. Mais si d'autres ont envisagé le même but, nous nous efforçons de l'atteindre par une route partiellement inexplorée encore à l'heure actuelle, semble-t-il.

Nous nous proposons, en effet de profiter surtout des leçons de l'expérience, et, par suite, d'examiner en premier lieu toutes les modifications apportées à l'effet qui nous intéresse, dans l'intention de le répandre. En dehors du chèque ordinaire et même du chèque barré, dont l'usage commence à se généraliser, il en existe chez nous plusieurs autres sortes, fort peu employées parce que trop peu connues. De même à l'étranger, il en est quantité

de formes diverses presque ignorées en France, même des banquiers, car elles sont pour la plupart très récentes, étant nées de la guerre et de ses suites. Nous avons l'intention de les énumérer, de les décrire, de dégager les fonctions spéciales de chacune d'elles et d'en indiquer le mécanisme. Après avoir examiné les unes et les autres, nous présenterons les résultats obtenus puis, les interprétant par rapport aux conditions particulières dans lesquelles nous nous trouvons actuellement, nous tenterons d'utiliser au mieux les données ainsi rassemblées.

C'est en cours de route que nous avons l'intention de discriminer les modifications propres à rendre, d'une part, plus avantageux les chèques français en vigueur, à les faire davantage pénétrer dans les mœurs, bref de remarquer et d'étudier les moyens législatifs ou autres, voire même de presse et de propagande, susceptibles de les développer. Nous rechercherons, d'autre part, si quelque-une de ces formes étrangères peut être introduite dans notre pays, intégralement ou après avoir subi quelques retouches, tout en conservant néanmoins les avantages de son caractère particulier.

Nous espérons fermement que cet exposé offrira, d'ores et déjà par lui-même une certaine utilité ; peut-être pourra-t-il en effet révéler quelque chèque encore inédit pour elles à des personnes susceptibles de l'utiliser avec profit.

Mais ce n'est pas là, croyons-nous, l'intérêt essentiel de ce travail. La crise économique actuelle est en grande partie déterminée par notre lamentable situation monétaire, caractérisée elle-même par la dévalorisation de notre billet de banque. Or, il semble bien que l'emploi du chèque soit un des moyens les plus propres à permettre l'atténuation de ce mal. Si, donc, nous entreprenons cette étude, c'est dans l'espoir qu'elle nous permettra très probablement de découvrir quelques-uns des moyens de le répandre.

Nous verrons en effet que le chèque, à l'instar de Protée, a déjà subi des transformations incessantes sous l'influence des circonstances économiques dont l'évolution, accélérée surtout pendant ces dernières années, entraîne des modifications parallèles dans la pratique des affaires et notamment dans les procédés employés pour le règlement des transactions sous l'action, d'autre part, des exigences sans cesse croissantes du fisc et des administrations chargées de les satisfaire. A cet égard, il était aisé de prévoir que le contribuable, supportant des charges de plus en plus lourdes, serait tenté de recourir à tous les moyens susceptibles de les éluder, et que les spécialistes des questions financières l'y aideraient, en faisant appel à toutes les ressources d'imaginations considérées à bon droit comme fertiles.

Nul doute qu'on ne puisse pareillement adapter le chèque aux besoins de l'heure présente.

Grâce à sa plasticité surprenante, il doit être possible de l'approprier aux nécessités actuelles, d'en faire pour le commerce français un instrument précieux, parce que pratique et avantageux, et de lui assurer ainsi un succès légitime et souhaitable. Pour obtenir ce résultat désirable, le meilleur moyen nous a paru être d'étudier tout ce qui, déjà, a été innové dans cette intention.

Nous avons donc eu vue l'intérêt général. Et c'est pourquoi nous concluerons ce modeste travail en présentant au Parlement quelques-unes des mesures dont il aura démontré l'intérêt. Peut-être, par suite, mais c'est là manifester un espoir fort ambitieux, contribuera-t-il à diminuer pour le peuple français le fardeau douloureux de la vie chère. Nous le souhaitons ardemment, pour quelque modeste que puisse être sa participation à cette grande tâche.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
I. — LE RÔLE ÉCONOMIQUE DU CHÈQUE	13
II. — LE CHÈQUE ORDINAIRE	43
III. — LE CHÈQUE BARRÉ	52
IV. — LE CHÈQUE ALLEMAND NUR ZU VERRECHNUNG.	65
V. — LE CHÈQUE CERTIFIÉ.	
1° Américain	71
2° De la Reichsbank	79
VI. — DIFFÉRENTES FORMES DE CHÈQUES FRANÇAIS.	
1° Chèques déplacés avec visa de la Banque de France.	84
2° Chèques déplacés de la Banque de France sans visa	90
3° Chèques barrés circulaires	93
4° Chèques documentaires	97
5° Chèques domiciliés	103
VII. — DIFFÉRENTES FORMES DE CHÈQUES ÉTRANGERS.	
1° Chèques à paiements multiples	104
2° Les Zalstellen-Scheken.	106
3° Chèques payables à un certain délai de présentation	108

VIII. — LES CHÈQUES POSTAUX.

1° Nationaux	113
2° Internationaux	124

IX. — MESURES PROPOSÉES POUR RÉPANDRE L'EMPLOI DU CHÈQUE

130

BIBLIOGRAPHIE	185
-------------------------	-----

LE CHÈQUE

ET LA DÉFLATION MONÉTAIRE

I

LE ROLE ÉCONOMIQUE DU CHÈQUE

Nous traversons une période de difficultés économiques particulièrement graves, dont la conséquence tangible pour la masse des consommateurs a reçu ce nom caractéristique : « la vie chère ».

L'état de choses actuel est peu dommageable pour les personnes qui voient leurs rentrées s'accroître dans la même proportion que leurs sorties, soit qu'elles produisent ou échangent des objets de consommation, soit que, employés ou fonctionnaires, leurs traitements soient mis au niveau des nécessités nouvelles. Au contraire, la situation est fort pénible pour celles qui vivent d'une somme toujours égale à elle-même en chiffres, rente ou retraite, quelle que soit sa capacité réelle d'échange. Les premières, d'ailleurs, ressentent en partie les effets de la vie chère car leurs ressources

ne se mettent pas immédiatement et automatiquement au niveau de leurs dépenses. Elles souffrent donc aussi et, sans même vouloir tenir compte des inconvénients économiques considérables de cette hausse et de cette instabilité des valeurs, leurs effets directs déplorables sur la vie des citoyens commande aux pouvoirs publics d'apporter tout leur zèle à les atténuer.

Mais, si la gravité du mal ne saurait échapper à personne, bien plus, si beaucoup de ses causes apparaissent clairement, elles échappent, pour la plupart, à l'action du législateur. Toutes proviennent, à l'origine, de la guerre et des bouleversements qu'elle a provoqués dans tous les domaines et, quoique l'on ait coutume de considérer les pouvoirs publics comme une sorte de Providence, dispensatrice même de la pluie et du beau temps, ils demeurent en réalité frappés d'impuissance en ce qui concerne le jeu des grandes lois économiques. Néanmoins, une sage politique financière peut sans aucun doute éliminer quelques-uns des éléments constitutifs d'une crise, comme des mesures erronées peuvent en aggraver les effets. L'Etat décide notamment en toute souveraineté des questions monétaires, des procédés par lesquels le Trésor public obtient les ressources qui lui sont nécessaires, des moyens mis à la disposition des particuliers pour régler leurs échanges. De lui dépend donc la

plus ou moins grande importante de la circulation fiduciaire. Aujourd'hui, le niveau atteint par cette circulation est tellement élevé que le billet de la Banque de France est discuté. Il ne l'avait jamais été, même aux heures les plus tragiques de notre histoire. En 1871, alors que nous venions de subir les pires désastres, notre billet valait de l'or.

Vouloir montrer ici pour quelle part importante l'inflation fiduciaire, c'est-à-dire la surémission des billets de banque, est responsable de la « vie chère », serait nous engager dans une digression un peu trop étendue. Les données de la logique et les témoignages de la statistique concordent à cet égard : plus les sommes théoriquement représentées par les billets mis dans la circulation, dépassent le montant des espèces métalliques destinées à les couvrir, plus le change baisse, plus la valeur pratique de ces coupures diminue, plus il en faut déboursier pour acquérir un même objet et plus la vie est chère.

Si tous les économistes et la plupart des hommes politiques sont d'accord sur ce point, si beaucoup d'écrivains et d'orateurs ont affirmé l'impérieuse nécessité de réduire la circulation fiduciaire, si de nombreuses suggestions ont été émises à cet égard, il est apparu, chaque fois qu'il s'est agi d'appliquer l'une ou l'autre des théories présentées, que les obligations inéluctables de la vie pratique s'oppo-

sent à la suppression brutale d'un grand nombre de billets, à supposer même qu'elle puisse être réalisée. Si l'Etat, favorisé subitement par la fortune, recevait de l'Allemagne ou des contribuables des sommes telles qu'il puisse sacrifier des billets par monceaux et les consacrer à l'entretien des feux de la Saint-Jean, une gêne considérable en résulterait pour le commerce, malgré l'augmentation subite de valeur dont bénéficieraient les survivants ; l'importance des besoins de l'Etat, d'une part, celle des échanges commerciaux actuels, d'autre part, nécessitant l'emploi d'une quantité considérable d'espèces monétaires, qu'elles soient ou non fiduciaires.

La déflation, puisque la mesure envisagée a été ainsi qualifiée, ne peut donc être obtenue que très lentement. Il semble d'ailleurs, au premier abord, qu'elle puisse résulter seulement d'un accroissement de la richesse nationale, soit que notre réserve métallique augmentant rejoigne peu à peu la valeur théorique de nos billets, soit que les débours de notre trésorerie se trouvant enfin couverts par les ressources fiscales, et l'Etat effectuant des rentrées supérieures à ses dépenses, il puisse tout d'abord rembourser les avances de la Banque, puis satisfaire à ses besoins budgétaires sans recourir à l'emprunt, sous quelque forme que ce soit.

C'est là un idéal dont l'avènement est infiniment

souhaitable, mais que notre génération ne connaîtra probablement pas. Pour tenter de l'atteindre, pris dans cet engrenage vulgairement appelé « un cercle vicieux », nous sommes très fortement gênés par la faible puissance d'achat de notre monnaie. Mais en nous montrant extrêmement modestes, en écartant, momentanément tout au moins, les mesures absolues, et sans vouloir entreprendre la guérison radicale du mal, peut-être est-il possible de l'atténuer. Peut-être pouvons-nous utiliser, pour régler les transactions commerciales, des procédés remplaçant le billet dans une certaine mesure et permettant d'en supprimer un certain nombre, sans que la facilité des échanges en soit amoindrie.

En nous plaçant à ce point de vue, il nous a semblé que le chèque était susceptible de contribuer pour une certaine part à la déflation fiduciaire, par suite à la hausse de notre change, enfin, par conséquent, à l'amélioration de notre situation économique et au retour de la vie « bon marché ». C'est pourquoi nous nous proposons d'étudier les moyens propres à répandre son emploi. Sans vouloir tarder d'entrer dans le vif du sujet, il convient d'esquisser le raisonnement qui nous a conduit à l'aborder, c'est-à-dire de résumer les considérations qui nous ont paru en motiver l'intérêt.

L'ampleur des opérations commerciales croît sans cesse. Depuis longtemps déjà il est devenu

impossible de les régler à l'aide de pièces de monnaie. Leur manutention exigerait une incroyable dépense de main-d'œuvre et des transports invraisemblables ; d'ailleurs la somme totale représentée par le métal monétisé existant dans le monde est d'une insuffisance manifeste ; les seuls chiffres suivants le démontreront à l'évidence :

En 1913, les échanges internationaux atteignirent pour les importations la valeur de 113.520 millions de francs, et pour les exportations 105.050 millions de francs, soit pour le tout 218.570 millions, alors que l'or monétisé existant vaut approximativement 70 milliards et l'argent 2 milliards, et que, dans cette totalisation, il n'est pas tenu compte des opérations faites à l'intérieur de chaque Etat, dans les limites de ses frontières.

Les facilités plus ou moins grandes apportées au règlement des transactions influent très fortement sur le mouvement commercial et par conséquent sur la prospérité des nations. Avec juste raison, le législateur s'est donc toujours préoccupé de les accroître. Le problème consiste à permettre la réalisation du plus grand nombre d'opérations simultanées ou successives, en déplaçant pour leur règlement des sommes aussi faibles que possible relativement à la valeur totale des mouvements effectués. C'est pourquoi fut imaginé tout un système approprié. Le billet en constitue l'élément de base

et les effets de commerce en sont l'instrument essentiel, car ils permettent d'éviter en grande partie, ou tout au moins de retarder, les transports effectifs de monnaie, qu'elle soit métallique ou fiduciaire.

Le billet, en principe, mais le principe est depuis si longtemps tombé en désuétude qu'il peut à peine porter ce nom, représente de l'or, sert à éviter sa manutention, et offre une certaine garantie de sécurité en cas de perte ou de vol en raison de son numérotage. Mais il a rapidement perdu ce caractère théorique et s'est vu bien vite employé à découvert, ceci dit en donnant à ce mot son exacte valeur. La tentation était par trop puissante de l'utiliser pour des sommes supérieures à celles conservées sous clef, en ses lieu et place, sous forme de pièces d'or. Cet emploi du billet est précieux pour ceux qui l'émettent, et cela sans restrictions dans une certaine limite ; mais, fait exagérément, il devient rapidement dangereux. L'Etat qui, pour se procurer des ressources exceptionnelles, a recours à ce moyen, éprouve en effet les plus grandes difficultés à rester en deçà d'une limite déterminée, préalablement fixée sur la route de l'inflation. Automatiquement, il se trouve contraint de la dépasser, à moins qu'il ne consente alors par ailleurs des sacrifices pénibles et ne fasse preuve d'une très grande énergie. Lorsque les billets ne

sont plus couverts dans une proportion suffisante par la réserve métallique, ils subissent une dépréciation croissante. Supposons que, dans un pays donné, existe une quantité de billets répondant aux besoins normaux. Si des charges nouvelles surviennent et si de nouveaux billets sont émis pour y faire face, leur valeur diminuant en raison directe de leur multiplication, ceux qui, auparavant, avaient été lancés dans la circulation, voient diminuer leur puissance d'achat. Les besoins normaux du pays étant à peu près constants, il faut encore émettre d'autres coupures afin de disposer, pour y subvenir, d'une puissance d'achat toujours équivalente. Les pays qui, en temps de crise, ont recours aux billets dans une trop large mesure, sont donc entraînés sur une pente de plus en plus accélérée, dont l'aboutissement fatal est la banqueroute.

Le danger vient des rapports étroits qu'ont les banques d'émission avec les gouvernements. Lorsque ces banques se trouvent soumises à son autorité, il est par trop facile à l'Etat de faire appel aux presses dont elles disposent pour trouver la solution simple et rapide, quoique momentanée seulement, des difficultés que peut traverser sa trésorerie. Les prescriptions légales destinées à empêcher la surémission des billets sont des manifestations vaines, la loi subissant dans cet ordre d'idées des

modifications dont l'aisance stupéfie, au regard des difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit d'améliorer les lois sociales ou autres. Nous en avons un exemple récent dans la question des avances permanentes et gratuites faites à l'Etat par la Banque de France en vertu de conventions successives (10 juin 1857, 29 mars 1818, 31 octobre 1896, 11 novembre 1911). Avant la guerre, elles atteignaient 200 millions, pendant la guerre elles s'élevèrent à 27 milliards. Par la convention du 21 septembre 1914, le Trésor s'engageait à appliquer au remboursement des avances dépassant 24 milliards, la somme nécessaire prise sur le plus prochain emprunt ; mais rien de tel n'a eu lieu et c'est après une grande quantité de négociations et de multiples lois, que des remboursements ont ramené ce chiffre, à l'heure actuelle, à 23.600 millions. Alors que l'Etat s'était engagé, le 31 décembre 1920, à poursuivre l'amortissement de sa dette envers la Banque à raison de 2 milliards de francs au moins chaque année, une nouvelle convention, du 21 décembre 1921, a réduit ce remboursement à 1 milliard pour 1922.

Il ressort de ces constatations que rien de précis n'existe à cet égard, que ces conventions sont en réalité sans valeur et ne permettent aucune précision, bref que les banques d'émission sont à la disposition absolue de l'Etat. Aussi, lorsque la crise

se prolonge, voit-on presque à coup sûr apparaître les billets non convertibles, et c'est un symptôme fort grave, Malgré tout, actuellement encore, pour remédier à l'insuffisance de nos ressources fiscales, une véritable campagne est menée, préconisant le recours à de nouvelles avances de la Banque de France, ce qui revient en réalité à émettre de nouveaux billets.

L'Etat, de plus en plus, tarde à régler les sommes importantes qu'il doit à l'industrie privée. Certes, il est pénible pour ses créanciers, de ne pouvoir recouvrer leur dû, alors que, d'autre part, ils sont dans l'obligation de payer leurs propres fournisseurs. Une gêne considérable en résulte dans tout ce qu'il est convenu d'entendre par « les affaires », et l'on conçoit fort bien que beaucoup de commerçants et d'industriels, en dehors même des intéressés directs, sans méconnaître totalement les dangers que nous ferait courir une aggravation nouvelle de l'inflation fiduciaire, soient tentés d'estimer plus périlleuses encore les entraves mises par cette situation à l'activité économique du pays. Pour examiner le bien fondé de cette appréciation, nous avons le bonheur de pouvoir en appeler à l'expérience faite sur eux-mêmes par certains de nos contemporains. Certes, il n'est pas question de s'arrêter à l'exemple des soviets, car leur manière stupéfiante de se procurer des fonds défie

toute espèce de bon sens, répond à une conception économique paradoxale et manifeste des principes singulièrement larges au regard de la morale bourgeoise encore en vigueur actuellement, et c'est fort heureux, chez les peuples civilisés. Mais le cas de notre voisine, l'Allemagne, est tout à fait typique. Elle a négligé, il est vrai, en recourant au billet par masses vertigineuses, le point de vue terre à terre de ses obligations vis-à-vis de l'étranger en général et de la France en particulier. Mais la chute prodigieuse de son change n'empêche pas qu'au premier abord elle n'offre le spectacle d'une activité industrielle admirable, chargée des plus belles promesses de richesse future, selon ce qu'il est généralement admis. Aussi les partisans de l'inflation fiduciaire française ne manquent-ils pas d'invoquer son exemple à l'appui de leur théorie.

Il faut aller au fond des choses. En réalité, l'imiter serait nous lancer dans une voie extrêmement dangereuse, et dans laquelle nous ne sommes déjà que trop engagés ; il faut à tout prix convaincre du danger qu'elle présente ceux qui, de bonne foi, la préconisent.

L'Allemagne recule pour mieux sauter et si, momentanément elle jouit d'une activité économique indéniable, elle se trouve déjà sur le bord du précipice. M. Jules Decamps, Directeur du Service des Etudes Economiques de la Banque de

France, vient de le démontrer dans la *Revue de Paris* : « La dépréciation du mark, dit-il, favorise
 « l'expropriation graduelle de la richesse allemande
 « par le capital étranger. Les pays à change appré-
 « cié ont acquis, et souvent à vil prix, le contrôle
 « total ou partiel de certaines grandes entreprises.
 « Les achats d'immeubles se multiplient, et ils se
 « multiplient d'autant plus que les lois restrictives
 « sur les loyers empêchent la valeur vénale de la
 « propriété immobilière de participer complète-
 « ment à la hausse de toutes les valeurs.

« Il n'est plus possible aujourd'hui d'être dupe de
 « l'activité fébrile à laquelle est en proie l'Alle-
 « magne. Si cette activité profite momentanément
 « à quelques-uns, elle est ruineuse pour l'ensemble
 « du pays. Quel tragique réveil ont préparé à leur
 « pays ceux qui ont voulu cela ! »

Ainsi que le montre M. Decamps, c'est l'inflation et l'inflation seule qui, après être apparue à nos vaincus comme étant le seul remède possible à la crise d'après guerre, n'a servi que momentanément à masquer le mal et provoque, en réalité, la banqueroute avec toutes ses désastreuses conséquences. Les billets lancés dans la circulation n'ont pas cessé de s'accroître depuis la conclusion de la paix, avec une intensité éloquente. Leur total était de 27 milliards de marks au moment de l'armistice, de 50 milliards en 1920, de 80 milliards au début

de 1921, de 120 milliards un an plus tard et de 389 milliards au 15 octobre 1922. Cette ascension est devenue vertigineuse ; en fin décembre 1922, l'Allemagne avait lancé dans la circulation des billets représentant théoriquement plus de 700 milliards de marks, alors que 500 millions de marks-or seulement restaient dans les caisses de la Reichsbank pour les représenter. Ils en tinrent aujourd'hui approximativement 8 milliards par jour ; les trois grandes imprimeries dont l'Etat est propriétaire à Berlin travaillent jour et nuit à leur émission, par équipes se relayant toutes les huit heures et, de plus, une autre usine destinée uniquement à cette étrange fabrication vient d'être créée à Leipzig. Les ouvriers allemands que nous employons dans la Ruhr reçoivent un salaire journalier de 18.000 marks, ce qui revient à leur donner 15 frs approximativement.

Il est impossible de nier la volonté nettement caractérisée que manifeste l'Allemagne par l'emploi de tels procédés : elle profite de la pusillanimité de ses vainqueurs et de la liberté d'action qu'ils lui laissent, pour se ruiner délibérément et les entraîner dans le désastre en se mettant volontairement dans l'incapacité de remplir ses engagements.

Gardons-nous de suivre un exemple si funeste. Nous vivons des heures difficiles, mais il nous faut considérer malgré tout que la France est, de toutes

les nations, celle qui paraît connaître les moins cruelles au double point de vue économique et social. Par dessus tout, il nous faut être convaincus que, de notre courage à surmonter les difficultés présentes sans recourir à des anesthésiques capables de ruiner à tout jamais notre organisme, dépend notre prospérité future et définitive. Résistons donc aux suggestions de certains créanciers de l'Etat ou des guérisseurs à courte vue, lorsqu'ils nous suggèrent des remèdes si dangereux.

Il faut y prendre d'autant plus garde que les conséquences matérielles inévitables de l'inflation fiduciaire sont décuplées, hâtées et pour ainsi dire précédées par son effet moral. L'influence du bilan hebdomadaire de la Banque de France est à cet égard évidente. Lorsque les opérations qu'il enregistre paraissent défavorables pour le crédit de la France, l'effet psychologique produit se traduit immédiatement dans la pratique par une chute brutale du franc et par tout l'ensemble des suites fâcheuses qu'elle entraîne.

Certains, à la suite de M. Gide, proposent un moyen radical pour écarter ce danger : « Si le bilan est angoissant, disent-ils qu'on ne le publie pas ». Il est à craindre, en ce cas, que le remède ne soit pire que le mal, l'absence de renseignements précis permettant les plus fâcheuses suppositions.

Ce qu'il nous faut retenir de ces faits, c'est le

péril que l'Etat fait courir à tous les citoyens lorsqu'il a recours aux assignats pour résoudre les difficultés financières. Mettons toute notre énergie à rechercher, pour atténuer la crise, des remèdes évidemment moins faciles à imaginer et à employer mais qui, bien que moins efficaces à première vue, le soient en réalité davantage. Le billet n'est jamais qu'un palliatif toujours dangereux. En tout état de cause, il remédie seulement dans une faible mesure au défaut de moyens métalliques. De plus, sa manutention, quoique plus aisée, n'en est pas moins dépourvue de sécurité, puisque son possesseur est à même d'en user sur le champ, quel que soit le procédé par lequel il est entré en sa possession.

Enfin, le billet seul, ne permet précisément pas d'utiliser le procédé imaginé pour faire disparaître ces risques et grâce auquel les mouvements réels d'espèces monétaires sont presque entièrement supprimés, ce qui facilite grandement les échanges de place à place et de pays à pays : nous voulons parler du règlement des comptes par compensation. Aussi, comme le dit Paul Leroy-Beaulieu (*Traité théorique et pratique d'économie politique* 2^e édition t. III p. 638) : « Les billets de banque, après avoir économi-
« nommé la monnaie, finissent eux-mêmes par
« céder en grande partie la place à des procédés
« plus perfectionnés de paiement. C'est ce qui

« arrive du moins dans tous les pays où l'organisme
« des banques est souple, actif et où la population
« est éveillée ».

Parmi les procédés auxquels fait allusion M. Leroy-Beaulieu, le chèque vient au premier rang. Son emploi généralisé permettant d'effectuer des échanges de plus en plus considérables, sans qu'il soit nécessaire de mettre en circulation une quantité proportionnelle de numéraire, paraît être le moyen le plus efficace pour éviter la trop grande multiplication des billets. Il est émis par le public, il ne peut être créé par le tireur qu'à la condition, *sine qua non*, qu'une provision disponible et préalable existe : la surémission est donc impossible.

Comme il est également l'organe type du règlement par compensation, son intérêt, déjà grand avant les bouleversements de ces dernières années s'est accru encore depuis en raison des mouvements financiers considérables entraînés par la guerre.

S'il était utilisé aussi fréquemment qu'il peut l'être, de nombreux billets devenant disponibles, la Banque de France pourrait faire des avances à l'Etat sans, pour cela, en émettre de nouveaux ; nos moyens de paiement s'en trouveraient augmentés, notre monnaie nationale serait moins instable et nous verrions s'aplanir pour elle la route du retour progressif vers sa valeur d'autant.

M. Charles Gide, dans une *lettre adressée à l'Ins-*

titut des Sciences Sociales de Bruxelles, va jusqu'à envisager la possibilité de supprimer presque entièrement la monnaie de papier. Il y démontre puissamment les avantages que trouverait le pays dans l'emploi généralisé du chèque. En voici le passage essentiel : « Si la monnaie de papier a l'avantage
 « d'économiser la monnaie métallique, ce n'est
 « qu'au prix de graves inconvénients et même de
 « grands dangers. Si donc on pouvait trouver
 « quelque moyen d'économiser la monnaie métal-
 « lique sans recourir à ce dangereux expédient, ce
 « serait, certes, un grand bienfait. Or, ce moyen
 « existe ; il est à la fois beaucoup plus radical et
 « beaucoup plus inoffensif. Il consiste tout simple-
 « ment, non point du tout à remplacer un instru-
 « ment d'échanges coûteux par un autre qui ne
 « coûte rien, mais à supprimer tout instrument
 « d'échanges.

« Supposons que tous les Français, sans excep-
 « tion, aient un compte ouvert dans une même,
 « maison de banque qui sera chargée d'encaisser,
 « pour chacun de ses clients, toutes leurs recettes,
 « qu'elle porte à leur débit. Cette hypothèse est du
 « reste, à peu de chose près, réalisée en Angleterre
 « où tous les Anglais appartenant à la classe riche
 « ont un banquier chargé précisément de faire pour
 « leur compte cette double opération. Il est vrai
 « qu'ils n'ont pas tous le même banquier, mais

« comme les maisons de banque de province sont
« toutes en comptes-courants avec les grandes
« banques de Londres et comme celles-ci à leur
« tour, ont toutes un compte ouvert à la Banque
« d'Angleterre, la situation, quoique un peu plus
« compliquée, revient en somme au même. Dans
« une semblable organisation, on pourrait suppri-
« mer la monnaie jusqu'au dernier centime ».

Il est certain qu'en Angleterre le stock monétaire, soit en métal, soit en papier, est infiniment moins important qu'en France et c'est une des raisons pour lesquelles la livre sterling fait prime sur le franc. On ne peut guère nier que la monnaie ne soit une marchandise comme une autre et que sa valeur ne diminue à raison de son abondance.

Néanmoins, une réserve métallique peut être appelée à rendre les plus grands services lorsqu'il s'agit en temps de crise, en temps de guerre notamment, de couvrir des achats importants obligatoirement effectués à l'étranger. L'or de la Banque de France et le fameux trésor de guerre de Spandau furent en grande partie rassemblés dans le but de fournir en cas de conflit les ressources nécessaires. Aussi fut-il objecté parfois aux partisans de la généralisation du chèque, que la réussite de leur théorie présentait un grand danger pour la défense nationale ; ces stocks devenus inutiles en tant que représentant la monnaie de papier, leur

exportation serait tentante. Il est aisé de répondre à cette objection car elle suppose un état de choses pratiquement tout à fait improbable. Avant même que la grande guerre ne survienne, il était difficile d'escompter que le chèque parvienne jamais à se répandre au point de justifier cette crainte ; elle ne saurait désormais subsister. L'excédent de nos billets est tel que bien des années passeront sans aucun doute avant que soit rétablie la proportion normale entre eux et le métal qu'ils représentent.

On a dit également, et ceci rentre dans le même ordre d'idées, qu'en répandant l'usage du chèque, pour éviter un risque on tomberait dans un autre car le privilège des banques d'émission serait menacé. Cette affirmation n'est pas sans fondement, car il existe un antagonisme réel entre le chèque et le billet de banque, l'histoire et la statistique le démontrent. Dans les circonstances actuelles, cette objection est aussi dénuée de valeur que la précédente car les billets sont émis en telle quantité que même les banques qui jouissent de ce privilège s'en émeuvent à juste titre.

Quoi qu'il en soit, et si le chèque parvenait à se répandre, il ne pourrait probablement pas détrôner entièrement le billet, nous ne poursuivons pas un but aussi grandiose, mais il restreindrait peut-être cette inflation fiduciaire dont les effets apparaissent aujourd'hui si redoutables. D'ailleurs, à sup-

poser qu'elle puisse être jamais appliquée intégralement, la théorie séduisante de M. Charles Gide demanderait, pour entrer dans la pratique, une très longue adaptation de nos mœurs. Le grand mérite de son exposé est de mettre en évidence les services considérables que les règlements par compensation sont à même de nous rendre. Nous pouvons, nous devons tenter de les intensifier.

Il est fait à l'endroit du chèque une autre critique basée sur une constatation indéniable : « C'est un « procédé dangereux, dit-on, pour celui qui l'utilise, « car il en détache de son carnet beaucoup plus « facilement qu'il ne sortirait des billets de banque « de son portefeuille. De plus, il inscrit sur ses « coupures des sommes élevées, sans beaucoup plus « de difficulté que des sommes peu importantes, « son débours lui apparaît de façon moins évidente, « bref, il est aisément porté à la prodigalité ».

Chacun peut faire cette expérience pour son propre compte, même à ses propres dépens. Mais ceci dit, peut-il en être fait état contre le chèque ? Rien ne paraît justifier cette interprétation. Si les particuliers, en adoptant ce moyen de paiement, dépensent davantage et lancent dans la circulation des sommes plus élevées, les transactions s'intensifieront et c'est un résultat conforme à l'intérêt général. La ruine de quelques membres de la collectivité n'est certes pas souhaitable, mais ceux

que le seul emploi du chèque conduirait à ce résultat, l'auraient très probablement obtenu sans y être aidé par des facilités nouvelles. Pour éviter un sort analogue, que chacun fasse subir à sa volonté l'éducation appropriée.

Une observation plus sérieuse nous a été apportée : « Pour l'Etat, le règlement par chèque, ne peut « jouer, et c'est précisément une des causes principales de l'inflation que la nécessité pour la Trésorerie de recourir à des émissions supplémentaires de billets, lorsqu'elle n'a plus en caisse les « espèces exigées par ses créanciers ».

Ce n'est pas là une impossibilité de principe. En Angleterre, l'Etat ne paie pas avec des billets mais à l'aide de chèques. Les banques débitent son compte et créditent celui du créancier ; l'inverse se produit également, les banques débitant le compte du débiteur et créditant celui de l'Etat.

S'il n'est pas possible en France dans la généralité des cas d'employer cette méthode, c'est parce que, beaucoup de personnes n'ayant pas de compte en banque, ou ne les utilisant pas comme il le faudrait dans l'intérêt général, le montant des chèques est presque toujours réclamé un jour ou l'autre en espèces. D'où la nécessité pour la Banque d'émettre des billets. Cette observation ne peut donc être alléguée à l'encontre du chèque. Elle porte bien sur une des causes principales de l'inflation, causes

dont il est désirable de poursuivre la disparition.

Le chèque peut, sans aucun doute, y contribuer. Sa vie est en effet, extrêmement courte. Présenté immédiatement au paiement ou à la compensation, il dure exactement autant que la demande ou l'opération et meurt avec elle. Le billet de banque circule en moyenne pendant trois mois avant de revenir à son point de départ pour être remboursé ; le chèque, au contraire, disparaît un ou quelques jours après sa naissance. Il subit d'ailleurs une déchéance légale au bout de cinq ou huit jours, suivant qu'il est tiré sur la même place ou de place à place. Celui qui ne le présente pas dans ces délais subit la faillite du tiré si elle se produit, et cela sans recours. Le chèque n'encombre donc pas le marché monétaire puisqu'il le quitte presque immédiatement après y être entré.

Comme l'écrit M. Daniel Duverger (*Le rôle économique du chèque*, 1913. p. 161) « le système du chèque « est très sûr, en ce sens qu'une surémission n'est « pas possible... avec le billet de banque ce n'est pas « une chimère. » La règle suivant laquelle chaque marché, ayant l'habitude de faire une certaine quantité d'échanges, n'a besoin pour le faire que d'une certaine quantité de monnaie, est moins une loi stricte que la constatation d'une simple tendance. Au surplus, si une banque d'émission ne peut maintenir une circulation supérieure aux

besoins, elle peut la créer. Sans doute, en l'absence du cours forcé, l'équilibre ne peut manquer de se rétablir ; on portera les billets à la banque où on exportera de l'or, suivant l'état des changes. Mais, dans l'intervalle, l'exagération de la circulation peut avoir une influence sur les prix. La question est d'autant plus intéressante pour nous que le chèque, jusqu'à présent, est beaucoup moins utilisé en France que dans la plupart des autres grands pays.

Dans une *communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques* en date du 20 mai 1916, M. Charles-Georges Picot estimait la quantité des billets en circulation à 390 francs par tête d'habitant pour la France, à 153 fr. 15 pour l'Allemagne, et seulement à 93 fr. 20 pour l'Angleterre. Ces chiffres ne sont pas, croyons-nous, bien démonstratifs car ils sont, en partie, la manifestation d'une politique financière de guerre toute différente selon les Etats. Mais, d'après M. Leroy-Beaulieu, en période de paix, l'Angleterre faisait face à des affaires infiniment plus importantes que la France avec un stock métallique représentant seulement 40 % du stock français et avec une émission de billets ne dépassant guère le 1/5 des billets que la Banque de France tenait en circulation.

Notre éminent collègue, M. Edouard Payen, étudiant dans un article de l'*Economiste Français*

en date du 17 mars 1923, une des propositions de loi que nous avons déposées à la suite de ce travail, écrit également : « Quand on compare le rôle relativement restreint qu'il (le chèque) a en ce pays à celui très développé qu'il joue en d'autres, par exemple en Angleterre, on mesure les progrès qu'il y a à faire en ce domaine. Qu'on s'efforce de les activer en une période où tout ce qui peut tendre à la diminution du nombre des billets aurait une répercussion heureuse, cela est tout naturel. » M. Edouard Payen emprunte les chiffres suivants à M. Albert Buisson qui les a donnés dans un ouvrage tout récent, *Le Chèque et sa fonction économique* : « Le total des opérations au Clearing House de Londres, qui n'était que de 3.425 millions de livres sterling en 1868, atteignait 8.960 millions en 1900, 34.920 millions en 1921, 37.161 millions en 1922. La majeure partie des effets présentés sont des chèques. Le total des paiements par chèques fait chaque jour, et supérieur pour Londres à un milliard de francs, s'effectue avec une telle économie de numéraire qu'on peut considérer ce dernier comme n'étant qu'en quantité infinitésimale. »

Dans un *discours à la Chambre des Députés* en date du 30 mai 1897, M. Ribot faisait des constatations analogues : « Dans son ignorance, le public français résiste beaucoup à l'emploi des moyens abrégés pour les paiements qui s'appellent le

« chèque et la compensation. Beaucoup de nos « négociants gardent en espèces la provision nécessaire pour payer l'effet de commerce à « l'échéance... »

Depuis, des progrès ont certes été réalisés ; il suffit pour s'en convaincre de parcourir les *Rapports présentés aux Assemblées des actionnaires par le Gouverneur Général de la Banque de France*. On y voit que l'immense majorité des liquidations s'effectue par des mouvements d'écritures, c'est-à-dire par des virements.

Le mouvement général des caisses, recettes et paiements, se répartit de la façon suivante pour les années : 1911, 1912 et 1918.

1911

Espèces	4.803.042.200 Fr.
Billets	63.608.423.300 Fr.
Virements	270.990.744.200 Fr.
Total	339.402.209.700 Fr.

1912

Espèces	5.194.720.500 Fr.
Billets	67.666.603.200 Fr.
Virements	319.724.113.900 Fr.
Total	392.585.437.600 Fr.

1918

Espèces	7.081.500.000 Fr.
Billets	156.405.200.000 Fr.
Virements	427.562.800.000 Fr.
Total	591.049.500.000 Fr.

La part des virements à la date de 1918 atteint donc 72 0/0 de l'ensemble. C'est un résultat très appréciable, mais très inférieur encore à celui qui est obtenu dans les pays Anglo-Saxons.

Le progrès est d'ailleurs continu : en 1915, par exemple, la proportion des virements n'avait été que de 66 1/2 0/0 (142.513 millions sur un total de 214.225 millions).

En 1919, le mouvement général des caisses, recettes et paiements s'est réparti de la façon suivante :

Espèces	8.862.900.000 Fr.
Billets	172.218.700.000 Fr.
Virements	705.805.900.000 Fr.
Total	886.887.500.000 Fr.

Dans ce mouvement total, la part des règlements opérés sans mouvements d'espèces atteint 79 0/0. Commentant des résultats, le Gouverneur déclare : « Ce chiffre montre l'efficacité des mesures que nous avons prises pour développer l'emploi des virements et des chèques. » (*Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de France du 29 janvier 1920*).

En 1920, le mouvement se répartit ainsi :

Espèces	435.749.600 Fr.
Billets	210.293.837.100 Fr.
Virements	1.344.066.638.100 Fr.
Total	1.554.796.224.800 Fr.

Dans ce total la part des règlements opérés sans mouvements d'espèces atteint 86,5 0/0. Le Gouverneur en tire encore la même conclusion : « Cette « proportion, sensiblement supérieure à celle de « 79 0/0 enregistrée l'an dernier, montre l'efficacité « des mesures que nous avons prises pour dévelop- « per l'emploi des virements et des chèques. » (*Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de France du 27 janvier 1921*).

Les *statistiques de la Chambre de Compensation des Banquiers à Paris*, fondée en 1872, et actuellement présidée par M. Charles-Georges Picot, démontrent également l'importance croissante des règlements par simples jeux d'écritures :

1872-1873	801.292.364 Fr.
1875-1876	1.071.151.423 Fr.
1880-1881	1.106.861.930 Fr.
1890-1891	3.001.941.600 Fr.
1900-1901	5.331.974.731 Fr.
1913	18.374.444.573 Fr.
1914 (Sept premiers mois)	11.837.210.717 Fr.
1915	Néant
1916 (Six derniers mois)	2.187.326.236 Fr.
1917	13.707.190.112 Fr.
1918	38.544.386.936 Fr.
1919	72.939.384.216 Fr.
1920	167.123.691.355 Fr.
1921	157.159.491.298 Fr.
1922	157.645.130.317 Fr.

Ces résultats dénotent une progression remarquable mais, pour l'apprécier, il faut tenir compte

de l'abondance actuelle des monnaies et de la hausse des prix. D'après M. Edouard Payen, « En
 « France, le montant moyen journalier des com-
 « pensations s'élève pour 1922 à 523.737.974 francs
 « et les effets compensés représentent 85, 4 °/o du
 « montant total des effets présentés contre 83,4 °/o
 « en 1921 et 82 °/o en 1920. Si le nombre des effets
 « dont le règlement se termine sans déplacement
 « numéraire est encore restreint, leur valeur totale
 « atteint cependant une importance déjà assez
 « notable. Il faut tenir compte d'ailleurs de ce
 « qu'un très grand nombre de dettes qui s'étei-
 « gnent en Angleterre par la remise d'un chèque
 « compensé au Clearing House, sont liquidées en
 « France par un mandat de virement sur la Banque
 « de France, mandat qui permet de transférer le
 « montant d'une dette existant, soit entre deux
 « personnes ayant un compte à la Banque de
 « France, soit entre deux personnes dont l'une,
 « le donneur d'ordre, est titulaire d'un compte à la
 « Banque de France, et l'autre cliente d'une ban-
 « que ayant elle-même un compte à la Banque de
 « France. En 1922, il faut ajouter de ce chef aux
 « 134.743 millions de la Chambre de Compensation
 « des Banquiers de Paris la moitié des 1.250.584
 « millions de virements « (débit et crédit cumulés)
 « de la Banque de France. On obtient ainsi pour
 « l'année 1922 un total de 760.035 millions, infé-

« rieur encore aux 37.161 millions de livres sterling
« du Clearing House de Londres pendant l'année
« correspondante. »

Il est en tout cas une conclusion qui se dégage incontestablement de ces quelques statistiques, c'est que, même en France, le règne du billet de banque est en train de faire place à celui du chèque. Il existe donc de toute évidence un antagonisme foncier entre ces deux instruments de paiement, antagonisme que le gouvernement français a déjà essayé de mettre à profit pendant la guerre pour tenter de diminuer partiellement l'inflation fiduciaire. C'est la principale explication des mesures suivantes : paiement des créanciers de l'Etat au moyen de chèques barrés, paiement par chèque des contributions directes et taxes assimilées, exemption de droit de timbre sur la mention de domiciliation des chèques barrés, extension aux agents de change de la Loi du 10 décembre 1911 concernant les chèques barrés, etc...

Ces mesures, si bienfaisantes qu'elles aient pu être, ne paraissent pas suffisantes pour rendre l'emploi du chèque aussi répandu qu'il doit le devenir. Il importe donc d'en prendre de nouvelles, qui le rendent de plus en plus séduisant par l'accroissement de ses avantages pratiques. Les plus efficaces seront les plus conformes à l'intérêt évident des usagers et notamment, en l'espèce, à l'intérêt des commerçants.

Le meilleur moyen de les découvrir nous a paru être de profiter des leçons de l'expérience ; c'est pourquoi nous examinerons successivement tous les chèques actuellement en vigueur, en considérant surtout les conditions de leur emploi, parce que c'est précisément là ce que nous souhaitons de développer. Pour les chèques français, nous rechercherons quelles modifications favorables peuvent leur être apportées dans l'état actuel de notre législation et de nos mœurs, modifications paraissant susceptibles de recevoir sans trop de difficulté l'approbation du Parlement.

Pour les chèques étrangers, nous examinerons les avantages ou les inconvénients que présenterait leur naturalisation possible.

Nous concluerons en établissant les textes nécessaires pour faire passer dans la pratique les résultats de nos observations, ayant la bonne fortune de pouvoir au moins tenter leur application. Au pis aller, par le fait seul que nous aurons appris à quelques personnes l'existence de nouveaux moyens de paiement, que nous leur en aurons expliqué le fonctionnement et découvert les avantages, nous aurons peut-être répandu leur utilisation et nous nous serons rapprochés du but que nous croyons devoir poursuivre dans l'intérêt du pays.

II

LE CHÈQUE ORDINAIRE

Dans son *article 1^{er}*, la loi du 14 juin 1865 définit ainsi le chèque ordinaire, également appelé chèque ouvert : « Un chèque est un écrit qui, sous la forme
« d'un mandat de paiement, sert au tireur à effec-
« tuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers,
« de tout ou partie des fonds portés au crédit de son
« compte chez le tiré et disponibles. »

Il se présente sous des aspects forts différents à première vue, suivant les établissements ou les particuliers qui l'ont fait établir, chacun cherchant à lui donner la forme la plus pratique et surtout la plus facilement transportable et celle qui permette le moins facilement les fraudes. Les mentions qu'il porte sont toujours les mêmes, car il doit de toute évidence répondre à des conditions de fond nettement déterminées. Il doit en effet porter tout d'abord l'indication du lieu et de la date d'émission. En France, la loi exige que cette date soit écrite en toutes lettres, ce qui est un excès de prudence gênant, beaucoup de chèques devenant nuls par suite de l'oubli fréquent de cette prescription.

Il faut ensuite indiquer sur le chèque le nom du tiré, ce qui est essentiel mais se trouve en général imprimé. Puis doit être mentionné, soit le nom du bénéficiaire, s'il s'agit d'un chèque à personne dénommée, soit la spécification : *au porteur*, ou celle : *à ordre* de telle personne, s'il est au porteur ou à ordre, cette dernière mention permettant au bénéficiaire de faire passer son chèque par endossement à qui bon lui semble. Enfin, le tireur signe et donne ainsi au tiré le mandat pur et simple, spécifié auparavant, de payer une somme écrite en lettres et en chiffres. Cette somme doit être d'ores et déjà disponible, ce qui condamne absolument le chèque à délai de vue.

L'origine du chèque n'a pu être encore déterminée avec certitude. Plusieurs pays prétendent lui avoir donné le jour et basent d'ailleurs cette prétention sur des faits également probants. Il serait donc présomptueux de notre part de vouloir trancher entre eux ; néanmoins, l'exposé sommaire de quelques opinions émises à cet égard nous paraît intéressant, car toutes, sans exception, montrent que le chèque, dès ses débuts, répondait à une nécessité particulière, était l'habile solution d'une difficulté quelconque, et lui impriment ce caractère d'adaptation facile aux circonstances économiques qui doit encore assurer à la fois son utilité et son succès.

Dans sa *Deuxième étude sur les antiquités juridiques d'Athènes*, parue à Paris en 1865, M. Caillemer soutient qu'il était déjà connu des Athéniens. Il s'appuie sur un passage d'Isoorate dans sa *Trapézitique*, au chapitre XIX, paragraphes 35 et 36 de l'édition Tauchnitz, dans lequel se trouve décrit un procédé tout à fait comparable, vanté comme étant un moyen propre à soustraire une somme d'argent aux risques des voyages, en se munissant, non de monnaie mais d'un écrit, moyennant la présentation duquel la somme en question sera versée au porteur par une personne déterminée, habitant la ville où se rend le voyageur.

D'autres auteurs situent à Rome le berceau du chèque ordinaire. Un des plus connus parmi les partisans de cette doctrine est M. Delorme. (*Les manieurs d'argent à Rome. Paris 1890, p. 144 et 148*).

D'autres le placent en France. En effet, d'après Savary : « Les juifs chassés de France pendant les « règnes de Dagobert I^{er}, Philippe-Auguste et Philippe le Long (640-1182 et 1316), se réfugièrent « en Lombardie et, pour retirer l'argent et autres « effets qu'ils avaient laissés en France entre les « mains de leurs amis, la nécessité leur apprit à se « servir de lettres et de billets écrits en peu de paroles et de substance ». (*Le Parfait Négociant Edit. de 1763 liv. III chap. 112 p. 119 et 120*).

N'est-ce pas là tout le chèque ?

Certains encore attribuent son invention aux banquiers italiens, véritables instaurateurs de tout notre système financier moderne. Voici à cet égard l'opinion de M. Bagehot : « Le moyen âge a
« eu en quelque sorte, dit-il dans *Lombard Street*
« (*Paris* 1874), à retrouver ou du moins à générali-
« ser de nouveau les diverses méthodes économi-
« ques qui avaient été en usage chez les Grecs et
« chez les Romains et dont il n'avait été conservé
« que quelques lambeaux. C'est sur le sol italien
« que ces lambeaux se sont tout d'abord coordon-
« nés ».

Enfin la Hollande également réclame, et non sans vraisemblance, l'honneur d'avoir vu naître le chèque. Cette prétention ressort nettement d'une étude sur le chèque barré, parue dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce Anglo-Belge* (Bruxelles 1908), et qui développe ce thème : « Maints de nos
« usages commerciaux, disons même de nos insti-
« tutions commerciales, nous viennent des Hollan-
« dais... »

Mais si plusieurs pays se disputent l'honneur d'avoir donné le jour au chèque, nul ne peut contester à la Grande-Bretagne celui de l'avoir vu grandir. Entre toutes les contrées, l'Angleterre s'est montrée la terre d'élection du chèque ouvert. Il y a prospéré et c'est de ce pays qu'il s'est ré-

pandu chez tous les peuples civilisés. Aussi a-t-il, presque partout, gardé son nom anglais.

Toutefois, même en Angleterre, le chèque ordinaire n'a su que lentement acquérir son caractère définitif. Il n'était primitivement qu'un succédané, un substitut du billet, imaginé par les banquiers pour échapper à certaines lois fiscales, tourner certaines prohibitions du Parlement. Vers 1770 seulement, il a trouvé sa forme actuelle, comparable à celle du mandat, et c'est alors, sous cet aspect nettement caractérisé, qu'il s'est introduit chez les autres peuples, d'abord dans les usages, puis dans les législations : France, (*Loi du 14 juin 1865*) ; Belgique (*Loi du 20 juin 1875*) ; Suisse (*Code Fédéral de 1881*) ; Italie (*Code de Commerce de 1883*) ; Espagne (*Code de Commerce du 22 avril 1885*) ; Roumanie (*Code de Commerce de 1887, traduction Blumenthal Liv. IX chap. II p. 100-101*) ; République Argentine (*Code de Commerce 1^{er} mai 1890*) ; Autriche (*Loi du 5 avril 1906*) ; Allemagne (*Loi du 11 mars 1908*). Si, par exemple, nous ouvrons le *Code roumain*, nous y voyons que : « Sont appliqués au chèque les articles 364 à 369. Le chèque « peut être tiré sur un tiers quelconque (comme en « France) ; il peut être à terme. S'il est à vue, il « doit être présenté dans un délai de huit ou quinze « jours suivant la distinction commune, c'est-à-dire « s'il est tiré sur la même place ou de place à place.

« L'absence de provision et la fausse date sont punies d'une amende de 10°/o du montant du chèque, « sans préjudice des peines édictées par la loi pénale ».

Parfois, certes, il traversa des périodes de tâtonnement avant de trouver son caractère précis. En France notamment, il apparut tout d'abord, non comme un mandat pur et simple de payer une somme d'argent déterminée, mais comme un acquit. Dans le remarquable *rapport* présenté par M. Alfred Darimon *au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les chèques*, on peut lire ce qui suit : « Au cours de la session de « 1864, le gouvernement, mû par une pensée de « progrès, a présenté au Corps Législatif, sous la « forme de disposition additionnelle à la loi des « finances de 1865, un projet de loi destiné à répandre l'usage des ordres de paiement connus sous « le nom de chèques et à favoriser ainsi le développement des banques de dépôts. La forme naturelle « de ces ordres est celle du mandat ; c'est la seule « qui soit admise là où le chèque est répandu dans « les habitudes. Mais à cause des exigences de nos « lois fiscales, les établissements de crédit qui, « depuis quelques années, cherchaient à vulgariser « chez nous l'emploi de cet instrument, avaient été « conduits à adopter la forme menteuse et incommode du reçu... »

MM. Lyon-Caen et Renault trouvent excessives

les critiques de M. Alfred Darimon contre le chèque récépissé. « Il serait puéril de reprocher au récépissé
 « de constituer un mensonge ; le plus souvent un
 « reçu est rédigé à l'avance en prévision du paie-
 « ment à effectuer ; c'est ainsi que les lettres de
 « change sont présentées acquittées au tiré ; de plus,
 « de ce que la forme du récépissé ne se serait pas
 « prêtée à toutes les combinaisons dont le mandat
 « est susceptible, ce n'est pas une raison pour la
 « proscrire ; les parties ne l'auraient adoptée qu'au-
 « tant qu'elles y auraient eu intérêt. Cette forme
 « avait cet avantage incontestable d'éviter toute
 « confusion avec les autres titres, tandis qu'il n'est
 « pas toujours facile de savoir si un écrit constitue
 « une lettre de change ou un chèque ». (*Lyon-Caen
 et Renault, t. IV, p. 474 en note*).

MM. Lyon-Caen et Renault pourraient appuyer leur opinion sur un *discours* du comte de Germiny *au Sénat* (9 juin 1865) ; on y lit que « les grandes
 « banques de dépôts émettent des reçus reliés en
 « carnet, faciles à détacher successivement et qui
 « font à merveille et très rapidement l'office du
 « chèque anglais ». Quoi qu'il en soit, il est indiscu-
 table que la forme du mandat a partout prévalu et
 qu'elle a évincé celle du récépissé. Si bien que, dans
 toutes les législations, le chèque ordinaire se pré-
 sente sous des apparences à peu près identiques. Il
 semble donc à première vue qu'il doive être relati-

vement aisé de trouver pour lui une forme telle qu'il puisse être utilisé aussi bien de pays à pays que de place à place.

Ceci fut entrepris à la Haye en 1912. Une conférence internationale avait étudié, deux ans auparavant, l'unification des lettres de change, et les bons résultats obtenus engagèrent à réunir une autre conférence chargée d'entreprendre l'unification des diverses législations en matière de billets à ordre et de chèques, unification qui faciliterait dans une très large mesure le règlement des échanges internationaux. Malheureusement, d'énormes difficultés apparurent dès le début. Même en ce qui concerne le simple chèque ordinaire, on ne put aboutir à l'établissement d'une définition précise, car on s'aperçut que, si les formules qu'il doit observer sont à peu près identiques dans les diverses banques du monde, elles correspondent néanmoins à des conceptions juridiques totalement différentes. Les délégués ne parvinrent donc à se mettre d'accord sur presque aucune disposition. Nous en comprendrons encore mieux les raisons au cours de ce travail, lorsque nous aborderons l'étude de certaines variétés de chèques plus originales, plus spécialement adaptées aux mœurs et aux conceptions de certains peuples.

Chacun des délégués fit la description des formes de chèques qui existaient chez lui et donna, au

sujet de leur emploi, toutes les explications possibles. L'assemblée étudia, pour chacune d'elles, comment l'usage de tel chèque spécial à un pays donné pouvait être étendu aux autres. Or, tous parurent devoir subir d'importantes modifications avant de bénéficier d'une telle extension. Mais ce serait sortir du cadre de cette étude que d'aborder ces problèmes ; il suffira de les avoir signalés en passant. Les opinions émises au cours de cette conférence par les délégués des différents Etats nous seront pourtant utiles parfois, car elles nous permettront de saisir les particularités susceptibles de permettre l'introduction en France de certains des chèques examinés. Elles pourront également, pour les chèques français existants, nous suggérer quelques mesures favorables au but que nous poursuivons.

En même temps qu'il se répandait dans l'univers civilisé, le chèque ouvert perdait du terrain dans sa patrie d'origine devant le chèque barré. Les délégués anglais le reconnaissaient à la Haye en 1912 : « Il n'est pas possible, disait M. Hut-
« Jackson, d'indiquer la proportion exacte existant
« entre le nombre de chèque barrés et le nombre
« total des chèques ; mais l'immense majorité des
« chèques circulant en Angleterre est barrée, car
« tout le monde en Angleterre a l'habitude de faire
« payer ses chèques à son banquier ; or, dans ce
« cas, on barre toujours le chèque ».

III

LE CHÈQUE BARRÉ

S'il subsiste des doutes sur l'origine du chèque ouvert, il n'en existe aucun sur celle du chèque barré. Il est né d'une habitude anglaise, engendrée par le besoin de sécurité dans les paiements et appelée *crossing*. On en trouve l'histoire dans un *jugement de l'Echiquier en 1852* (Affaire BELLAMY contre MARJORIBANK) : « La coutume de barrer les « chèques a pour origine le Comptoir de liquidation (*Clearing House*), les employés des différents « banquiers qui y traitent leurs affaires ayant pour « habitude d'inscrire en travers des chèques le nom « de leur patron de façon à faciliter aux employés « du Comptoir de liquidation l'établissement de « leurs comptes... »

C'est en 1856 seulement que le législateur anglais s'occupe pour la première fois du chèque barré (*art. 19 et 20 Victoria c. 25*). Il déclare que : « Lorsqu'un chèque porte en travers de son recto : « 1^o l'addition du nom d'un banquier ou 2^o les « mots *et Compagnie*, soit en toutes lettres, soit en

« en abrégé, chacune de ces indications a la valeur
 « d'un mandat donné aux banquiers de ne payer
 « l'effet qu'à ou par l'intermédiaire d'une banque. »

Il existe en effet deux barrements : le *barrement particulier* et le *barrement général*. Dans l'act de 1856, les effets du barrement général et du barrement particulier ne se différenciaient pas car il y était stipulé que : « si un chèque barré du nom d'un banquier ou des mots *et C^{ie}*, était présenté à un banquier, et si celui-ci le payait à toute autre personne qu'à un banquier, il ne pouvait en porter le paiement au débit de son client. » Mais, dans la pratique, une différenciation de plus en plus marquée se fit entre le *crossing* tracé au nom d'un banquier spécial et le *crossing général* tracé à l'aide du symbole *et C^{ie}*, et qui imposait seulement un banquier quelconque comme étant l'intermédiaire obligatoire du paiement. Le chemin était préparé par la coutume, comme d'usage, pour l'adoption de mesures législatives plus strictes.

Ce fut l'objet d'un *act* de 1858 (*art. 21 et 22 Victoria c. 79*), qui marque surtout un progrès en ce sens que « si un chèque était barré du nom d'un banquier, le paiement devait être opéré dans les mains de ce banquier et dans celles de nul autre. C'est donc de l'act de 1858 que le barrement spécial tient la signification juridique qu'il a encore aujourd'hui.

En 1875, une loi nouvelle est venue apporter une innovation capitale à l'institution du chèque barré. D'après cet *act* (39 et 40 *Victoria c. 81*), le tireur ou le porteur légal d'un chèque peut ajouter au *crossing* les mots *not negociable*. La personne qui reçoit un chèque ainsi barré au recto n'acquiert pas plus de droits que celui dont elle le tient. Ceci veut dire en somme que cette mention enlève au porteur la garantie de la règle : « *exceptio quæ obstat* » « *giranti non obstat giratorio* », c'est-à-dire que les vices de l'effet ne sont pas purgés pour son endosseur. Celui qui reçoit, même de bonne foi, un chèque primitivement volé, doit, par suite, le rembourser, au cas où la preuve de ce fait est apportée. Aujourd'hui, en Angleterre, la mention *not negociable* figure sur la plupart des chèques émis par les Sociétés financières et industrielles.

Accessoirement, l'act de 1876 s'occupe des procédés matériels de barrement ; il complète à cet égard l'act de 1856 : il admet que le seul emploi de deux lignes transversales, sans autre mention, indique suffisamment que le chèque est barré. Les mots *et Cie*, étaient en effet inutiles. Ils n'ajoutaient rien à la signification des barres et les Anglais les comparaient assez justement aux deux boutons que nous continuons à placer derrière nos jaquettes et qui, cependant, n'ont plus aucune utilité pratique. En les supprimant, cet act a fixé la pratique actuelle.

Aujourd'hui, la législation anglaise des chèques barrés est condensée dans un *act de 1882* sur les lettres de change (*Sections 77 à 82*). Elle peut se résumer ainsi :

1^o Un *crossing* peut être :

a) Un *crossing* n'affectant pas la négociabilité du chèque.

b) Un *crossing* affectant cette négociabilité, ce qui est indiqué par les mots *not negociable* écrits au recto du chèque et en travers.

2^o Un chèque, qu'il soit ou non *not negociable*, peut être :

a) *Barré généralement.*

b) *Barré spécialement.*

Un chèque barré généralement peut être présenté en paiement par un banquier quelconque.

Un chèque barré spécialement doit être présenté en paiement par un banquier déterminé, c'est-à-dire par celui dont le nom figure dans le *crossing*.

L'indication du *crossing général* consiste en lignes transversales, tracées sur le recto du chèque. Entre les lignes on peut ajouter les mots *et Compagnie* ou l'abréviation de ces mots : *et C^{le}*. Cette addition n'a aucun effet légal.

L'indication du *crossing spécial* est l'inscription du nom d'un banquier en travers du recto du chèque.

Un *crossing* fait conformément à la loi est partie

intégrante du chèque ; il est inaltérable sous peine de faux.

Des *acts de 1883 (Revenue act)* et du 4 août 1906, ont complété sur quelques points de détail la législation esquissée ci-dessus ; mais la seule innovation importante qui se soit produite depuis, est due à la pratique : elle consiste dans l'addition au *crossing* des mots : *compte du bénéficiaire*. Cela signifie que le chèque est non seulement *not negociable*, mais aussi *non transférable*. Il est, par suite, payable seulement à la personne mentionnée comme bénéficiaire dans le corps du chèque. Le banquier est tenu de respecter cette instruction.

Le système du barrement, malgré ses immenses avantages, n'est pas d'une application très générale. Il n'est vraiment répandu qu'en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il a été adopté en France par la *loi du 30 décembre 1911*. Cette loi en donne plutôt une description qu'une définition : « Le chèque traversé de deux « barres parallèles ne peut être présenté en paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré « que sur un banquier. Le barrement peut être « effectué par le tireur ou par un porteur. Le barrement peut être général ou spécial. Le *barrement* « est *général* s'il ne porte entre les deux barres « aucune désignation ou s'il porte seulement la « mention *et Compagnie*. Il est *spécial* si le nom

« d'un banquier est inscrit entre les deux barres.
 « Le barrement général peut être transformé en
 « barrement spécial. Le chèque à barrement spé-
 « cial ne peut être présenté au paiement que par le
 « banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère
 « pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer
 « un autre banquier. Il est interdit au porteur
 « d'effacer le barrement ainsi que le nom du ban-
 « quier désigné. »

Notre loi du 30 décembre 1911 n'a pas d'originalité propre ; « elle reproduit en grande partie le
 « *bill of exchange*, act anglais de 1882 relatif au
 « *crossed cheque* (1). » (*Rapport présenté à la Conférence de la Haye au nom du Comité Central pour le chèque* par MM. Carlin et Meyer, en 1912).

En France, diverses mesures ont contribué à répandre pendant la guerre, le chèque barré ; mais il est loin d'avoir, comme en Grande Bretagne, distancé le chèque ordinaire. On peut lire ce qui suit dans l'exposé des motifs d'un projet de loi tout récent, tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier-payeur central du Trésor Public, les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances : « Le chèque « barré demeure une simple faculté et l'usage ne

1. Le mot chèque en Angleterre s'écrit de la même façon qu'en France. Check est un américanisme.

« s'en est pas généralisé... Bien au contraire, c'est « la pratique des chèques tirés sur d'autres personnes que les banquiers, qui s'est répandue de plus en plus... » (*Journal Officiel* 16 juillet 1918). Cela tient à ce que, chez nous, les personnes ayant un compte en banque sont bien moins nombreuses qu'en Angleterre. C'est là précisément le gros obstacle qui s'oppose à la diffusion de l'emploi du chèque.

Dans une *Conférence sur l'Economie du numéraire* faite en 1917, M. Emmanuel Vidal disait : « Tout commerçant a un compte en Banque en « Grande Bretagne et il n'est presque pas de particuliers ayant un revenu de 200 à 300 livres qui « n'emploient également l'intermédiaire d'un banquier. »

L'emploi du compte-courant est donc extrêmement répandu en Angleterre, même chez les personnes dont les ressources sont modestes. Celles qui reçoivent un chèque se contentent par conséquent de l'envoyer à leur banquier, lequel en porte le montant à leur compte-créditeur, et confie l'effet à la Chambre de Compensation où le règlement se fait pour l'ensemble des opérations effectuées par les maisons adhérentes. Une très faible somme en espèces suffit donc à régler une très grande quantité de virements et c'est là l'immense intérêt économique du chèque, tel qu'il est utilisé par nos voi-

sins. Il convient d'insister sur ce fait que, chez eux, le chèque ordinaire même est un instrument de compensation et qu'il ne se différencie en aucune façon, à cet égard, du chèque barré. Le *crossing* est essentiellement un facteur de sécurité.

Ces principes sont en général ignorés chez nous et c'est pourquoi beaucoup, même parmi ceux que préoccupe la solution de nos difficultés financières, n'ont pas encore saisi l'importance du rôle que le chèque pourrait être appelé à jouer. Peu de petites bourses ont recours aux comptes-courants ; aussi la plupart de ceux qui reçoivent un chèque en demandent-ils le règlement en espèces. Le carnet de chèques n'est alors rien d'autre qu'un procédé pratique de paiement et de comptabilité pour son possesseur.

La pratique anglaise a été exposée très clairement à La Haye en 1912 par l'un des délégués anglais, M. Hut-Jackson. « Les banques qui font
« partie d'une Chambre de Compensation, a-t-il
« dit, se sont engagées par des conventions spéciales
« à ne régler les chèques qui leur sont remis et qui
« sont tirés sur une banque faisant partie de la
« même Chambre de Compensation, qu'en se servant de la Chambre ; de sorte qu'il n'y a pas de
« paiement en espèces dans ce cas. Il en résulte que
« même les chèques non barrés sont réglés comme
« s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent par les

« mains d'une banque faisant partie d'une Chambre de Compensation ».

Donc, en Grande-Bretagne, les virements se font indifféremment par chèques ouverts et par chèques barrés. Ces derniers sont préférés uniquement parce qu'ils offrent des garanties de sécurité supérieures. C'est ce qu'a expliqué également M. Hut-Jackson : « Pendant ces dernières années, le chèque barré a été employé plus fréquemment en Angleterre qu'auparavant. Les banquiers l'apprécient en ce qu'il leur donne une plus grande sécurité ». (*Déclaration de M. Hut-Jackson. Actes de la Haye t. II, p. 172*).

Bien différente est, malheureusement, la pratique française. Celui qui présente un chèque quelconque peut en demander le montant à sa propre banque, et même à la banque tirée, s'il s'agit d'un chèque ouvert et s'il présente la surface nécessaire. Bien plus, et ceci est peu connu, le barrement ne garantit pas d'une façon absolue la présentation du chèque par un banquier. La jurisprudence considère ce signe à peu près comme l'administration des postes considère la recommandation des lettres, c'est-à-dire comme destiné à empêcher les fraudes, alors que, dans l'esprit de la loi, il devrait, semble-t-il, astreindre le chèque à entrer dans l'engrenage de notre organisation financière, en faire avant tout un instrument de compensation. Il

faut en effet noter que le tiré d'un chèque barré ne saurait encourir aucune responsabilité du fait qu'il ne l'a pas payé entre les mains d'un banquier, s'il en a versé le montant au véritable propriétaire.

Dans ce sens, l'on peut citer un jugement tout récent du Tribunal de Commerce de la Seine :

LE TRIBUNAL :

« Attendu que d'Archemont expose en ses demandes et conclusions qu'à la date du 3 mars 1916, il a adressé à Galaup un chèque barré de la somme de 34.005 fr., tiré par lui sur la Banque Continentale de Paris et payable à l'ordre de Galaup ;

« Que d'après la loi du 30 décembre 1911, ce chèque aurait dû être présenté au paiement par un banquier ;

« Que Galaup l'ayant fait encaisser par un huissier, Sédillon, ce paiement serait nul ;

« Qu'en raison de cette irrégularité, le demandeur demande au Tribunal :

« 1^o De dire et juger qu'en adressant un chèque barré à Galaup, d'Archemont était en droit d'exiger que ce chèque fut encaissé par un banquier ;

« 2^o De dire et de juger que la Banque Continentale de Paris, en payant ce chèque à un huissier sans qualité, a commis une faute dont elle doit réparation à d'Archemont, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil ;

« 3^o De dire et de juger en outre que le dit paiement est nul et en violation de l'article 1 de la loi du 30 décembre 1911 et que la Banque de Paris n'est pas libérée à l'égard de d'Archemont...

« Mais attendu que... le chèque de 34.005 fr. tiré par
« d'Archemont sur la Banque Continentale le 3 mars 1916
« et remis par lui à Galaup, a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'Archemont l'avait remis...

« Et attendu que la loi du 30 décembre 1911 n'a pas le
« sens et la portée que lui attribue d'Archemont ;

« Qu'antérieurement à cette loi, celui qui payait un
« chèque, sans être saisi d'une opposition, était présumé
« valablement libéré bien qu'il ne se fût point assuré de
« l'identité du porteur ;

« Que la dite loi n'a eu pour but que d'anéantir cette
« présomption légale, en précisant la responsabilité
« qu'encourait le payeur d'un chèque barré qui verserait
« les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire ;

« Que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à
son véritable propriétaire, la société défenderesse n'a
« encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a
« fait... »

(*Gazette du Palais* 27 février » 1918)

Alors que le chèque anglais, qu'il soit ou non barré, constitue un instrument de compensation, le chèque français, même barré, peut n'être pas utilisé comme tel. Cette constatation est profondément regrettable car, à supposer que par une campagne énergique et par une modification progressive de nos coutumes en cette matière, l'usage du chèque vienne à se répandre dans notre pays, il ne rendra pas encore, s'il conserve son caractère actuel, tous les services que nous sommes en droit d'en attendre.

En Belgique, un statut légal vient d'être donné au chèque barré, par la loi du 31 mai 1919. Il est d'ailleurs calqué sur le système anglais et n'offre aucune originalité propre.

En résumé, le système du barrement a pénétré un peu partout dans les usages commerciaux ; mais il ne jouit d'une prépondérance incontestée qu'en Angleterre et aux Etats-Unis. Ces pays, spécialement pendant la guerre, ont vu des chèques barrés fabuleux.

« Le 25 avril 1917, à Washington, en présence
 « des membres du Conseil de la Réserve Fédérale,
 « M. Mac Adoo, Secrétaire du Trésor, remit à Lord
 « Cunliff, gouverneur de la Banque d'Angleterre,
 « un bon sur le trésor de 200 millions de dollars.
 « Lord Cunliff, muni du précieux papier se rendit
 « aussitôt à l'ambassade d'Angleterre où sir Cecil
 « Spring Rice rédigea au nom de son gouvernement
 « une reconnaissance de dette de 200 millions de
 « dollars, remboursables le 30 juin 1917 et portant
 « intérêt à 3 0/0. Puis il endossa l'effet, priant le
 « Trésor de mettre la somme au Crédit de l'Etat
 « anglais à la Banque Fédérale de réserve, ce qui
 « fut fait. Dans l'après-midi du même jour (25 avril
 « 1917), un représentant de la banque Morgan se
 « présenta à la Banque Fédérale de Réserve de New-
 « York, porteur d'un chèque de 200 millions de
 « dollars. Le caissier remit à son visiteur vingt

« chèques de 10 millions de dollars chacun, sur plusieurs banques de district, et celui-ci les transmet aussitôt à diverses banques en relations avec la maison Morgan. Le lendemain, 26 avril, ces chèques furent présentés au Clearing House et payés par compensation ». (Emmanuel Vidal, *loc. cit.*).

En France, notre loi sur le chèque barré du 30 décembre 1911, n'a guère rencontré que des partisans. On ne lui a adressé qu'une seule critique sérieuse : dans plusieurs de ses articles, il est question de « paiement du chèque », « d'encaissement du chèque ». *Le Temps*, dans son numéro du 5 janvier 1912, fait remarquer que « c'est toujours l'erreur fondamentale, qui consiste à ne pas faire du chèque un instrument de compensation, sans mouvement de caisse, sans maniement de fonds ». Bref, il faudrait en venir au système allemand du chèque *nur Zu Verrechnung*, auquel seront consacrées les pages suivantes.

IV

LE CHÈQUE DE COMPENSATION

Les chèques dont nous venons de parler peuvent être qualifiés de « chèques-types ». Ils répondent aux besoins essentiels du commerce et de l'industrie et même à ceux de toute personne ayant à effectuer des paiements ou des rentrées. Aussi leur emploi est-il relativement fréquent. Ils sont bien connus, sinon de la masse du public, au moins des personnes qui, jouissant d'une certaine fortune, sont appelées à faire souvent des mouvements de fonds. D'autres chèques, dont nous allons aborder l'étude, répondent à des besoins particuliers, aux coutumes ou à la mentalité de certains peuples, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne puissent être avantageusement introduits chez d'autres. Il en est ainsi, par exemple, du chèque allemand *nur Zu Verrechnung*.

Ce chèque existe en Allemagne et en Autriche ; sa nature est toute spéciale. Nous n'en possédons pas en France l'équivalent. Nous le baptiserons, pour faciliter son étude : *Chèque de Compensation*,

bien que cette qualification ne soit pas la traduction exacte de son nom allemand : *nur Zu verrechnung*, ce qui, traduit littéralement veut dire : chèque seulement pour compensation. Son mécanisme et sa signification sont indiqués dans l'article 14 de la loi allemande du 11 mars 1908 : « Le « tireur, ainsi que tout porteur d'un chèque, peut « vent défendre qu'on paie le chèque au comptant « en inscrivant sur le recto la mention transversale « suivante : *seulement pour compensation (nur zu « verrechnung)*. Dans ce cas, le tireur ne peut liqui- « der le chèque que par voie de compensation. La « compensation vaut paiement au sens de la loi et « la défense est irrévocable. Sa violation rend le « tiré responsable du préjudice qui en résulte ».

Ce qui différencie le *crossed cheque* anglais et le *chèque de compensation* allemand, c'est que le premier peut être payé en numéraire, alors que le second peut être liquidé uniquement par le débit du compte du tireur et le crédit du compte du bénéficiaire, donc par un simple virement. Cependant, il est rare en Angleterre, de voir le bénéficiaire d'un chèque ouvert, et à plus forte raison d'un chèque barré, s'en faire délivrer le montant en espèces. Comme il s'en faut de beaucoup que les mêmes habitudes règnent en France, il paraît désirable que soit introduit chez nous le chèque de compensation. Sinon dans la vie courante,

du moins dans le règlement des affaires d'une certaine importance, il jouerait un rôle précieux. Cette opinion est celle de M. Bellom, professeur d'économie industrielle à l'Ecole nationale supérieure des Mines. Ce savant auteur a, dans de nombreux articles, préconisé l'introduction en France du chèque de *mise en compte* : « Le chèque barré ne répond pas au même objet que le chèque de mise en compte ; car s'il constitue une garantie contre le vol, il ne réduit pas au minimum la consommation de la monnaie, le banquier tiré étant libre de payer en espèces la somme inscrite sur le chèque ». (*Le chèque en France* 1913, p. 20).

Il est évident que le chèque de mise en compte est l'instrument par excellence de la compensation. Il paraît avoir donné d'excellents résultats dans les pays où il fonctionne, c'est-à-dire en Allemagne et en Autriche. « On a parlé, disait à la Haye M. Fischel, délégué allemand, de son établissement par la loi de 1908 et on croit qu'on l'a trouvé défectueux après quelques années. C'est une erreur. Le chèque *nur Zu Verrechnung* était connu et d'un usage général bien des années avant 1908. Il a donné pleine satisfaction jusqu'à présent... Cela ne veut pas dire qu'il soit absolument parfait. Sa situation est celle-ci : Il existe en Allemagne deux catégories de chèques, savoir : 1^o les

« chèques simples ; 2^o les chèques *nur Zu Verrechnung*, dont la première est destinée aux pre-
 « neurs qui n'ont pas de comptes en banque et la
 « seconde à ceux qui en ont. Si quelqu'un qui n'a
 « pas de banquier reçoit, par suite d'une erreur, un
 « chèque avec stipulation de mise en compte, cette
 « clause le gêne et il critique le système. Mais, en
 « Angleterre, avec le barrement, il y a également
 « des chèques barrés et non barrés et, dans une
 « situation analogue les mêmes difficultés se pro-
 « duisent... »

C'est l'exacte vérité et l'un des délégués anglais le reconnaissait en ces termes : « Il arrive assez
 « souvent qu'un particulier désire payer à un
 « domestique une certaine somme d'argent par
 « chèque. Un chèque barré n'est d'aucune utilité
 « pour un domestique qui n'a pas de banquier...
 « On a trouvé un remède mais qui n'est pas sans
 « inconvénients : il est devenu habituel, plus spé-
 « cialement pour les particuliers, de donner les
 « instructions à leurs banquiers de payer comptant
 « un chèque barré. On obtient ce résultat en écri-
 « vant au bas du chèque les mots : *payez comptant*
 « et en les signant. Mais, quelquefois le client se
 « contente de placer ses initiales en regard de cette
 « instruction et, récemment, les initiales des tireurs
 « de certains chèques ont été falsifiées. Un ban-
 « quier en présence d'un tel chèque barré, avec les

« initiales du client inscrites sous ses instructions, « se trouve placé dans une position difficile. Il « connaît la signature de son client et hésite à « refuser de l'honorer ; d'autre part, il ne connaît « pas nécessairement la manière dont son client a « l'habitude d'apposer ses initiales. En règle générale, le banquier paie le chèque malgré cette « difficulté, préférant encourir le risque que les « initiales soient falsifiées, plutôt que le risque de « déshonorer le chèque de son client. » (*Déclaration de M. Hut-Jackson à la Haye*).

D'autres délégués à la Haye approuvèrent la déclaration de M. Fischel sur l'utilité des chèques *nur Zu Verrechnung*.

M. de Nazy, délégué autrichien, s'efforça de démontrer que le chèque de mise en compte, mieux que le chèque barré, amène une restriction des paiements en numéraire. Son collègue, M. Hammerschlag, ajouta qu'en Autriche ce système donnait toute satisfaction et que les commerçants déclaraient ne pas avoir besoin de chèques barrés. « En effet, les sommes réglées en Autriche au « moyen des chèques *nur Zu Verrechnung* sont « énormes ; presque tous les paiements effectués « entre les banques le sont au moyen de ces « chèques. »

Bref, les chèques de compensation ont fait leurs preuves dans les empires centraux. Rien ne

paraît devoir être allégué contre son introduction en France. Le moment paraît être venu de l'envisager car nous avons le devoir impérieux de ne négliger aucun des procédés susceptibles d'atténuer l'inflation fiduciaire, cause essentielle de la dépréciation de notre change et de la hausse générale de tous les objets de consommation.

V

LE CHÈQUE CERTIFIÉ

1^o LE CHÈQUE CERTIFIÉ AMÉRICAIN.

Le chèque certifié a été imaginé en Amérique et son usage y est fort répandu. En 1912, à la Haye, la délégation des Etats-Unis en indiqua de façon très précise le fonctionnement matériel, la portée juridique, et l'utilité pratique : « Un chèque certifié « est un chèque tiré par le client d'une banque, de « façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais, « sur ce titre, un employé de la banque inscrit une « mention signifiant que le chèque est *bon* ou *certifié*, pour la somme pour laquelle il a été tiré. « Pratiquement, la certification donne au chèque « émis par un particulier ou une association quelconque, la même valeur qu'un chèque tiré directement par les employés de la banque. Le tireur « demande la certification lorsqu'il doit faire un « paiement à une personne qui ne connaît pas bien « sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre « lieu ; lorsque sa propre signature à elle seule « n'aurait pas assez de valeur, ou bien pour cer-

« taines opérations telles que le paiement de taxes,
 « l'achat de propriétés immobilières, la conclusion
 « de certaines affaires pour lesquelles il faudrait
 « payer en numéraire. Il est évident que le chèque
 « certifié, dans ces cas, évite l'emploi de l'or et des
 « billets de banque... »

Lorsqu'un banquier consent à donner la certification, il est permis de se demander comment il se prémunit contre le danger d'être amené, le cas échéant, à payer, sur ses deniers personnels, le montant du chèque dont il a garanti la valeur. Pour cela, au moment de la certification, il affecte par un simple jeu d'écritures, au paiement du chèque en question, la somme nécessaire, prise sur le compte du tireur, et cette somme reste bloquée entre ses mains, à la disposition de la personne qui présentera le chèque.

Une objection se présente, celle-ci : « N'est-il pas
 « dangereux de donner ainsi à un débiteur la faculté
 « d'enlever une partie de son patrimoine au gage
 « de ses créanciers ? Le commerçant qui se voit sur
 « le point d'être déclaré en faillite pourrait tirer
 « des chèques, les faire certifier et les remettre à des
 « compères. Le montant de ces chèques sera versé,
 « même après la déclaration de la faillite et même
 « si la banque en a connaissance, car, après la cer-
 « tification, c'est la banque qui devient débitrice ;
 « elle se doit à sa signature. Au contraire, la banque

« prévenue de la faillite, ne paierait pas des chèques
 « ordinaires. Elle remettrait les fonds déposés chez
 « elle par le commerçant, au syndic de la faillite.
 « pour qu'ils soient distribués aux créanciers. »

Ce risque existe théoriquement, mais, dans la pratique, il est faible et même presque nul ; nous avons sur ce point, le bénéfice de l'expérience américaine. D'après les délégués des Etats-Unis à la Haye : « la responsabilité assumée par les banques, parce qu'elles donnent une certification et « mettent à part les sommes nécessaires pour payer « les chèques, n'a donné lieu que très rarement à « des difficultés ou à des procès ».

En résumé, la certification a un but précis, celui d'augmenter la sécurité qu'inspire le chèque, et de le faire accepter à l'égal de la monnaie.

Après l'avoir décrit, les délégués américains à la Haye en 1912, soulignèrent avec force et insistance les avantages du chèque certifié : « En Amérique, on peut remplacer les chèques certifiés par « les *cashiers checks* émis par les employés de la « banque à la demande d'un client qui désire un « titre plus facilement négociable qu'un chèque tiré « par lui. Mais le *cashier check* exige, pour le client « comme pour la banque, le double de temps et de « travail. La certification, en effet, s'obtient rapidement : on vérifie le montant du compte du « client, on débite ce compte du montant du chèque.

« que, on applique le timbre et on signe la certification. Pour obtenir un *cashier check*, il faut établir deux chèques : celui émis par la banque pour les besoins du client et celui du client tiré sur son compte pour rembourser la banque. L'établissement du chèque de la banque, qui doit généralement être signé par plusieurs employés, exige du travail et du temps pour les deux parties... »

Malgré tous ses avantages, la certification des chèques ne réussit pas à se faire accepter à la conférence de La Haye de 1912.

L'opinion des délégués fut qu'elle n'était pas compatible avec la nature du chèque. « C'est un instrument de paiement, alléguèrent-ils, et il doit le rester. Par conséquent, lorsqu'il est présenté au tiré, ce doit être pour paiement et non pour certification ». Ils déduisirent de ce principe que le chèque certifié américain n'était pas un véritable chèque, mais une sorte de billet à ordre, sinon de billet de banque.

Cette objection, d'un caractère tout à fait théorique, n'est pas à notre avis, absolument décisive. Une confusion paraît s'être établie, dans l'esprit des conférenciers, entre deux sortes de certification. Certes, on ne saurait admettre que le porteur puisse présenter un chèque à la banque pour acceptation ou certification. Ce serait faire perdre à cet effet son caractère essentiel : le paiement à vue, et

le transformer en une véritable traite soumise à l'acceptation avant son échéance. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais d'une attestation de la banque où le titulaire du carnet de chèques a son compte ouvert, attestation de l'existence d'une provision suffisante pour couvrir ledit chèque. Elle est obtenue, non par le bénéficiaire, mais par le tireur, dans le but de renforcer sa propre signature en lui adjoignant celle de la banque tirée. Si la personne à laquelle le chèque est remis, n'a pas suffisamment confiance dans le tireur, elle sera ainsi absolument tranquilisée. En contresignant le chèque, le banquier garantit au bénéficiaire le paiement intégral de l'effet qu'il reçoit. Comment cet effet pourrait-il perdre ainsi la qualité d'instrument de paiement ? Il la possède bien au contraire avec plus d'évidence encore, semble-t-il.

L'utilité propre et certaine du chèque est d'être un moyen de paiement permettant d'économiser le numéraire. S'il n'est pas certifié, sa valeur apparente dépend donc du crédit de celui qui l'a tiré. Ce tireur n'est connu par tous que s'il est une personnalité très notoire. Dans la plupart des cas, il est loin d'en être ainsi. Lorsque le bénéficiaire d'un chèque le présente à une banque autre que la sienne, et désire en recevoir le montant, le banquier peut ne pas vouloir le lui verser de suite, tenant à s'assurer tout d'abord auprès du banquier tiré, de la réelle

valeur de ce effet. Il en résulte souvent une gêne pour la personne qui l'a reçu en paiement. De même, le porteur d'un carnet, dans un cas semblable, ne peut l'utiliser pour payer par exemple une note d'hôtel ou une acquisition faite hors de sa résidence. S'il n'est pas connu de son créancier, celui-ci veut, avant de lui délivrer sa quittance, savoir s'il sera bien réglé. Au contraire, s'il a été certifié ou visé d'après le procédé américain, le chèque vaut de l'argent. En le déclarant bon pour son montant, la banque où l'établissement quel qu'il soit sur lequel il est tiré, a pris la responsabilité de son paiement. Il en a fait, en quelque sorte, un billet de banque, de sa propre banque, c'est évident, mais quel inconvénient peut-il en résulter ? L'émission de ce chèque n'offre aucune des conséquences fâcheuses présentées par la création de nouveaux billets de banque réels. Si l'on veut que l'emploi du chèque se répande de plus en plus, si l'on veut que son utilisation devienne pratique et courante pour tous, et non pas seulement pour ceux qui jouissent d'un crédit exceptionnel, il faut, de toute évidence, admettre la faculté d'en obtenir la certification.

A l'heure actuelle, en France, il n'existe rien d'analogue. Nous étudierons un projet de la Banque de France visant la création de chèques avec visa, qui seraient presque semblables aux chèques certifiés américains ; mais nous verrons que le visa

de cet établissement pour les chèques déplacés, déjà tel qu'il joue n'est en rien comparable à la certification. Ce visa peut être apposé également dans les autres banques de dépôts, mais il n'a aucune espèce d'analogie avec la confirmation. Il n'a pas du tout la même portée. Voici ce qu'écrivent, à cet égard, MM. Lyon-Caen et Renault : « En principe, « le chèque ne peut être tiré qu'à vue. Il s'ensuit « qu'il ne peut être question de le présenter à « l'acceptation. Ce que le porteur demande, quand « il présente le chèque au tiré, c'est le paiement. Le « tiré pourrait seulement apposer un visa pour « attester qu'il y a provision ; ce visa garantit la « régularité de l'émission, mais n'équivaut pas à « une acceptation, de sorte que le banquier a néan- « moins la faculté de ne pas payer, s'il n'y a plus « provision lors de la présentation ». (*Traité de Droit Commercial* 4^e édition t. IV, n^o 560).

Plus loin, ces auteurs précisent encore : « Le visa « peut être apposé à l'avance pour attester que le « tireur a bien les fonds chez le tiré ; mais il n'im- « plique pas que le tiré s'oblige à payer le porteur « en tout état de cause ».

Entendu dans ce sens, le visa du tiré paraît présenter beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages ; il risque d'être une source d'équivoques et de dangers. Au contraire, le procédé américain offre le plus grand intérêt. Il est certain que si la

certification, telle qu'elle est employée aux Etats-Unis, se faisait accepter en France, l'essor du chèque s'en trouverait singulièrement accru, car l'une des raisons essentielles pour lesquelles cet instrument de paiement circule moins dans notre pays que dans plusieurs autres, c'est le peu de sécurité qu'il présente, même depuis la loi de 1917 et les pénalités qu'elle a instituées.

2° LE CHÈQUE CONFIRMÉ DE LA REICHSBANK

Il existe une grande similitude d'aspect entre les chèques certifiés que nous venons de décrire et les *chèques confirmés de la Reichsbank*, créés par un décret du *Bundesrath*, en date du 31 août 1916, autorisant la *Reichsbank* à pourvoir d'un visa de confirmation les chèques tirés sur elle. Par ce visa, la Banque impériale s'engage au paiement vis-à-vis du porteur et en répond également en regard de l'émetteur et des endosseurs. L'engagement résultant de la confirmation cesse toutefois si le chèque n'est pas présenté au paiement dans le délai de 10 jours. On a voulu éviter, par cette restriction, que ces chèques ne viennent à circuler indéfiniment, comme les billets de banque.

On voit que le visa de la Banque impériale d'Allemagne a sensiblement les mêmes effets que l'acceptation des Etablissements financiers américains.

Il y a, cependant, de nombreuses différences entre eux. Nous avons vu, en effet, les Américains considérer la certification comme une mesure de sécurité ne modifiant aucunement la nature parti-

culière du chèque. Les Allemands, au contraire, voient dans leur chèque confirmé une sorte de billet de banque dont la vie éphémère épargne la création de véritables billets. Il s'agit pour eux, d'une mesure de circonstance prise en raison de la guerre.

Il en résulte qu'en Amérique, n'importe quelle banque est à même de pratiquer la certification. La confirmation est, en Allemagne, un privilège exclusif de la Reichsbank. Elle inflige, d'ailleurs, une entorse à la législation allemande du chèque, hostile, en règle générale, à l'acceptation, pour les raisons que nous avons déjà sommairement indiquées à propos de la conférence de la Haye, où elles furent invoquées contre le chèque certifié : à savoir que le chèque est un instrument de paiement et non de crédit, que le tiré n'a pas à se constituer débiteur conjointement avec le tireur, que l'acceptation porterait atteinte à la nécessité pour le tireur d'avoir des fonds disponibles chez le tiré, et, enfin, qu'elle créerait deux espèces de chèques : les acceptés et les non acceptés, ces derniers jouissant par comparaison d'un crédit restreint, susceptible de réduire leur circulation de façon notable.

Le mécanisme, enfin, n'est pas le même : en Amérique, le client d'une Banque se sert d'un chèque ordinaire, qu'il fait certifier avant de le remettre à son créancier ; en Allemagne, les chèques confir-

més sont extraits de carnets spéciaux et les vignettes ne valent que jusqu'à un maximum fixé d'avance. Les carnets et les chèques qu'ils contiennent portent les inscriptions suivantes :

Carnet de. (Ici le nombre de chèques.)
Série N° N° à N°
 à employer jusqu'à concurrence de 100 marks.

Cette limitation à un chiffre relativement très bas, caractérise bien le but poursuivi : il s'agit de permettre à ceux qui utilisent cet effet de régler leurs multiples petits paiements journaliers par des titres évitant l'emploi de monnaie ou de billets de la Reichsbank. Avant tout, c'est une mesure destinée à diminuer l'inflation fiduciaire. De par leur nature même et à cause, surtout, de ce maximum imposé, les chèques confirmés de la Reichsbank ne sont pas assimilables entièrement aux chèques certifiés américains.

Les chèques confirmés allemands se rattachent cependant à plusieurs autres. D'après le *Berliner Tageblatt* du 14 novembre 1916, ils auraient été inspirés par des chèques américains autres que les chèques certifiés proprement dits : « Des chèques « de ce genre sont employés depuis longtemps en « Amérique par les Caisses d'Epargne, qui remet-
 « tent à leurs déposants des carnets de chèques
 « dont chacun représente une somme maximum
 « qui doit d'abord être versée comme provision à

« la Banque. Le tireur peut ensuite employer cha-
 « que chèque jusqu'à concurrence du maximum et
 « le remettre en paiement. Le porteur est alors
 « absolument certain que le chèque sera payé. Ce
 « chèque présente donc les mêmes avantages que
 « la monnaie... Avant la guerre, les bureaux
 « londoniens de l'*Agence de voyages Cook*, déli-
 « vraient aussi des chèques de ce genre destinés à
 « servir en voyage... En Suisse, notamment, ces
 « chèques étaient très employés par les associations
 « de touristes sans qu'aucune difficulté en résultât.»

Les chèques confirmés de la Reichsbank s'apparentent encore, croyons-nous, avec une catégorie de chèques peu connus, mais fort intéressants : ceux de la *Check-Bank*.

Cet établissement ne délivre de chèques à ses clients que dans la limite de leur provision. Les vignettes sont de 100, 500, 1.000 et 3.000 dollars. La provision est immobilisée jusqu'à ce que le chèque qu'elle gage soit présenté à l'encaissement, quelle que soit d'ailleurs la durée du temps pendant lequel celui-ci reste en circulation. Mais, par suite de cette disposition, le caractère d'éphémérité du chèque se trouve méconnu, alors que la Reichsbank l'a respecté.

Les chèques de la *Check-Bank* sont barrés et à ordre. Comme garantie, ils ont, outre la provision, le capital de la Banque, soit appelé, soit non appelé.

Ces chèques se rapprochent beaucoup des billets de banque. Comme les billets sont couverts par l'encaisse métallique de la Banque, de même ces chèques représentent le dépôt du client. Il n'économisent donc pas la monnaie, puisqu'ils l'immobilisent. Ils diffèrent cependant du billet sur un point essentiel : c'est qu'ils sont signés et tirés par les clients de la Check-Bank bien que la signature du Secrétaire de la Banque, comme celle du Secrétaire général et celle du Caissier principal, lorsqu'il s'agit des billets de la Banque de France, garantisse que, sur présentation du chèque, telle somme sera remise à son porteur.

Ils ont leur fonctionnement propre, bien particulier, et présentent un intérêt indéniable : celui d'éviter le transport de sommes importantes en espèces. C'est pourquoi de très nombreux banquiers seraient désireux de les voir se généraliser.

Ces différents chèques sont payés sans formalités. Il en est ainsi, notamment, des chèques confirmés de la Reichsbank, dont le règlement a lieu sans justification des droits de la personne qui les présente à l'encaissement ou qui les remet. Pour retirer tout ou partie des provisions déposées pour ces chèques, il faut rendre des formules encore inemployées. La Banque est, ainsi, toujours couverte, que ses vignettes soient rentrées, ou qu'elles soient encore en circulation.

VI

DIFFÉRENTES FORMES DE CHÈQUES FRANÇAIS

1^o CHÈQUES DÉPLACÉS AVEC VISA DE LA BANQUE DE FRANCE.

Comme la Reichsbank, la Banque de France a eu, pendant la guerre, une politique du chèque. Elle s'est efforcée d'en répandre l'emploi sous ses formes anciennes et d'en créer de nouvelles répondant aux nécessités du moment.

C'est dans cet esprit que la Banque de France, sans imiter pour cela rigoureusement la Banque impériale d'Allemagne, délivre des chèques avec visa. La portée de cette création est toute différente : En principe, un chèque tiré sur la Banque de France est payable seulement à la caisse où le client a son compte. Pour des raisons de commodité pratique, il a paru très intéressant qu'il puisse aussi l'être dans un autre comptoir de la Banque. Cette faculté toutefois, a été soumise à la condition que, avant de l'adresser au bénéfi-

ciaire, le client fasse viser ce chèque au lieu d'ouverture de son compte. En même temps que le visa est donné, le compte du tireur est débité du montant du chèque et le Directeur du comptoir de paiement reçoit avis de tenir égale somme à la disposition du porteur dudit chèque visé. Le visa de la Banque de France apparaît donc simplement comme un moyen d'authentifier la signature du tireur, lorsqu'elle est inconnue sur la place du paiement ; il supplée au modèle de cette signature, modèle déposé à la Caisse où a été effectué le dépôt et où le compte du tireur est ouvert. Ce visa ne constitue aucunement une acceptation. La banque ne se porte pas garante du paiement. Le visa prouve seulement l'existence d'une provision au moment de la présentation du chèque, puisque le virement de la somme nécessaire a eu lieu.

Si le visa n'est plus utilisé régulièrement chez nous que sous cette seule forme, il l'a été parfois sous d'autres, et surtout, on a maintes fois songé à lui donner d'autres rôles.

La Banque de France a envisagé la question de savoir s'il ne conviendrait pas de créer des chèques directs avec visa (on entend par chèques directs, des chèques payables sur la caisse où le client a son compte). Leur fonctionnement serait analogue à celui des chèques indirects, c'est-à-dire que, au moment du visa, le compte intéressé serait débité

d'une somme mise de côté pour assurer le paiement du chèque visé. Ce système présenterait divers avantages : sécurité pour le bénéficiaire puisque la Banque atteste l'existence d'une provision suffisante et bloquée à son intention, paiement accéléré, les vérifications nécessaires ayant été faites d'avance. Mais il offrirait aussi des dangers en cas de perte ou de vol, par suite, précisément, de cette rapidité de l'encaissement. Ces risques disparaîtraient il est vrai, si les chèques visés directs étaient obligatoirement barrés.

Aussi est-ce, croyons-nous, en raison d'une autre crainte, que la Banque de France a renoncé à cette création après l'avoir sérieusement étudiée : ainsi utilisé, le visa perdrait en effet la signification qu'il a dans les chèques indirects. Il cesserait d'être une authentification de signature, opération inutile là où le tiré en a déjà déposé un exemplaire. Il se rapprocherait singulièrement de l'acceptation américaine et peut-être l'administration de l'Enregistrement se croirait-elle amenée à traiter ce chèque, non pas comme tel, mais comme un billet à ordre ou une lettre de change, ce qui entraînerait la perception d'un droit de timbre proportionnel et non plus fixe.

D'autre part, pendant la guerre, et dans le but de parer à certains dangers résultant des moratoria, le Gouvernement de la République a fait du

visa une utilisation très intéressante. Divers actes (*Décret du 31 juillet 1914, loi du 5 août, décrets des 9 et 29 août*) avaient suspendu, pour les porteurs de chèques, l'exercice des droits résultant de leurs titres mêmes. Mais le 27 septembre 1914, intervint un *décret* tendant à « sauvegarder les « droits des porteurs de chèques dont le paiement « se trouve actuellement suspendu. » Il était dit, dans l'article 4, que les chèques non payés à présentation, seraient, s'ils étaient couverts, visés par les Etablissements de crédit et que ce visa aurait pour effet : 1° de faire courir au profit du porteur du chèque un intérêt de 3 °/o, prélevé sur le compte du tireur ; 2° d'immobiliser sur le solde du compte-courant créditeur ou du compte de dépôt, une somme égale au montant du chèque, le titulaire du dépôt ou du compte-courant ne pouvant faire de retraits qu'avec le concours des porteurs des chèques qui auraient été précédemment visés, ou avec l'autorisation d'un tribunal.

Le visa du chèque, tel qu'il était envisagé dans le décret en question, n'était rien d'autre que la reconnaissance par le tiré de l'existence d'une provision. Ce visa produisait certains effets s'appliquant au tireur, au tiré et au bénéficiaire du chèque. Par l'apposition de ce visa, le porteur du chèque avait droit à un intérêt de 3 °/o, prélevé sur le compte du tireur ; le tiré s'obligeait à conserver

pour le compte du porteur une somme égale au montant du chèque, et à empêcher, de la part du tireur, tout retrait de fonds en dehors de conditions déterminées par le décret. En acceptant ces obligations, entraînées par l'apposition du visa, le tiré affirmait que le chèque était couvert. L'Etablissement de crédit qui aurait visé un chèque sans qu'il y ait eu provision, aurait commis un acte de nature à exposer gravement sa responsabilité vis-à-vis du porteur de chèque.

Il va de soi que les déposants, qui ne pouvaient retirer leurs fonds à l'aide de chèques présentés par eux-mêmes, ne pouvaient pas davantage en effectuer le retrait en tirant des chèques au profit de tiers (*Tribunal civil de la Seine, Gazette des Tribunaux*, 2 mars 1916).

Le décret du 27 septembre a voulu immobiliser la provision à l'encontre du tireur, mais non pas, semble-t-il, l'attribuer privativement à l'acquit des chèques visés. Sinon les fraudes seraient devenues trop faciles, comme l'a montré M. Dupuich dans son article de la *Gazette des Tribunaux* du 10 décembre 1914 : « Le titulaire d'un compte-courant
« avait tiré une lettre de change au profit de son
« créancier le plus légitime. Par l'effet du moratoire,
« ce créancier s'est trouvé dans l'impossibilité légale
« d'exiger paiement ; il s'est fié sur les effets du
« moratoire même pour ne point faire de diligences,

« puisqu'il sait que, pas plus que lui, aucun porteur
« de lettre de change et aucun porteur de chèque ne
« pourra agir sur la provision. Mais, au lendemain
« du décret du 27 septembre, si le tireur émet un
« chèque au profit d'un homme de paille, celui-ci,
« le faisant viser, peut s'attribuer la provision au
« mépris du créancier impuissant, dont la lettre de
« change reste paralysée. »

Le décret du 27 septembre 1914 paraît avoir bien réglé les rapports du tireur avec le tiré et le porteur ; il n'a rien dit au sujet des relations des porteurs de chèques et d'effets de commerce entre eux. Il n'a guère été plus explicite sur celles du porteur et du tiré, en cas de faillite du tiré notamment, laissant ainsi à la jurisprudence le soin de trouver la solution de plusieurs problèmes forts épineux.

2^o CHÈQUES DÉPLACÉS
DE LA BANQUE DE FRANCE SANS VISA

En les créant, à la fin de 1918, la Banque en a minutieusement décrit le mécanisme et souligné l'utilité (*note circulaire* 1766, 5 décembre 1918) :

« Nous vous informons qu'en vue de faciliter, en
« particulier pour les troupes alliées, les règle-
« ments de fonds de minime importance sans
« emploi de billets ou de numéraire, nous mettons
« dès à présent à la disposition des Comptoirs que
« nous ouvrons en Alsace et Lorraine et nous vous
« délivrerons ultérieurement, s'il y a lieu, des car-
« nets de chèques non barrés, émis pour des
« sommes fixes, 100 et 200 francs payables, sans
« visa préalable, indifféremment dans tous les
« comptoirs de notre Etablissement, comme le sont
« les chèques circulaires. A la différence de ces der-
« niers chèques qui, étant tirés par la Banque elle-
« même, portent la signature des agents de la Ban-
« que ; ils sont émis, comme tout chèque, par celui
« qui les utilise et sont par suite signés par celui-
« ci même. Ils sont délivrés par carnets de dix
« chèques et sont payables à vue et sans frais à tout
« bénéficiaire. »

Ils possèdent les caractéristiques essentielles des *travellers checks*, payables après contresignature, créés aux Etats-Unis à l'usage des voyageurs, et dont l'emploi s'y développe de jour en jour comme en Europe d'ailleurs

Ils présentent également la plupart des caractères des *Service-Checks*, créés par les trois *Trust-Banks* américaines, en vue de supprimer la circulation des monnaies et des billets américains parmi les troupes de nos alliés. Ils offrent l'avantage de remplacer des billets de banque, facilement perdus ou volés, par des effets, payables également à présentation, mais ils bénéficient de ce supplément de garantie d'être inutilisables sans la signature du titulaire du carnet dont ils ont été détachés.

Les chèques déplacés sans visa (*Chèques D. S. V.*) sont actuellement de deux types : 100 et 200 francs ; les chèques de 100 francs sont imprimés en bleu sur fond violet ; ceux de 200 en violet sur fond bleu.

Au moment de la délivrance du carnet, chaque formule doit être signée par le titulaire en bas et à gauche. Lorsque le titulaire tirera un chèque, il devra le signer une seconde fois en bas et à droite, soit en présence du caissier payeur, s'il en demande lui-même le paiement à une des caisses, soit en présence du premier bénéficiaire, s'il le remet en paiement à un tiers. Cette contresignature du

tireur, qui constitue un élément de sécurité supplémentaire, a pour but de garantir l'authenticité du chèque à la personne qui en règle le montant ou à celle qui le reçoit en paiement. Elle leur permet de constater, dans une certaine mesure, si elles se trouvent bien en présence du propriétaire des fonds en échange desquels a été remis le carnet.

Les carnets de chèques D. S. V. peuvent être délivrés à toute personne constituant la provision nécessaire : c'en est en quelque sorte la monnaie.

La Banque s'exonère de toute responsabilité en cas de perte de ces formules.

3^o CHÈQUES BARRÉS CIRCULAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE.

Ils datent du début de 1916 et sont méticuleusement décrits dans la *note circulaire* n^o 11501 (*Paris 27 avril 1916*) : « Il peut être délivré à toute
« personne qui en fait la demande et constitue la
« provision nécessaire, des *chèques barrés circulaires*, payables indifféremment soit à Paris, soit
« dans les succursales et bureaux auxiliaires. Ces
« chèques peuvent être établis pour toutes sommes,
« rondes ou rompues, de 50 francs et au-dessus.
« La délivrance en est gratuite et ne donne lieu
« qu'au remboursement du droit de timbre, soit
« 0,20. Les chèques circulaires sont extraits de carnets à souches fournis par la Banque centrale ;
« les séries et numéros d'ordre de ces imprimés
« doivent, dès réception, être immédiatement
« vérifiés.

« Un chèque circulaire doit porter :

« 1^o La griffe au nom de la succursale ou du
« bureau auxiliaire émetteur.

« 2^o La date d'émission en toutes lettres.

« 3^o La somme en chiffres, immédiatement

« précédée et suivie de deux tirets à l'encre, bien
 « apparents, qui limitent rigoureusement le nombre
 « des chiffres, et gaufrée au moyen du tampon
 « gaufreur.

« 4^o Le nom de la personne qui a demandé le chèque circulaire.

« 5^o Le nom du bénéficiaire à l'ordre de qui le chèque est payable.

« 6^o La somme en toutes lettres.

« 7^o La signature du directeur ou du chef du bureau auxiliaire et celle du caissier ou commis greffier, précédées de leur griffe.

« 8^o Le numéro d'émission.

« Etant barrés, ces chèques circulaires doivent être présentés au paiement par un banquier. Toutefois, si le bénéficiaire d'un chèque circulaire est titulaire d'un compte, ou si le chèque est utilisé pour un versement du Trésor, le règlement du chèque est assuré sans exiger que la présentation soit faite par un banquier.

« Les chèques circulaires sont, en principe, réglés par écriture et ne doivent donner lieu qu'exceptionnellement à un paiement en espèces, paiement qui, en tout cas, ne peut être effectué qu'entre les mains des banquiers ou des titulaires de compte eux-mêmes, ou de leurs mandataires spécialement accrédités par des procurations régulières ».

La création des chèques barrés circulaires a été accueillie avec beaucoup de faveur. Dans le *rapport à l'assemblée des actionnaires* (25 janvier 1917), le Gouverneur de la Banque s'exprimait ainsi : « Nous avons créé des chèques barrés circulaires, « délivrés à toute personne, sans autres frais que le « droit de timbre et payables indifféremment à « tous les comptoirs. Leur émission a atteint en « huit mois la somme de 478 millions ; ce chiffre « indique combien le public a immédiatement « apprécié les avantages de ce mode de règlement. « Le chèque circulaire est fréquemment employé « par les personnes désireuses de confier leurs disponibilités à la banque sans recourir à l'ouverture d'un compte et par celles qui, appelées à se « déplacer, veulent pouvoir prélever des fonds à « tout moment, sur un point quelconque du territoire. A ce dernier point de vue, il remplit un rôle « analogue à celui de la lettre de crédit dont nous « nous sommes efforcés de favoriser également « l'usage par la suppression de toute commission ».

Les émissions de chèques circulaires ont été :

en 1919, de	4.068.412.800 Fr.
en 1920, de	6.588.569.800 Fr.

Les chèques circulaires de la Banque de France ont de grandes affinités avec les *cashiers-checks* (1).

1. Voir page 71.

Ces chèques, d'origine américaine, comme nous l'avons déjà vu, mais d'un usage très général aujourd'hui, sont émis par les employés de la Banque à la demande d'un client qui désire un titre plus facilement négociable qu'un chèque tiré par lui. Il est intéressant de rappeler ici que, aux Etats-Unis, les *cashiers-checks* perdent du terrain devant les chèques certifiés, parce qu'ils exigent le double de temps et de travail pour le client et pour la banque. Il faut, en effet, d'une part, que le client « couvre » la banque, ce qui ne va pas sans formalités et, d'autre part, que la banque émette un chèque pour les besoins de ce client, besogne assez compliquée, comme on peut en juger en se reportant aux énonciations requises dans les chèques circulaires de la banque de France.

4^o CHÈQUES DOCUMENTAIRES.

Les *chèques documentaires* furent, en 1917, l'objet d'une discussion approfondie au *Comité juridique de la Banque de France*. M. ULRICH, qui avait été chargé d'un rapport à leur sujet, ne s'attacha pas à les définir, mais à les rendre en quelque sorte tangibles à l'aide d'exemples : « Un « négociant du Havre vend des marchandises à un « négociant de Marseille ou de Bordeaux. Il veut « être payé au comptant, tout au moins avant « livraison ou au moment de la livraison. S'il expédie les marchandises par mer, il tire sur son acheteur une lettre de change ; à cette lettre de change il joint le connaissement et, s'il a fait assurer les marchandises, la police d'assurances. Il remet le tout à son banquier. Celui-ci envoie la traite et les documents à son correspondant, qui ne se dessaisira des documents que contre acceptation ou paiement de la lettre de change. Si, au lieu d'expédier les marchandises par mer, le vendeur les expédie par chemin de fer, ce qui est actuellement le cas habituel, (mai 1917) il ne peut les expédier que contre remboursement ; mais, dans

« ce cas, la compagnie de Chemins de fer perçoit
« une taxe assez élevée qui est de 1,25 par 1.000 fr.
« Ceci étant, voici l'usage qui s'est établi et qui
« tend de plus en plus à se généraliser. Le vendeur
« tire sur l'acheteur un chèque ; à ce chèque il joint
« le récépissé que la compagnie des Chemins de fer
« lui a remis, ou une facture, ou une copie de l'avis
« d'expédition. Il remet le tout à son banquier ;
« celui-ci envoie le chèque et les documents à son
« correspondant qui présente immédiatement le
« chèque à l'acheteur et, contre remise des docu-
« ments, en touche le montant avant l'arrivée des
« marchandises ».

En résumé, comme leur nom même l'indique, les chèques documentaires sont des chèques accompagnés de connaissements, de bulletins ou de récépissés d'expédition de marchandises, de pièces de régie, de bons d'enlèvement et de tous autres titres dont la remise au tiré doit être la condition du paiement. Ils offrent, en règle générale, une grande sécurité, puisque le porteur bénéficie d'un gage spécial ; mais, à cet égard même, ils présentent néanmoins certains risques, les Chemins de fer remettant les marchandises au destinataire sans production du récépissé d'expédition, sur simple justification de son identité. Pour sauvegarder ses droits, le porteur conserve, il est vrai, la ressource de faire opposition.

D'autre part, l'administration de l'Enregistrement pourrait être tentée de dénier à ces titres la qualité de chèques. Si pareilles prétentions se manifestaient, elles trouveraient une large base dans une *circulaire de la Banque de France du 13 mai 1896* : « quelques succursales, ne se rendant pas un
 « compte assez exact de la nature du chèque, ad-
 « mettent constamment à l'escompte des chèques
 « avec connaissance, alors que la seule adjonction
 « de cette pièce en fait de véritables effets de com-
 « merce soumis en conséquence au timbre propor-
 « tionnel. Nous appelons votre attention sur cette
 « opération d'escompte, qui pourrait entraîner pour
 « la banque des difficultés avec l'Enregistrement.
 « Vous aurez à écarter des bordereaux de présen-
 « tation tout chèque avec connaissance offert à
 « l'escompte, en vous retranchant purement et
 « simplement derrière les termes de la loi ».

La Banque de France s'était, par la suite, un peu relâchée de ce rigorisme et elle effectuait, en nombre très limité d'ailleurs, des opérations d'escompte et de paiement d'effets accompagnés de documents de transports maritimes et terrestres. La Banque intervenait, soit en escomptant, soit en payant des effets (chèques ou traites à vue) accompagnés de documents justificatifs de l'expédition (lettre de voiture, récépissé de chemin de fer). L'escompte, effectué sous cette forme, permettait

au tireur de ne supporter qu'une commission de 0,70 ‰, au lieu d'acquitter, par exemple, la taxe de 1,25 ‰ afférente aux expéditions faites par chemin de fer contre remboursement. Le tireur pouvait mobiliser ainsi sa créance, dès le départ de la marchandise, par tirage accompagné de justifications. Il lui était en outre possible de mettre opposition à la livraison, sur un avis télégraphique du comptoir de paiement, l'informant, à la suite de la présentation faite des récépissés de l'effet documentaire, de la survenance d'un désaccord entre lui et le tiré.

Pendant la guerre, par suite de la quasi-suppression des règlements à terme, de très nombreuses demandes de paiements déplacés sur production de documents furent adressées à la Banque de France. Le grand établissement n'en méconnaissait point l'intérêt. Cette opinion résulte de la *note adressée par la succursale de Bordeaux au service du Contentieux* le 2 mai 1917 : « En réponse à votre « lettre du 30 avril, nous vous avisons que nous « verrions, en effet, un intérêt au point de vue des « relations de la Banque de France avec ses clients, « à admettre ces chèques, accompagnés de connaissances, de bulletins ou de récépissés d'expédition de marchandises ou de tous autres documents tels que pièces de régie.

« L'escompte des chèques est prohibé par les

« articles 1278 et 1334 du Règlement général et
 « cette exclusion nous paraît ne pouvoir être moti-
 « vée que par des prétentions fiscales de l'enregis-
 « trement relatives au droit de timbre... »

Cependant, la Banque de France ne paraît pas avoir accepté les demandes de paiements déplacés sur présentation de documents. Peut-être a-t-elle redouté le fisc, peut-être s'est-elle rendue compte que ses services n'étaient ni assez spécialisés, ni assez entraînés pour mener à bien, sans trop engager sa responsabilité, des opérations nécessitant une connaissance approfondie des questions de douane, de transports maritimes et autres, et des vérifications fort complexes... M. Ernest Picard, secrétaire général de la Banque de France, déclara même dès 1917, croyons-nous, que « ces opérations « relatives aux chèques documentaires, en ce qui « concerne la Banque, cesseraient avec la guerre ».

D'autres établissements de crédit, disposant d'un personnel plus au courant des questions de douanes, de transports maritimes, etc... s'y sont livrés pendant la guerre, notamment dans les ports, sur une très vaste échelle et continueront sans doute, à moins que le fisc n'intervienne pour réclamer des droits de timbre proportionnels.

Dans leur immense majorité, les théoriciens partagent l'avis de M. Lepelletier, cité par Paul Jonquière (*Des traites documentaires*, 1899) : « Peut-on

« légalement considérer comme un chèque, un effet
 « qui remplirait d'ailleurs pour cela toutes les con-
 « ditions requises, mais qui serait accompagné de
 « documents ? Nous n'hésitons pas à répondre non.
 « On ne peut créer un chèque qu'autant qu'il y a
 « provision préalable disponible chez le tiré et cette
 « condition n'est pas remplie dans un effet docu-
 « mentaire, puisque les documents viennent précé-
 « sément constituer la provision. » M. Tissier, an-
 cien professeur à la Faculté de Droit, conseiller à
 la Cour de Cassation, paraît pourtant faire excep-
 tion. Appelé à donner son avis sur cette question à
 la Banque de France, il répondit, si nous sommes
 bien informés : « on pourrait tout au moins dire que
 « le chèque documentaire peut être un chèque »,
 mais cet avis, pourtant très timoré, ne trouva pas
 d'écho au Comité juridique de la Banque de France.

Une conclusion se dégage des pages qui précè-
 dent : c'est que, pendant la guerre, la Banque de
 France s'est efforcée, en multipliant les variétés de
 chèques, d'arriver à les développer et à les accli-
 mater, dans l'espoir d'aboutir à une diminution de
 la circulation fiduciaire. Sauf en ce qui concerne
 les chèques barrés circulaires, les résultats obtenus
 ne paraissent pas avoir répondu aux efforts des
 dirigeants de la Banque.

5^o LES CHÈQUES DOMICILIÉS.

A vrai dire, ce ne sont pas des chèques spéciaux, mais des chèques quelconques, payables ailleurs qu'au domicile du tiré. Il peut en effet, convenir à ce dernier de déposer des fonds chez un tiers, chez un banquier par exemple, et de le charger d'effectuer ses paiements. Une *loi du 26 janvier 1917* a permis, lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur ce chèque d'une mention spécifiant la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France. Il n'est alors pas perçu de droit de timbre supplémentaire. Cette disposition nouvelle a pour but de remédier, dans une certaine mesure, aux inconvénients économiques multiples que présente notre système de tirage de chèque sur une personne quelconque, ce qui rend difficiles les règlements par compensation.

VII

DIFFÉRENTES FORMES DE CHÈQUES ÉTRANGERS

1^o CHÈQUES A PAIEMENTS MULTIPLES.

Il existe encore à l'étranger diverses formes de chèques, que nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner dans les pages qui précèdent.

Il en est ainsi des *chèques à paiements multiples*, imaginés par quelques petites banques de la banlieue de New-York et grâce auxquels les déposants peuvent solder les factures mensuelles de leurs fournisseurs, moyennant un seul ordre de paiement donné une fois pour toutes. Ces banques règlent elles-mêmes les factures, séparément et chaque fois qu'elles sont présentées.

Il ne paraît pas y avoir lieu de s'attarder sur ces chèques car, même en Amérique, leur emploi ne se répand guère, et nos habitudes nationales leur permettraient difficilement d'être employés chez nous.

Pourtant, certaines banques françaises jouent

un rôle analogue à celui des maisons américaines dont il s'agit, sans que le mot de chèque soit employé en l'occurrence. Certains de leurs clients riches, et d'ailleurs peu nombreux, les chargent de tenir leurs comptes et de régler leurs factures. La banque leur envoie périodiquement, tous les trois mois par exemple, un bordereau récapitulatif. Elle gère en somme leur fortune et remplace à cet égard les cabinets d'affaires.

2^o LES ZALSTELLEN-SHECKEN

Les *Zalstellen-Schecken*, qui existent en Allemagne et en Italie, paraissent à première vue comparables aux chèques domiciliés, que nous avons déjà étudiés. Cette analogie n'est qu'apparente. A la Haye, en 1912, l'un des délégués suisses, M. Meyer, disait : « Le Zalstellen Scheck « n'est pas un chèque domicilié, mais un chèque « portant indication d'autres endroits que le domicile du tiré, où le chèque peut, pour la plus grande « facilité du porteur, être encaissé » et M. Fischel ajoutait : « Sans toucher à la nature du chèque, on « peut admettre qu'il peut être encaissé sans frais « dans plusieurs villes, tout en n'étant payable que « dans une seule. Il suffirait de déclarer que, dans « les diverses villes mentionnées sur le chèque, il y « a des banques qui serviront d'intermédiaires pour « le recouvrement sans frais du chèque dans le lieu « où il est payable. La *Zahlungsstelle* ou place de « paiement, reçoit le chèque, l'envoie au tiré et le « paye quelques jours plus tard quand elle a reçu « les instructions nécessaires. »

Ce système est très pratiqué par les Banques

américaines dans leurs relations avec les émigrants italiens.

A la Haye, en 1912 ; la majorité des délégués pensait qu'il pourrait être maintenu à la condition d'être minutieusement réglementé : « Il n'est pas possible d'accorder au tireur d'un chèque une liberté absolue quant à la désignation du lieu où le paiement doit s'effectuer : ce lieu doit être celui où il y a des fonds disponibles, c'est-à-dire le lieu du domicile du tiré. Tout autre lieu désigné comme lieu de paiement est réputé non écrit. A défaut d'une indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être son domicile et par conséquent le lieu de paiement. Toutefois, le tireur pourra indiquer, en dehors du lieu de paiement, d'autres endroits où le chèque pourra être encaissé sans frais pour le porteur. Il n'y a pas là un changement de tiré ; l'endroit indiqué pour l'encaissement ne remplace pas le lieu de paiement pour tous actes nécessaires à la conservation des droits découlant du chèque ; il y a seulement, sur la base d'une entente avec le tiré et en faveur du porteur, indication de l'endroit où celui-ci pourra toucher le montant du chèque... » (*Rapport Carlin et Meyer*).

3^o CHÈQUES PAYABLES A UN CERTAIN DÉLAI DE PRÉSENTATION

Il existe, en Italie, des chèques dont le paiement peut être différé pendant un certain laps de temps. Ce sont les *chèques payables à un certain délai de présentation*. D'après le *Code de commerce italien*, article 340, alinéa 3 : « le chèque peut être payable « à vue ou dans un délai qui ne doit pas excéder « dix jours à dater du délai de présentation. »

Cette forme de chèque paraît être destinée à disparaître. A la Haye, en effet, l'un des délégués de l'Italie, M. Schanzer déclara que « l'Italie était « disposée à abandonner le système du Code de « Commerce qui admet le chèque payable à délai « de vue. » Il en donne des raisons qui paraissent décisives : d'après son propre aveu cette faculté ne cadre pas avec la promptitude de paiement caractéristique de ce titre ; elle engendre des procès sur le calcul du terme ; enfin, l'on n'est pas d'accord sur le sens qu'il convient de donner au visa du tiré, quelques-uns y voient l'équivalence d'une acceptation, d'autres une affirmation de l'existence d'une provision disponible appropriée,

alors que le délai stipulé en ferait au contraire supposer l'inexistence actuelle. Il paraît d'ailleurs que, dans la pratique, les chèques payables à un certain délai de vue sont peu fréquemment employés, on préfère post-dater l'effet.

En s'exprimant ainsi, M. Schanzer, avec toute sa finesse italienne, prit les devants et formula par avance les critiques que les délégués des autres Etats n'auraient pas manqué d'émettre au sujet de cette forme particulière du chèque. Bien loin de la défendre et de préconiser sa diffusion, il s'engagea même à poursuivre sa suppression en Italie. Il partagea donc l'opinion de tous ses collègues de la Conférence, qui admirèrent unanimement la nécessité, pour le chèque, d'être payable à vue.

Par contre, les délégués ne purent se mettre d'accord, lorsqu'il s'agit de rechercher les mesures propres à conserver au chèque ce caractère particulier et, pour cela, d'empêcher qu'il ne soit surchargé d'une mention autorisant son paiement à un certain délai de vue. Ainsi modifié, un tel effet ne serait pas différent d'une traite, et ne se verrait probablement qualifié autrement que pour bénéficier d'un impôt plus léger. C'est pourquoi certains, parmi les membres de la Conférence, demandèrent qu'une pénalité soit infligée au tireur d'un chèque ainsi « camouflé ». D'autres soutinrent qu'il

suffisait de considérer l'effet comme nul. D'autres proposèrent de déclarer que la mention serait seule annulée. Dans ce dernier sens, MM. de Nagy et Hammerschlag faisaient valoir qu'un chèque, avec la mention *payable à un certain délai de vue*, contient en réalité deux manifestations de volonté différentes, puisque le mot chèque, porté par l'effet, implique, selon la loi, un effet à vue. Le législateur a donc certainement le droit de s'en tenir à cette dernière manifestation de volonté et de considérer la clause indiquant un certain délai de vue comme non écrite. D'autres délégués, enfin, comme M. Ernest Picard, firent valoir le fait, qu'une décision prescrivant le paiement immédiat d'un tel chèque, avantagerait énormément son porteur, puisqu'il ne prévoyait pas un règlement aussi prompt, et que d'autre part, ce serait aller à l'encontre de la volonté nettement exprimée des parties en cause.

Cette discussion se prolongea sans aboutir. Son intérêt, d'ailleurs, était purement théorique, car le chèque à délai de vue paraît devoir disparaître devant le *chèque post-daté*. Malgré ses graves inconvénients et son interdiction formelle par la loi, l'habitude de porter sur les chèques une date éloignée, se répand, en effet, de plus en plus. Ce procédé permet d'éviter les frais et les inconvénients d'une traite, et le seul risque couru par le tireur est la

possibilité, pour le porteur, de la présenter au tiré avant le jour indiqué. Cet inconvénient peut même être évité après entente avec certaines banques qui, tout en le déplorant, admettent que leurs clients, d'accord avec le bénéficiaire d'un chèque, épinglent ou collent sur cet effet, un papillon portant une indication de cette sorte : « Prière de ne verser le montant du chèque ci-joint, qu'à partir du « tant ». Cela revient à émettre un chèque payable à un certain délai de présentation. Nous avons déjà fait remarquer que cette manière de faire est entièrement illégale.

Aux Etats-Unis, un autre chèque encore, le *Memorandum Check*, peut être comparé au chèque italien payable à un certain délai de vue. Il se présente sous la forme d'un chèque ordinaire portant, au verso, la mention : *memorandum*. Il a un rôle très particulier, car il ne doit pas être présenté immédiatement, mais seulement à une date déterminée. Il sert à donner au porteur la certitude qu'il recevra ultérieurement telle somme. C'est donc une reconnaissance de dette inscrite sur une formule de chèque. Il est, croyons-nous, d'un usage extrêmement rare.

Nous pourrions arrêter ici cette liste déjà longue. Elle contient, en effet, les principales formes de chèques utilisées dans les diverses banques du monde. Pourtant, nous ne pouvons passer entière-

ment sous silence les *chèques postaux*, nationaux et internationaux ; bien qu'ils soient, malgré leur appellation, essentiellement différents des autres chèques. Mais ils se répandent de plus en plus à l'intérieur du pays et paraissent appelés à un très grand développement dans les rapports entre peuples, par suite des facilités d'ententes internationales que nous procure désormais l'existence de la Société des Nations. Nous leur consacrerons donc quelques pages.

VIII

LES CHÈQUES POSTAUX

1^o CHÈQUES POSTAUX NATIONAUX

La plasticité admirable du chèque est telle qu'il a pris, au cours de ces dernières années, une nouvelle forme, différente de celles que nous lui connaissons et d'une nature cette fois, tout à fait spéciale, en devenant le *chèque postal*. Il s'est engagé ainsi dans une autre voie, et qui paraît lui réserver un avenir plus brillant encore, car les chèques postaux nationaux et internationaux se répandent de plus en plus. Si, comme il est permis de le souhaiter, les relations internationales deviennent de plus en plus étroites, facilitées qu'elles peuvent être par la Société des Nations, les chèques postaux sont probablement appelés à prendre un développement considérable et à distancer de fort loin leurs devanciers.

Ils existent déjà en de nombreux pays : Autriche, Hongrie, Suisse, Japon, Allemagne, Luxembourg, France, Hollande et Italie (1919).

Dans une *Conférence faite à la Sorbonne le 24 mai 1917*, sous la présidence de M. Lyon-Caen, M. Emmanuel Vidal en donnait l'idée d'ensemble suivante : « On sait que la poste se charge de recouvre-
« ments et d'encaissements, qu'elle délivre des
« mandats, des bons de poste, des mandats payables à domicile, des mandats internationaux.
« Ces mandats et bons sont, en fait, des chèques
« délivrés contre remise spéciale de fonds. On
« conçoit dès lors, par extension, une somme déposée à l'état constant, sur laquelle il pourra être
« puisé par des chèques, jusqu'à concurrence de
« la provision ; on conçoit de même qu'un remettant puisse transférer tout ou partie de la somme
« déposée à une personne ayant un compte à la
« poste, comme lui, ce qui est un virement. Le
« chèque postal et le virement postal apparaissent
« donc comme les compléments nécessaires du service postal existant, sauf objections tirées de
« l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à faire
« ainsi concurrence aux Banques privées... »

Dans les pays où existent les chèques postaux, leur institution a été envisagée dans différents buts. Ils ont paru, en général, destinés à compléter le système des recouvrements, encaissements et paiements effectués par la poste ; mais parfois, comme en Allemagne pendant la guerre, ils furent utilisés pour remédier dans une certaine mesure,

à la rareté du numéraire. Ailleurs ils furent créés, et ce fut le cas en Autriche, pour attirer des fonds à la Caisse d'Epargne postale. Enfin, d'autres Etats y virent un moyen de développer l'usage du chèque et de la compensation.

Cette divergence dans les buts poursuivis, explique, en partie, que l'organisation du service des chèques postaux soit assez dissemblable dans les divers pays. En France, en Allemagne, en Suisse, ce service est géré par l'Administration des Postes ; en Autriche, par la Caisse d'Epargne postale. En France, le dépôt de garantie exigé de tout titulaire d'un compte est de 50 francs et ne porte pas intérêt, non plus d'ailleurs que le supplément de l'avoir. Il en est de même en Allemagne où, cependant, le dépôt qui était de 50 marks d'après la loi de 1914, a été réduit à 25 en 1917. En Suisse, ce dépôt est de 100 francs, et il est productif d'intérêts ainsi que le surplus de l'avoir, jusqu'à concurrence de 100.000 francs, cela au taux de 1,80 %. En Autriche, il est fixé à 100 couronnes et l'intérêt est de 2 %.

D'autres différences existent quant au montant maximum des chèques de paiement. Il est de 100.000 francs en France, de 20.000 couronnes en Autriche, de 20.000 marks en Allemagne et de 10.000 francs en Suisse. De même, les délais de présentation sont de quatorze jours en Autriche

et de trois, six et trente jours en Belgique selon les cas...

Les procédés par lesquels les comptes des clients s'alimentent, sont également variables selon les législations. Ils sont plus compliqués en France que partout ailleurs. C'est ainsi que « dans tous les « titulaire suffit pour faire verser automatique-
« ment à son compte le montant des mandats
« qui lui parviennent. Chez nous, il devra la renou-
« veler dans chaque cas, ce qui oblige ces mandats
« à un inutile voyage d'aller et retour entre la
« poste et le titulaire ».

Cette critique de Jean Bolgert, émise en décembre 1918, dans la *Revue d'Economie Politique*, n'était pas la seule ni la moindre de celles que méritait, à ce moment, la législation française du chèque postal. Il venait d'être institué par la *loi du 7 janvier 1918* et le *décret du même jour*. De ces deux textes, M. Rist, Professeur à la Faculté de Paris, a pu dire : « qu'ils étaient si compliqués, « qu'ils paraissaient avoir été faits pour tuer le « chèque postal plutôt que pour le créer ». Hâtons-nous d'ajouter que le régime des chèques postaux français a été radicalement modifié par la *loi du 28 juillet 1919* et le *décret du même jour*. Il faut donc distinguer, dans la vie de nos chèques postaux nationaux, deux périodes nettement tranchées.

Pendant la première, contrairement à ce que l'on constate partout à l'étranger, le chèque postal n'avait aucune similitude avec le chèque ordinaire. L'article 6 de la loi précisait d'ailleurs que : « le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 janvier 1865, et autres dispositions concernant le chèque ordinaire ». Il ne pouvait être que nominatif, c'est-à-dire émis au profit du titulaire ou d'un ou plusieurs tiers. Ne pouvant être émis au porteur, ne pouvant d'autre part être endossé, il ne pouvait circuler de main en main et son porteur ne pouvait pas l'utiliser pour effectuer un paiement. Le chèque postal ne remplissait donc en aucune façon le rôle essentiel du chèque, qui est d'économiser la monnaie en métal ou en papier.

Enfin, alors que le chèque postal a toujours été à l'étranger, en règle générale, remis par le tireur au bénéficiaire, ce qui libère le premier et permet au second d'en encaisser le montant par tel procédé à sa convenance, le chèque postal français, par un singulier acharnement à compliquer son fonctionnement, n'était pas adressé au bénéficiaire, mais à un bureau de chèques, où il donnait lieu à une opération de virement ou à l'émission d'un mandat-carte.

Le service des chèques postaux a pris, néanmoins, un grand développement pendant l'année 1919. Le nombre des titulaires de comptes cou-

118 LE CHÈQUE ET LA DÉFLATION MONÉTAIRE

rants s'est élevé de 9.012 à la fin de 1918, à 41.198 au 31 décembre 1919.

Les opérations effectuées sur les comptes courants pendant cette période se répartissent de la manière suivante :

VERSEMENTS EN ESPÈCES

Nombre	2.764.261	Montant . .	3.450.105.913
----------------	-----------	-------------	---------------

PAIEMENTS EN ESPÈCES

Nombre. . . .	485.809	Montant . .	3.343.498.979
---------------	---------	-------------	---------------

VIREMENTS (*Débit des Comptes*)

Nombre	314.086	Montant . .	4.427.441.162
----------------	---------	-------------	---------------

VIREMENTS (*Crédit des Comptes*)

Nombre	313.420	Montant . .	4.426.563.380
----------------	---------	-------------	---------------

L'avoir disponible aux comptes-courants, le 31 décembre 1919, était de 294.229.147 francs, représentant une moyenne de 7.039 par compte.

Ces progrès furent encore plus rapides par la suite, grâce aux réformes apportées au fonctionnement du chèque postal par la loi et le décret du 28 juillet 1919.

Le nombre des titulaires de comptes ouverts dans les divers bureaux s'éleva rapidement ; il atteignait en septembre 1922 le chiffre de 144.042 et en janvier 1923 il monta jusqu'en 154.580.

Dès 1921, 25.000.000 d'opérations relatives au

chèque postal eurent lieu en France, et en 1923 38.000.000, se répartissant en 29.857 pour le crédit et 8.000 pour le débit, représentant au total 95 milliards.

Depuis son institution, le chèque postal français voit son utilisation s'accroître à raison de 40 à 50 % chaque année et le nombre des comptes ouverts augmente actuellement de 4.000 environ par mois.

D'ailleurs les tableaux qu'a bien voulu nous communiquer M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes, et que nous reproduisons ci-après, permettront de saisir les détails de ce mouvement.

Année 1920.

	NOMBRE	MONTANT
Versements en espèces	10.598.299	12.997.631.330
Paievements en espèces	1.815.205	2.889.017.559
Paievements par virements sur le Trésor (1), c'est-à-dire sans manipulations d'espèces	1.044	9.905.302.030
Virements inscrits au débit des comptes courants.	934.755	15.551.567.306
Virements inscrits au crédit des comptes courants.	932.584	15.518.981.371

1. Prélèvements effectués par les Succursales de la Banque de France fonctionnant au chef-lieu de chaque département sur l'avoir de leur compte courant postal.

Année 1921.

	NOMBRE	MONTANT
Versements en espèces	18.908.864	17.463.311.765
Paielements en espèces.	4.267.628	4.802.924.875
Paielements par virements sur le Trésor (1), c'est-à-dire sans manipulations d'espèces.	1.044	12.545.151.766
Virements inscrits au débit des comptes courants.	1.830.983	20.628.842.208
Virements inscrits au crédit des comptes courants.	1.825.885	20.626.467.559

Année 1922, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1922.

	NOMBRE	MONTANT
Versements en espèces	19.197.314	16 620.119.869
Paielements en espèces.	3.934.439	6.035.954.469
Paielements par virements sur le Trésor, c'est-à-dire sans manipulation d'espèces.	3.096	9.556.952.707
Virements inscrits au débit des comptes courants.	2.015.531	18.132.863.155
Virements inscrits au crédit des comptes courants.	2.026.115	18.133.615.151

Des améliorations sensibles sont en effet offertes aux personnes désireuses d'utiliser le chèque.

En ce qui concerne la faculté, accordée aux titulaires de comptes, de faire inscrire à leur crédit le

montant des mandats qui leur sont adressés, les règles suivantes sont appliquées maintenant :

Tout titulaire du compte peut demander par écrit et une fois pour toutes au bureau de poste qui le dessert, que les mandats télégraphiques, les mandats-cartes et les mandats-lettres du régime intérieur, ainsi que les mandats-cartes et les avis d'émission du service international parvenant à son adresse, soient dirigés sur le bureau de chèques pour être portés au crédit de son compte-courant postal.

La réexpédition et l'inscription ont lieu ensuite sans que l'intéressé ait à intervenir.

Quant aux mandats ordinaires qui lui parviennent à son domicile sous pli fermé, le titulaire de compte peut les adresser directement à son bureau de chèques, après les avoir décrits sur un bordereau et avoir fait figurer sur chaque titre le numéro de son compte courant. Son intervention dans la circonstance est donc réduite au strict minimum.

Les bureaux de chèques où peuvent être ouverts des comptes courants postaux sont au nombre de 14 et fonctionnent dans les villes désignées ci-après : Paris, Alger, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Rennes, Rouen, Strasbourg et Toulouse.

Le programme de l'Administration comporte la création d'un bureau de chèques postaux au

chef-lieu de chacun des départements qui ont été désignés comme centres de régions des Postes et Télégraphes en raison de leur position géographique, de leur importance au point de vue industriel et commercial, ainsi que de la facilité des relations postales existant entre eux et la région à desservir.

Pour réaliser complètement ce programme, il reste à envisager la création de trois bureaux de chèques, qui sera poursuivie dès que la situation budgétaire le permettra.

Mais l'Administration n'estime pas pouvoir aller plus loin dans cette voie sans nuire au bon fonctionnement du service.

Il y a intérêt, en effet, à ce que les comptes courants ne soient pas répartis entre un trop grand nombre de bureaux de chèques. Le groupement des comptes par région, présente l'avantage de permettre une exécution plus rapide des diverses opérations et notamment des virements qui constituent les opérations essentielles d'un service de comptes courants. Les virements effectués entre deux comptes d'une même région peuvent ainsi être inscrits presque simultanément au débit et au crédit des comptes intéressés, ce qui ne pourrait pas avoir lieu si les comptes n'étaient pas tenus par le même bureau de chèques.

En 1920, l'administration a accordé diverses facilités aux titulaires de comptes courants pos-

taux : ils peuvent payer sur le montant de leur dépôt leurs abonnements téléphoniques ; ils peuvent obtenir des lettres de crédit de 100, 500 et de 1.000 francs. Ces lettres de crédit sont payables à vue dans tous les bureaux de postes. Le délai de leur validité est de deux mois. Enfin, les titulaires de comptes postaux ont la faculté de se faire ouvrir, au bureau de poste de leur domicile, un compte particulier alimenté par des prélèvements sur leur avoir disponible.

Notons en passant que le service des chèques postaux procure à l'Etat un bénéfice qui, pour l'année 1921, est évalué entre 5 et 13 millions.

2^o LES CHÈQUES POSTAUX INTERNATIONAUX

De cette rapide incursion dans le droit comparé, il résulte qu'il y aurait fort à faire si l'on voulait organiser un système de chèques postaux internationaux, étant données les divergences profondes des différentes législations en cette matière. L'intérêt considérable d'une telle institution ne saurait cependant échapper à l'œil le moins averti. Aussi la *Chambre des Députés* a-t-elle émis le vœu suivant au cours de la *deuxième séance du 15 avril 1916* : « La Chambre invite le Gouvernement à engager « les pourparlers nécessaires avec les pays alliés ou « neutres, en vue de l'établissement d'un régime de « virements et de chèques postaux internationaux, « qui commencerait à fonctionner aussitôt après la « signature de la Paix. »

Nous avons pris la parole à la séance de la Chambre du 29 mars 1910, pour demander au Gouvernement représenté alors en la matière par M. Louis Deschamps, de poursuivre les négociations demandées par la Chambre dans les termes que nous venons de citer, mais il semble qu'aucun résultat n'ait pu encore être obtenu. Voici les

renseignements que nous avons pu obtenir : « Le
 « congrès de l'Union postale universelle, tenu à
 « Madrid en 1910, a élaboré un arrangement spécial
 « concernant le service des virements postaux
 « internationaux. La délégation française a adhéré
 « à cet arrangement ainsi que les représentants
 « des 24 autres pays faisant partie de l'Union. Cet
 « acte doit être soumis très prochainement au Par-
 « lement en même temps que toutes les autres con-
 « ventions agitées par le Congrès. La date de mise
 « en application ne pourra être prise, d'accord avec
 « le ministre des Finances, qu'après le vote de la
 « loi portant approbation de ces arrangements et
 « conventions. »

Depuis la loi en question a été promulguée le 30 mars 1921, ainsi que tous les autres actes du Congrès de Madrid auxquels la France a adhéré. L'article 4 de la dite loi prévoit que la date à partir de laquelle le service des virements postaux entrera en application avec chacun des pays contractants sera fixée par décret, mais le service qu'elle établit ne pourra pas être mis en application entre la France et les pays étrangers ayant adhéré à l'arrangement de Madrid, tant que les restrictions imposées par la loi du 3 avril 1918 à l'exportation des capitaux n'auront pas été supprimées ou largement atténuées.

Ces restrictions ne laissent pas en effet une lati-

tude suffisante pour que le public puisse retirer de l'institution d'un service de virements postaux internationaux des avantages appréciables.

Il existe un organe tout désigné pour entreprendre l'élaboration des mesures nécessaires : c'est *l'Union postale universelle*. M. Amiard, député, émit cette idée avec beaucoup de logique au cours de la *deuxième séance de la Chambre*, le 12 mars 1919 :

« Dès qu'une administration postale a mis au ser-
 « vice du public une organisation de comptes-
 « courants et de chèques postaux dont les opéra-
 « tions peuvent être faites au profit de l'ensemble
 « de la population, même de celle qui est la plus
 « éloignée du centre d'affaires, l'idée se présente
 « naturellement à l'esprit qu'il n'y a pas de raison
 « pour limiter ces opérations au régime intérieur
 « et que ce qui se fait dans un même pays peut
 « également être réalisé de nation à nation. En
 « effet, les échanges de correspondances sont possi-
 « bles entre toutes les parties du globe. Les envois
 « de fonds, sous forme de mandats-poste, de man-
 « dats télégraphiques ou de lettres chargées, sont
 « admis par la généralité des offices postaux. Or,
 « le chèque postal n'est lui-même qu'un mode plus
 « moderne, en même temps que plus perfectionné,
 « de libération, et il doit, par cela même, pouvoir
 « être employé dans les relations internationales. »

M. le député Amiard a même imaginé tout un

mécanisme fort intéressant de chèques postaux internationaux. Nous ne le reproduirons cependant pas ici, car il ne constituera probablement qu'une base de discussion entre les Etats et ne sera certainement pas adopté sans modifications importantes. Nous avons vu, en effet, que par l'établissement des chèques postaux, des buts politiques et économiques fort variés ont été poursuivis. Aussi l'entente ne se fera-t-elle probablement pas sans difficultés.

Les chèques postaux sont fort pratiques et rendent de grands services aux particuliers ; mais ils ont beaucoup d'adversaires dont les attaques sont parfois justifiées. En effet, si leur emploi venait à se répandre exagérément, la poste serait écrasée sous le fardeau et impuissante à assurer cette nouvelle tâche sans une transformation radicale de son organisation et un accroissement énorme de son personnel. Déjà s'élèvent contre elle des réclamations continuelles. Que l'Etat assure donc le bon fonctionnement de la correspondance, du télégraphe et du téléphone, puisqu'il en a assumé la charge. Il est illogique d'envisager auparavant l'attribution d'une besogne, à ce point étrangère à leur compétence, à des fonctionnaires qui ne peuvent, pour l'instant, gérer leur propre service à la satisfaction des intéressés. Certains allèguent également, à l'encontre de cette innova-

tion, certaines manifestations récentes d'indiscipline dans le personnel des P. T. T. L'état d'esprit qu'elles indiquent est encore peu répandu heureusement. Mais, s'il venait à se généraliser et si des grèves se produisaient, l'Etat se repentirait cruellement d'avoir placé, entre les mains des agents des postes, une aussi lourde responsabilité. Ce dernier argument ne nous paraît pas très fort, car nous croyons le personnel des P. T. T. resté dans son ensemble fidèle au sentiment du devoir patriotique et professionnel, mais c'est ainsi que parlent les détracteurs du chèque postal. Ils sont puissamment soutenus par les banques et tous ceux qui gravitent dans leur orbite.

Les critiques émanant de cette origine ne sont peut-être pas entièrement désintéressées. Elles sont provoquées surtout, il est permis de le penser, par la crainte bien naturelle d'une concurrence redoutable. Il est certain, cependant, que le service des Postes a un rôle tout à fait précis et qu'il lui faut l'assurer avant tout. Lui faire prendre des dépôts de numéraire, ouvrir des comptes courants et délivrer des carnets de chèques, puis effectuer toutes les opérations qui en résultent, c'est le faire singulièrement sortir de ses attributions, c'est compliquer le travail de ses agents, c'est entreprendre toute une organisation très complexe et tout cela uniquement, en somme, parce que les

banques ne sont pas assez répandues ou, plutôt, n'ont pas suffisamment de succursales et parce que, au contraire, le grand nombre des bureaux de poste facilite l'usage des services de tous genres qu'ils mettent à la disposition du public.

Quoi qu'il en soit, le chèque postal rend de grands services au public et permet, dans une certaine mesure, des règlements par compensation, car il est possible de virer des sommes quelconques d'un compte en banque à un compte postal et réciproquement.

Les banques donc en tirent également profit et la Banque de France même paraît lui être très favorable en raison des grandes commodités qu'il offre au commerce. Cependant, la multiplication des comptes en banque est plus désirable que celle des comptes postaux. Si l'Etat ne verse pas d'intérêt pour les sommes déposées dans les bureaux de postes, il est aisé aux banques de se montrer suffisamment généreuses et de prouver ainsi au public qu'il a un intérêt manifeste à s'adresser à elles.

IX

MESURES PROPOSÉES POUR RÉPANDRE L'EMPLOI DU CHÈQUE

Le grand nombre des formes différentes imaginées pour adapter le chèque aux multiples nécessités de la vie économique, montre quel intérêt les différents gouvernements attachent à la diffusion de ce moyen de paiement. Dans les circonstances présentes, cet intérêt, pour nous, est primordial. Il faut donc rechercher les moyens propres à obtenir ce résultat en nous appuyant sur les données que nous venons de présenter.

Une première constatation s'impose : les différentes variétés de chèques récemment créées en France pour répondre à des cas déterminés de la vie économique, sont assez peu connues, même des spécialistes des questions financières. Elles ne sont pas entrées dans les usages, et n'ont par conséquent pas rendu tous les services qu'on était en droit d'en attendre. Ce fait est particulièrement frappant. Des résultats plus importants paraissent avoir été obtenus par les Pouvoirs pu-

blics en ce qui concerne les chèques plus répandus déjà et appréciés depuis longtemps par la généralité des industriels, des commerçants et des particuliers.

Plusieurs mesures ont été prises à cet égard. C'est ainsi qu'une *circulaire du 10 février 1916* a décidé que les créanciers de l'Etat seraient payés au moyen de chèques barrés. C'est ainsi qu'un *arrêté du 5 mai 1916* a autorisé le paiement par les contribuables à l'aide de ces mêmes chèques, des contributions directes et taxes assimilées. *Trois arrêtés du 28 juillet 1916* sont intervenus ensuite, admettant le paiement par chèques barrés, lorsqu'il s'agit d'une somme supérieure à 100 francs,

1° Des impôts et produits des monopoles recouvrés par receveurs des contributions directes ;

2° Des droits et produits encaissés par les receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre ou les conservateurs des hypothèques ;

3° Des droits, taxes et recettes accessoires perçus par les receveurs des douanes.

On pourrait citer de multiples décrets, circulaires et arrêtés tendant au même but. Les plus importants sont le *décret du 20 juin 1916*, prescrivant le paiement par virement des sommes dues aux créanciers de l'Etat et des départements, et le *décret du 16 novembre 1916*, relatif au paiement par virement des dépenses des régies financières.

Ces diverses prescriptions n'ont eu malgré tout qu'une efficacité relative. Elles sont donc tout à fait insuffisantes. Il importe non seulement de persévérer dans cette voie, mais d'y marcher plus hardiment, en tenant compte de cette constatation que le travail le plus fructueux sera probablement celui qui aura pour objet la vulgarisation des formes de chèques ayant déjà fait leurs preuves en France. Partant de cette indication précieuse, nous rechercherons donc pour nos « chèques-types » quels obstacles s'opposent à leur succès, quelles dispositions paraissent susceptibles de le favoriser.

Le chèque barré, notamment, apparaît comme le mode par excellence de paiement sans déplacement de fonds, du moins jusqu'à l'avènement du chèque de compensation. Il est déjà très largement utilisé, mais il semble qu'il doive être encore plus recherché, et que tous ceux qui sont à même de l'employer doivent l'adopter. Son timbre fixe le rend particulièrement économique au point de vue fiscal. La certitude qu'il ne pourra être payé qu'entre les mains d'un banquier, enlève toute anxiété à celui qui l'expédie par correspondance. Il est regrettable qu'en France, la grande majorité des intéressés ne l'utilise pas. Il devrait être favorisé par la suppression radicale de toute taxation. Les bénéfices que l'Etat retirerait probablement de cette mesure sont d'un ordre très supérieur aux

reentrées possibles provenant de la taxe de 0 fr. 10 qui le frappe. Nous verrons que malheureusement, son adoption n'est pas probable, et ne vaut même pas d'être tentée.

Quant au chèque en général, plusieurs causes paraissent expliquer la lenteur avec laquelle il se répand chez nous. Celles qui nous sont apparues comme les plus sérieuses sont de quatre sortes :

Il faut tout d'abord incriminer la sécurité insuffisante que le chèque paraît offrir ; c'est là sans aucun doute que réside son défaut principal, défaut provenant en partie de nos conceptions en cette matière, et en partie aussi, de notre législation ;

Ensuite, il semble que les établissements de crédit eux-mêmes sont en partie responsables et ne font pas tout ce qu'il leur serait possible de faire pour contribuer au succès de cet effet, dont pourtant leur prospérité dépend en grande partie ;

Puis, il est évident que son emploi n'est pas assez facilité à la grande masse des particuliers, ce qui est imputable aux banques et à la loi ;

Enfin et surtout, en raison des nouvelles théories fiscales et des impôts déjà perçus par leur mise en application, sur le revenu, le chiffre d'affaires ou les bénéfices commerciaux, par exemple, les intéressés répugnent à laisser des traces écrites de leurs transactions, ce qui leur paraît être la caractéristique

essentielle du chèque, et ce pourquoi ils lui préférèrent les règlements de la main à la main, en monnaie de métal ou de papier, ayant ainsi la certitude d'échapper à tout contrôle.

Il importe d'examiner de près ces obstacles et de les aplanir dans la mesure du possible.



Le grief principal allégué à l'encontre du chèque est, sans contredit, le manque de sécurité. Du jour où la sécurité du chèque serait pleinement garantie, il ne tarderait pas à se répandre, même en France où l'on a un peu trop tendance à abuser de la maxime : « Prudence est mère de la sûreté. » À l'égard des instruments de paiement, cette mentalité vient de loin. M. Bagehot écrit à ce sujet :

« Le résultat du désastre de la banque de Law
« fut terrible chez un peuple aussi craintif que le
« sont les Français en matière d'argent. Pendant
« bien des années, il devint impossible d'essayer
« en France l'émission de billets de banque ou la
« création de banques de dépôts. On s'en souve-
« nait encore à l'époque où Turgot voulut fonder
« la Caisse d'Escompte et ce vif souvenir rendit
« presque impossible la création d'établissements
« plus sages. »

Lorsque la première République fut acculée à la

banqueroute, déguisée sous le nom de « consolidation du tiers », lorsqu'elle dut décréter le cours forcé des assignats et multiplier leurs émissions au point de leur enlever toute valeur, la Nation subit une nouvelle expérience plus pénible encore et plus généralisée que celle des actions de la rue Quincampoix. Il ne faut donc pas s'étonner de la lenteur avec laquelle le billet de banque à pu, peu à peu, inspirer confiance. Cependant, jusque dans les campagnes les plus reculées, il a fini par se faire accepter au même titre que l'or. Cela tient à ce que, depuis plus d'un siècle, il n'a donné lieu qu'à d'infimes déboires. Il y en a très peu de faux ; en moyenne les banques ne reçoivent pas plus de 5 à 6 billets de 1.000 francs falsifiés par an. Etant donné leur petit nombre pour éviter de léser leurs possesseurs qui, en général, sont de bonne foi, elles préfèrent les payer. Mais il n'y a rien d'étonnant à ce que d'autres monnaies fiduciaires, et le chèque notamment, ne soient admises que progressivement, surtout si l'on tient compte des nombreux mécomptes auxquels il a donné lieu, et qui sont encore chaque jour constatés par des procès retentissants. Cette méfiance n'est pas particulière à la seule France ; nous avons vu à Madrid, dans les bureaux de plusieurs hôtels ou agences, des pancartes portant la mention : « Les chèques ne sont pas acceptés. » L'intérêt public exige la fin de

cet état de choses. S'il était rigoureusement protégé par la loi et la coutume, le chèque, garanti par une provision équivalente sinon supérieure, aurait une valeur beaucoup plus certaine que celle du billet, représenté par une encaisse métallique très inférieure à sa valeur nominale.

C'est ce qui se produit pour le chèque anglais dont le prestige à travers le monde est supérieur à celui de notre billet de banque. Dans nos colonies ou dans nos protectorats, c'est-à-dire là où maintenant le billet a cours forcé, au Maroc par exemple, si l'on paie les indigènes à l'aide de pièces en argent au lieu de leur donner des billets, ils consentent en général des réductions importantes. Ils n'ont donc pas encore absolument confiance en nos coupures. Or, il nous est arrivé personnellement, en causant librement avec un grand chef marocain de lui poser la question suivante :

— Tes compatriotes et toi, avez-vous été satisfaits lorsque, à la Conférence d'Algésiras, le protectorat de votre pays a été attribué à la France ? Parle-moi sans crainte. Personne ne saura près de qui je me serai renseigné.

— Ma foi, dit-il, nous n'avons pas été mécontents. Nous avons très peur d'être soumis aux Allemands, car se sont des maîtres durs et cruels ; nous n'aurions jamais admis la domination des Espagnols, car ils furent longtemps nos esclaves,

ils sont nos inférieurs ; mais nous aurions accepté volontiers d'être placés sous la tutelle des Anglais ... parce qu'ils ont *le chèque*.

Cet aveu est particulièrement frappant : en évoquant les subsides que lui aurait valu le protectorat anglais, le bienfaisant appoint de la cavalerie de saint Georges, le pacha ne pensait pas à des sacs de douros, ni à des liasses de billets, mais au chèque.

Les raisons pour lesquelles le chèque anglais a su acquérir en tous lieux, aussi bien que dans sa patrie d'origine, cette situation enviable, sont assez complexes. Mais la plus importante est sans aucun doute la conception que les anglais ont de lui. En Angleterre, toute personne ayant signé un chèque se considère, à de rares exceptions près, comme ayant contracté un engagement d'honneur. Nous ne saurions mieux expliquer les idées anglaises à cet égard, qu'en les assimilant aux nôtres en ce qui concerne les dettes d'honneur. Bien que le paiement des dettes civiles soit garanti en France par la loi et par des sanctions sévères, beaucoup ne se considèrent pas comme déshonorés en s'efforçant de l'éluder, alors qu'ils feront les plus grands sacrifices pour régler une dette dite d'honneur, dette de jeu par exemple, qui échappe cependant à toute contrainte légale.

Il ne faut certes pas prendre dans un sens absolu

cette allégation, émise afin de rendre pour ainsi dire palpable à des mentalités françaises l'idée d'impérieuse obligation morale, attachée à la signature d'un chèque par la grande majorité des anglais. Cela n'empêche évidemment pas que des contestations relatives à cet effet ne soient fréquemment évoquées devant les tribunaux d'Outre-Manche. Il faut de même entendre ici par dettes civiles des engagements contractés entre certains particuliers et ne pas comprendre les dettes commerciales dans cette appellation. Dans le commerce français règne en effet une probité légendaire. Nos commerçants ont le respect profond de leurs engagements et le souci constant de l'échéance. Un exemple particulièrement saisissant et tout récent en peut être invoqué : les effets de la Banque de France, prorogés par le moratorium du 2 août 1914, représentaient plus de 4 milliards. Tous, à d'infimes exceptions près, ont été intégralement couverts depuis.

Cette honnêteté foncière, base de notre tempérament national, nous garantit que, tôt ou tard, il sera en France accordé au chèque la considération qui lui est nécessaire ; cela se produira lorsque les esprits y seront pénétrés de l'importance de son rôle et des conditions indispensables de son emploi. Il n'en jouit pas encore pour l'instant. En Angleterre, la bonne foi de quiconque en a délivré un,

est un principe indiscutable. Chez nous, au contraire, des fraudes quotidiennes sont pratiquées à l'aide de cet effet, cette seule constatation suffirait à expliquer son peu de succès. Recevant des chèques sur une maison anglaise, un banquier de nos amis s'enquit récemment, auprès d'une succursale parisiennne de cet établissement, de l'existence d'une provision suffisante pour les couvrir. Le directeur de Paris lui répondit en ces termes : « Il « faudrait, pour que je puisse vous renseigner exactement, que j'adresse cette demande à Londres ; « mais c'est tout à fait inutile, il est impossible de « supposer qu'un de nos clients puisse avoir tiré « un chèque sans provision. »

En France, il en est tout autrement. Le public n'est pas loin de rire lorsqu'un chèque est utilisé malhonnêtement. Bien plus, il n'est pas jusqu'à la jurisprudence qui ne soit, à cet égard, singulièrement indulgente.

Un intermédiaire ayant commandé quatre voitures dans une grande maison d'automobiles, ne les reçut pas dans le délai prévu. Lorsqu'elles furent prêtes, cette maison allégua une forte hausse survenue entre temps, et ne voulut pas les lui livrer au prix précédemment établi. L'intermédiaire fit valoir en vain qu'il avait déjà vendu les voitures en établissant leur valeur d'après les stipulations de sa commande ; il ne put obtenir satisfaction.

Pour y parvenir, il imagina alors le stratagème suivant : il remit au fabricant un chèque portant la somme demandée et put ainsi partir avec ses quatre automobiles ; mais il bloqua immédiatement sa provision chez son banquier, si bien que le chèque ne fut pas réglé. Naturellement, il fit savoir au vendeur qu'il acceptait de payer, mais seulement au prix convenu tout d'abord.

L'affaire vint en justice et l'intermédiaire perdit devant le tribunal de première instance. Il eut gain de cause en Appel. Il perdit enfin en Cassation, mais ce n'est pas fini.

Il ressort de cette expérience que l'emploi du chèque, fait avec une mauvaise foi, qui, en l'occurrence, paraît indéniable, peut, dans l'état actuel de notre législation, échapper aux rigueurs du Code. En présence de cette diversité dans les appréciations de la Justice, comment nous étonnerions-nous de voir la méfiance générale qui règne encore à l'endroit de ce moyen de paiement ? Elle paraît en partie justifiée.

Pour que le chèque français acquière le prestige du chèque anglais, il faut qu'il devienne, lui aussi, indiscutable. La *loi du 2 août 1917* a déjà beaucoup fait dans ce sens. Jusqu'à une date toute récente, le chèque était chez nous par trop dépourvu de sécurité. Il n'en est malheureusement plus ainsi. « Le chèque jouit actuellement en France de garan-

« ties et de sécurités analogues à celles que cet ins-
 « trument de paiement offre depuis si longtemps
 « en Angleterre. Une loi votée par le Parlement
 « pendant la guerre punit en effet d'une peine
 « d'emprisonnement de deux mois à deux ans et
 « d'une amende qui pourra atteindre le double de
 « la valeur nominale du chèque, celui qui, de mau-
 « vaise foi, émettra un chèque sans provision préa-
 « lable et disponible, ou qui retirera après émission
 « tout ou partie de la provision. » (*Les échos de
 l'Exportation. La vulgarisation du chèque*, p. 12,
 5 septembre 1919).

Pour accroître la confiance qu'il doit inspirer au public, et favoriser ainsi sa circulation, en restreignant celle des billets de banque, cette loi a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible.

Un *jugement du Tribunal correctionnel de la Seine*, en date du 27 juin 1918, permet de saisir sur le vif le progrès réalisé par cette loi. On nous permettra de le reproduire *in extenso* tant il précise bien l'état du droit, avant et depuis cette loi :

LE TRIBUNAL :

« Attendu que le 29 septembre 1917, le sieur A. achetait
 « au sieur S. après échantillonnage, un lot de lentilles
 « déposées en entrepôt à la Halle aux cuirs, moyennant
 « le prix de 22.015 francs.

« Attendu que deux bons d'enlèvement de la marchan-

« dise furent immédiatement remis à A. qui régla par un
 « chèque sur une succursale de la Société centrale des
 « Banques de Province.

« Attendu que S., s'étant rendu le jour même à la Ban-
 « que dont il s'agit, pour toucher le chèque, on refusa de le
 « lui payer, parce qu'il était daté du lendemain, fait dont
 « A. s'était bien gardé de prévenir S.

« Attendu que, ni le lendemain, ni les jours suivants,
 « S. ne put se faire payer, A. ayant fait opposition au paie-
 « ment et ayant même déchiré le chèque dont il était rentré
 « momentanément en possession.

« Attendu qu'il fut d'autre part démontré par la suite
 « que A. n'avait pas à la Banque provision suffisante en
 « espèces pour payer le chèque.

« Attendu qu'à raison de ces faits, A est poursuivi :

« 1^o Pour *escroquerie* ;

« 2^o Pour émission de chèque sans provision, délit prévu
 « par la loi du 2 août 1917.

EN CE QUI CONCERNE L'ESCROQUERIE :

« Attendu que A. fait, connaître que s'il a détruit le
 « chèque, refusé de prendre livraison de la marchandise et
 « rendu à S. les bons d'enlèvement, résiliant ainsi, de sa
 « propre autorité, le marché conclu, c'est parce qu'il avait
 « appris, entre temps, qu'une partie des lentilles était
 « avariée ;

« Attendu qu'il semble bien, en effet, qu'une certaine
 « quantité de lentilles vendues était impropre à la consom-
 « mation ;

« Attendu d'autre part, que S. paraît avoir accepté la
 « résiliation, puisqu'il a repris les bons d'enlèvement et
 « revendu les marchandises à un autre acheteur, à peu
 « près aux mêmes conditions ;

« Attendu dès lors que l'inculpation d'escroquerie ne paraît pas suffisamment établie...

« Il résulte de cette partie du jugement que le sieur A. aurait échappé à toute pénalité, si la loi de 1865 sur le chèque avait été seule en vigueur.

« Mais reste la loi du 2 août 1917.

EN CE QUI CONCERNE L'ÉMISSION D'UN CHÈQUE
SANS PROVISION :

« Attendu que le délit doit être examiné séparément, « sans tenir compte des divers incidents qui viennent « d'être analysés et en se plaçant uniquement au point « de vue de la loi du 2 août 1917.

« Qu'admettre comme provision des créances qui peuvent être l'objet de contestations ultérieures, serait « dénaturer complètement le caractère du chèque, qui est « un instrument de paiement, et en faire un instrument « de crédit ;

« Attendu qu'il était déjà reconnu en jurisprudence, « que l'on ne pouvait considérer comme constituant une « provision en matière de chèque, l'inscription à un « compte courant d'effets négociables non encore échus ;

« Attendu que cette théorie doit être beaucoup plus « rigoureusement appliquée depuis la loi du 2 août 1917 « qui, dans un but de défense nationale, pour économiser « la circulation des billets de banque, afin de fortifier la « confiance du public dans le chèque, a puni de peines « correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible ;

« Attendu que la mauvaise foi de A. résulte suffisamment « de cette circonstance que, au moment même où il émettait le chèque litigieux, il savait pertinemment qu'il n'avait « pas de fonds disponibles à son compte, et de cet autre « fait, qu'il a post-daté son chèque, sans prévenir S.

PAR CES MOTIFS :

« Acquitte A. du chef d'escroquerie ;
 « Le déclare coupable d'avoir, depuis moins de trois ans
 « à Paris, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision
 « préalable et disponible, délit prévu et puni par l'arti-
 « cle 2 de la Loi du 2 août 1917 ;
 « Le condamne en conséquence à 500 francs d'amende. »

¹ (*Gazette des Tribunaux du 23 décembre 1918*).

*
* *

Désormais, le seul fait d'émettre, de mauvaise foi, un chèque sans provision préalable, est donc puni des peines correctionnelles (emprisonnement de deux mois à deux ans et amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur), tandis que, avant la loi du 2 août 1917, l'émission d'un chèque sans provision disponible devait, pour être réprimée, être accompagnée de manœuvres constitutives de l'escroquerie. Il convient également de remarquer que, dans les attendus remarquables de ce jugement, le Tribunal insiste sur le but d'intérêt national, de défense nationale, est-il dit, de la loi du 2 août 1917, établie principalement « afin de fortifier la confiance du public dans le « chèque, pour économiser la circulation des billets « de banque. »

Il va de soi que le problème de la sécurité du

chèque a de ce fait sérieusement progressé. Pour-
tant des risques subsistent. Comment annihiler
entièrement les effets de la perte, du vol et des
altérations ? Comment surtout empêcher que le
tireur qui a provision au moment de l'émission du
chèque, ne la fasse disparaître avant que le por-
teur ne puisse se présenter pour le paiement ?

Cette question fut, à la Haye, en 1912, l'objet de
longues discussions ; mais on n'aboutit à aucune
solution pratique. Beaucoup de délégués tenaient
à maintenir pour le tireur le droit de révocation.

M. Mackenzie-Chalmers, délégué anglais, déclara
notamment qu'en Angleterre le mandat contenu
dans le chèque est révocable par le tireur. Le
banquier est l'agent du tireur et n'a pas de rela-
tions avec le porteur. Il doit se conformer aux
indications de son mandat. Si le tireur ne pouvait
révoquer son mandat, le banquier se verrait mis
dans une situation difficile en cas de vol ou de
perte de l'effet. La révocation, faite par le tireur,
est une mesure de protection pour le banquier.
Dans la pratique, le tireur ne révoque pas le
chèque sans raison valable, parce qu'il s'expose à
une action du porteur et peut être condamné au
paiement du chèque, à des dommages-intérêts et
à des frais ; aussi, en général, le fait-il seulement
sur la demande du porteur lui apprenant que le
chèque est perdu ou volé.

Ces considérations ne sont certes pas dépourvues de solidité ; mais il n'en reste pas moins que le porteur d'un chèque demeure à la merci du tireur. Il suffit que celui-ci téléphone ou télégraphie à son banquier, pour que la provision existante disparaisse presque instantanément. Nous avons à cet égard l'exemple du jugement cité plus haut et rendu le 27 juin 1918 par le Tribunal correctionnel de la Seine. En réalité, la jurisprudence n'est pas encore définitivement établie ; le 4 juin 1920, ce même tribunal a cru devoir assimiler des manœuvres analogues, à l'insuffisance ou au retrait de la provision. Mais ce jugement a été infirmé le 23 décembre 1921 par la Cour d'appel de Paris. La Cour de cassation a donné raison au Tribunal correctionnel, mais il y a lieu de croire que plusieurs Cours d'appel ne la suivront pas.

*
* *

Pour faire cesser cet état de choses, nous avons récemment, avec M. le député Achille Fould, déposé une *proposition de loi* tendant à compléter l'article 6 de la loi du 14 juin 1865, modifiée par les lois des 19 février 1874 et 2 août 1917, concernant les chèques.

Nous proposons que soit rédigé ainsi le troisième alinéa de l'article 2 de la loi du 2 août 1917 :

Le troisième alinéa de l'article 2 de la loi du 2 août 1917 est rédigé comme suit :

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque, sans provision préalable ou disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, ou qui, de mauvaise foi, a usé d'un procédé quelconque après l'émission pour empêcher le bénéficiaire de toucher la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. »

Voici l'exposé des motifs qui nous ont paru justifier cette proposition :

Messieurs,

Dans le but de répandre l'usage du chèque et, d'enrayer l'inflation fiduciaire, le législateur a renforcé les pénalités prévues par la loi du 14 juin 1865 en cas d'émission de chèque sans provision. C'est l'objet de la loi du 2 août 1917.

Dans le système antérieur à cette dernière loi, l'émission du chèque sans provision n'était réprimée pénalement que si elle s'accompagnait de manœuvres frauduleuses, de mise en scène, comme disent les décisions de justice. Il en résultait que les pénalités édictées par la loi du 14 juin 1865 étaient rarement appliquées, d'où une insécurité et, par suite, une entrave au développement du chèque. Cette insuffisance de notre législation paraissait avoir été comblée par la loi du 2 août 1917, qui punit le seul fait d'émettre un chèque sans provision, ou le retrait de la provision après l'émission, à condition cependant qu'il y ait mauvaise foi.

Que l'état actuel de notre législation soit préférable à

celui qui existait avant la loi du 2 août 1917, c'est ce qui ressort clairement d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, rapporté dans la *Gazette des Tribunaux* du 23 décembre 1918. On y voit, en effet, un prévenu qui est acquitté du fait de la loi du 14 juin 1865 mais qui est condamné du chef de la loi du 2 août 1917.

Le législateur a donc été très heureusement inspiré en élaborant cette dernière loi, mais il est arrivé que certaines personnes ont essayé de la tourner et de passer entre ses mailles. Voici le procédé employé : le débiteur remet un chèque à son créancier ; ce chèque est provisionné, mais il le bloque, c'est l'expression de la pratique, c'est-à-dire qu'il défend au tiré de le payer. Il importe que cet abus ne se généralise pas. On sait, en effet, que la diffusion du chèque est fonction de sa sécurité ; le chèque ne se développera que s'il vaut de l'argent. Sans doute on ne peut pas, du jour au lendemain, espérer atteindre les résultats obtenus en Angleterre ou aux Etats-Unis, où le chèque a presque remplacé les billets de banque et les espèces métalliques. C'est à ce point que 80 % au moins des paiements se règlent par chèques. Mais c'est un idéal vers lequel, il faut tendre, et c'est pourquoi toute mesure qui a pour effet d'accroître la sécurité du chèque doit retenir l'attention du Parlement, surtout aujourd'hui où l'inflation fiduciaire est si considérable.

Le procédé indiqué plus haut, employé par le débiteur peu consciencieux en vue d'empêcher le paiement du chèque émis par lui, a été déféré aux tribunaux, qui ont rendu des décisions contradictoires. C'est ainsi, par exemple, que le tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement du 4 juin 1920, a assimilé le blocage de la provision à son insuffisance ou à son retrait et a appliqué les pénalités prévues dans la loi du 2 août 1917.

Mais ce jugement a été infirmé par un arrêt de la Cour

d'appel de Paris (*Gazette du Palais*, 23 et 24 déc. 1921). La cour estime que les dispositions pénales sont d'interprétation étroite, et par suite le blocage de la provision n'est actuellement réprimé par aucune disposition pénale.

Il est vrai que la Cour de cassation, par un arrêt du 31 mars 1922 a cassé l'arrêt de la cour de Paris, mais il est douteux qu'elle soit suivie par les cours d'appel.

En tous cas, il importe que la séparation des pouvoirs soit respectée et que les tribunaux restent dans leur rôle, qui est d'interpréter les lois, non d'y ajouter.

Les termes de l'article ainsi modifié devront d'ailleurs être précisés, dans ce sens que le tireur qui bloque le chèque remis par lui sera présumé de mauvaise foi, sauf le cas de perte ou de vol. Cette présomption ne sera d'ailleurs par irréfragable, c'est-à-dire que, dans les autres hypothèses il pourra démontrer qu'il est de bonne foi ; mais le fardeau de la preuve sera à sa charge.

Cette solution, nous le reconnaissons, est quelque peu en contradiction avec les principes généraux de notre droit, d'après lesquels la bonne foi se présume, mais cette exception est ici justifiée. Supposons, en effet, qu'une personne ayant payé à l'aide d'un chèque, ait au contraire payé en billets ou en espèces métalliques, elle ne pourrait pas les reprendre et serait contrainte, si d'aventure elle avait décaissé à tort, à exercer devant les Tribunaux l'action de l'indû. Il est équitable de la placer dans la même situation lorsqu'elle a réglé par chèque ; sinon cet instrument de libération ne se développera pas, le créancier aura tout intérêt à le refuser, et préférera recevoir des espèces. Suppression du « blocage » sauf pour les cas de perte ou de vol, telle est donc l'une des principales réformes qui s'imposent si l'on tient à ce que le chèque acquière la valeur de l'argent.

*
* *

Mais, si répandu que puisse devenir l'usage du chèque, il ne peut remplir son rôle économique que dans certaines conditions. Lorsque nous avons étudié, au chapitre 1^{er} de ce travail, l'influence possible que nous sommes en droit d'en attendre en ce qui concerne la déflation fiduciaire, en démontrant qu'il la réduisait, nous avons vu en lui un moyen d'économiser les billets, parce que nous l'avons considéré comme instrument de compensation.

Il peut échapper à cette tâche. La loi telle qu'en France elle régit actuellement cet effet, lui permet, puisqu'il peut être émis sur n'importe qui et puisqu'il peut, par suite, non pas seulement n'être en aucune façon un instrument de compensation, mais, ce qui est plus, ne pas même faire présumer l'existence d'un compte-courant. En effet, il peut en être fait usage par une personne quelconque pour régler un compte avec une autre, en chargeant un tiers d'effectuer le versement, soit que ce tiers ait une dette envers le tireur, soit qu'il ait en dépôt une somme lui appartenant, somme qui ne joue en aucune façon le rôle utile qu'elle remplirait si elle avait été confiée à un établissement de crédit.

Le chèque n'offre plus, en ce cas, d'intérêt écono-

mique ; il ne remplit pas le rôle essentiel et spécial qui lui est propre, à savoir le règlement des transactions sans l'emploi d'espèces monétaires.

Si nous nous efforçons de répandre son usage, c'est en considération de cette qualité. Il nous importe donc qu'il soit uniquement tiré sur les banquiers ou les agents de change qui, à cet égard, leur sont comparables : « C'est par les banques, dit M. Rist, professeur à la Faculté de droit, que s'opère la thésaurisation collective et c'est chez elles que se font les virements et compensations ». D'ailleurs, dans tous les pays où le chèque s'est développé, les tirés ne peuvent être que des banquiers.

Cette obligation est encore justifiée par un autre motif impérieux. Pour assurer sa prospérité, pour lui permettre de se multiplier, il faut faire au chèque un régime fiscal de faveur, c'est là un fait d'expérience. En Angleterre pendant bien longtemps, le chèque a été exempt de tout timbre. Il en était jadis de même en France et il a fallu que surviennent les désastres de 1870 pour qu'il paraisse inévitable d'en arriver à le taxer. Néanmoins, depuis, il a toujours bénéficié d'un tarif réduit. Le timbre de 0 fr. 10, uniforme quelle que soit la somme portée sur cet effet, constitue un avantage évident, mais nécessaire, en raison de l'intérêt qu'il présente. Aussi ne saurions-nous assez nous élever contre la menace dressée contre

lui : pressé par les difficultés de l'heure et pour arriver à réaliser l'équilibre du budget, le ministre des Finances propose d'élever le timbre des chèques de 0 fr. 10 à 0 fr. 20. Ce serait compromettre en vue d'un très petit profit, tout un avenir de bénéfices probables. A notre sens, c'est dans une autre voie qu'il conviendrait de s'engager ; à raison des nécessités du moment l'on pourrait maintenir tel qu'il est le timbre sur le chèque ordinaire, mais on devrait le supprimer sur le chèque barré, ce serait le moyen le plus effectif de développer cet instrument, qui circule presque seul aujourd'hui en Angleterre et y a détrôné tous les autres modes de paiement au grand avantage de la communauté .

Mais les mesures de faveur dont il jouit seraient illusoires et permettraient même de frustrer le trésor, en quelque sorte légalement, si le chèque pouvait en bénéficier sans les justifier par les services que le pays est en droit d'attendre de lui, c'est-à-dire s'il ne permettait pas d'effectuer les règlements sans utilisation d'espèces monétaires. Il ne doit donc être tiré que sur un banquier. L'emploi du chèque fait dans d'autres conditions est une sorte de fraude légale, puisque, remplaçant un autre effet, il n'en supporte pas les charges.

Le gouvernement a déposé un projet dans ce sens le 16 juillet 1918, mais il est tombé dans la

fosse immense où gisent par milliers les projets et propositions de loi abandonnés. Pour le tirer de l'oubli, nous avons déposé avec M. Fould, sur le bureau de la Chambre, une autre proposition de loi qui figure au procès-verbal de la séance du 1^{er} février 1923, et dont voici le texte :

PROPOSITION DE LOI

tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers et agents de change.

(Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie)

PRÉSENTÉE

Par MM. A. ACHILLE FOULD et GUY DE MONTJOU (Mayenne)

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le 16 juillet 1918, le Gouvernement déposait un projet de loi tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances.

Il invoquait à l'appui des considérations de deux ordres, fiscal et économique :

1^o Dans l'état actuel de notre législation, les chèques sont souvent détournés de leur fonction propre et se substituent aux effets de commerce, lettres de change, billets

à ordre. Ils bénéficient, en effet, d'un tarif réduit. De ce chef, le Trésor se voit frustrer de recettes assez considérables ;

2°. Les chèques ne pourront rendre tous les services qu'on est en droit d'en attendre, d'après l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique, que du jour où « le tirage sur n'importe qui » de la loi du 14 juin 1865 sera supprimé.

Ce projet dont le Gouvernement signalait vivement l'urgence dans l'exposé des motifs n'est jamais venu en discussion. Il nous a paru que les raisons qui l'avaient motivé étaient plus impérieuses que jamais et c'est pourquoi nous le reprenons à notre compte mais en y apportant toutefois quelques modifications.

En dehors des banquiers et des agents de change, le Gouvernement avait cru devoir mentionner le caissier central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances. A notre sens il ne convient pas d'augmenter le rôle de ces fonctionnaires. Il est en effet désirable que, tout en respectant dans une forme appropriée les situations acquises, la Banque de France devienne le caissier de l'Etat. Il y a dans cette voie de notables économies à faire sans préjudice pour les services.

En conséquence, nous vous proposons de décider que désormais le chèque ouvert ne pourra être tiré que sur un banquier ou un agent de change. Comme le reconnaissait M. Lyon-Caen à la Conférence de la Haye de 1910, c'est le seul système rationnel ; mais il observait que ce mot « banquier » était peu précis et mal délimité. Cette objection a perdu de sa force depuis la loi du 18 mars 1919 instituant un registre de commerce.

Qui mieux est, à la même Conférence, la Belgique, dont la législation est la même que celle de la France, proposait d'y renoncer. « Cette mesure, disait l'un de ses délégués, contribuerait à développer l'emploi du chèque et simulta-

nément chez les particuliers des habitudes d'avoir un compte en banque et aussi une réduction notable du nombre des paiements en espèces pourra être obtenue ». Si, dès 1910, de tels résultats paraissaient souhaitables, il est inutile de dire qu'ils le sont infiniment plus aujourd'hui.

Le Parlement l'a d'ailleurs parfaitement compris et notre législation récente est orientée vers ce but. C'est d'abord la loi du 30 décembre 1911, qui dispose que les chèques barrés ne peuvent être tirés que sur les banquiers. C'est ensuite la loi du 27 janvier 1917, elle stipule : 1^o que, pour ce qui est des chèques barrés, les agents de change peuvent être assimilés aux banquiers ; et 2^o que, lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre.

Nous vous demandons, Messieurs, de parfaire l'œuvre déjà si avancée et de décider que, de même que le chèque barré, le chèque ordinaire ne peut être tiré que sur un banquier ou un agent de change. Si cette disposition est votée, elle aura pour effet d'encourager les dépôts dans les banques, rendant ainsi productif le stock monétaire qui est aujourd'hui chez les particuliers, et de diminuer les paiements en espèces et, par conséquent, de limiter le recours à l'émission des billets de banque.

Nous vous proposons, Messieurs, l'adoption du dispositif suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

L'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est modifié comme suit :

« Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier ou un agent de change ayant provision préalable ; il est payable à présentation. »

Examinant cette proposition de loi, M. Edouard Payen (*loc.cit.*) observe : « L'emploi du chèque dans « certains domaines serait supprimé, mais rien ne « dit que cette suppression profiterait à l'utilisa- « tion plus intense du chèque dans les conditions « où l'on voudrait la voir s'intensifier ».

Cette remarque est incontestablement bien fondée si le texte en question est pris isolément, sans qu'il soit tenu compte des propositions déposées ultérieurement et qui ont pour objet de la compléter. Mais la modification demandée à l'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est nécessaire si l'on veut accroître l'emploi du chèque par les mesures dont il est question ci-après, car si elle n'est pas adoptée, l'accroissement de sécurité que le chèque doit trouver dans la mise à la charge des banques des risques afférents à son emploi, ne peut plus lui être accordé, non plus que la différenciation possible, destinée à lui imposer le rôle d'instrument de compensation, ou à lui donner véritablement la valeur de l'or monnayé, grâce à la certification. De plus, cette objection n'infirme en rien le motif qui nous a poussé en partie : celui d'éviter que le chèque ne jouisse indûment de ses bénéfices fiscaux.

M. Edouard Payen affirme « : Une retouche à la

« loi de 1865 n'amènera pas les gens à user du chèque comme le désirent très justement MM. Fould et Guy de Montjou. Une habile propagande faite par les intéressés à un large usage du chèque, l'État et les banques, vaut beaucoup mieux. Il faut que des efforts pratiques, persévérants, pour généraliser l'emploi du chèque, soient faits. Il faut qu'on persuade au public que l'emploi du chèque est conforme à l'intérêt général en restreignant la circulation fiduciaire, à l'intérêt des commerçants en simplifiant leur service de caisse. »

Nul plus que nous ne partage cette opinion. Il nous paraît cependant que, dans une certaine mesure, la loi peut contribuer à l'obtention de ce résultat souhaitable.

La conviction qu'il a de servir la communauté pèse malheureusement peu dans la délibération subjective, lorsque l'homme place dans les plateaux de la balance les avantages et les inconvénients de ses actes. L'intérêt des banques importe moins encore, très probablement, à la grande majorité des citoyens. Quant à leur intérêt propre, les commerçants le trouveront dans le chèque lorsqu'il leur paraîtra offrir des garanties absolues de sécurité. Ils le trouveront chez lui plus encore lorsque le chèque ne leur apparaîtra pas comme une preuve flagrante et indiscutable de leurs opérations, mise

à la disposition des agents du fisc, mais nous reviendrons sur ce point.

*
* * *

Pour accroître les garanties de sécurité du chèque, pour écarter même tout risque pécuniaire provenant de son emploi, il paraît logique d'appliquer au paiement du chèque le principe du risque professionnel.

Aujourd'hui, quand un chèque est payé à tort par une banque, on s'efforce de rechercher le responsable ; tireur, tiré ou bénéficiaire, et, sa culpabilité établie, il est débité du montant. Mais il est extrêmement délicat de déterminer quel est le coupable, et les tribunaux rendent à cet égard, dans des circonstances analogues, les décisions les plus contradictoires, la responsabilité étant quelquefois attribuée au tireur, d'autres fois au tiré, parfois encore au bénéficiaire, à tel point qu'il est difficile, au début d'un procès de cette nature, de prévoir quelle solution interviendra. Cet aléa contribue à retarder la diffusion du chèque.

Une réforme s'impose donc : la responsabilité doit être imposée explicitement à l'une quelconque des parties en présence. Pour la déterminer, il paraît désirable d'abandonner l'idée de faute et d'appliquer celle de risque. C'est ce qui a lieu depuis

1898 pour les accidents du travail. Il fallait auparavant en cette matière, rechercher qui, du patron ou de l'ouvrier, avait commis la faute origine de l'accident. Depuis, sauf pour de rares exceptions, la justice ne se place plus à ce point de vue. La responsabilité a été attribuée par la loi au patron, parce qu'il a paru équitable que, ayant les bénéfices de son entreprise, il supporte les risques y afférents. C'est l'application du vieil adage : *Ubi emoiumentum, ibi onus*.

Nous estimons qu'il y a lieu d'étendre ce principe au paiement des chèques. D'abord les banquiers font métier de payer des chèques, ce sont des professionnels ; il est équitable à ce titre que l'idée de risque leur soit appliquée. En effet, comme les employeurs de main-d'œuvre, ils profitent de l'opération car ils sont loin de l'effectuer gratuitement, percevant, comme nous l'avons déjà signalé, des commissions sérieuses et réalisant en outre par ricochet d'importants bénéfices. Pour obtenir un carnet de chèques, il faut en effet se faire ouvrir au préalable un compte dans une banque, c'est-à-dire y déposer des fonds. Ce dépôt constitue, pour l'établissement financier intéressé, une source généreuse de profits divers : non seulement en effet les banques emploient fructueusement les sommes qui leur sont confiées, ce qui est absolument justifié, mais encore il y a les plus grandes chances

pour qu'elles reçoivent les ordres de bourse des déposants, pour qu'elles effectuent leurs souscriptions aux émissions nouvelles, encaissent leurs coupons, or elles perçoivent un pourcentage pour chacune de ces opérations. Tout cela est entièrement légitime, et contribue à la prospérité publique, mais il paraît équitable que les bénéficiaires répondent, par compensation, des risques afférant aux opérations relatives aux chèques : *Ubi emoiumentum, ibi onus*.

Etant responsables, les banques deviendront plus attentives et pousseront à l'emploi du chèque barré, dont nous avons exposé l'intérêt. Il n'est pas à craindre que leurs bilans en soient trop fortement atteints, car les chèques falsifiés ne se présentent par rapport aux chèques réguliers que dans une proportion infime. Il est d'ailleurs permis de supposer que les banques, moyennant une prime, que la faiblesse des débours à prévoir permettra de fixer à un taux infime, pourront se couvrir contre ce risque professionnel, comme presque tous les employeurs de main d'œuvre ont pris l'habitude de le faire. Enfin, les banques trouveront dans l'augmentation du nombre des chèques, résultat probable de cette mesure, une compensation presque automatique de la charge nouvelle qui leur serait imposée.

Voici le texte de la proposition faite dans le but de tenter la réalisation de cette réforme.

Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 14 mars 1923.

PROPOSITION DE LOI

*tendant à compléter la loi du 14 juin 1865 concernant
les chèques.*

[Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie]

PRÉSENTÉE

Par MM. GUY DE MONTJOU (Mayenne) et A. ACHILLE FOULD
Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Il est extrêmement fréquent que des chèques soient perdus, volés, falsifiés et, en définitive, payés à des porteurs illégitimes. Les journaux sont remplis de cas de ce genre. Les juristes et les tribunaux ont essayé de déterminer la responsabilité qui pouvait alors incomber, soit au tireur, soit au bénéficiaire, soit au tiré. Un ancien professeur à la Faculté de droit de Paris, M. Thaller, a élaboré tout un système sur la question, dont les lignes essentielles se ramènent à ceci : 1^o un chèque portant la vraie signature du tireur est valablement payé à un porteur qui l'a dérobé, si le tiré paye de bonne foi, sans opposition et en dehors de toute circonstance d'imprudence de sa part ; 2^o un chèque faux, payé par mégarde par le tiré, ne doit pas être porté au débit du client dont la signature a été contrefaite : le contraire n'aurait lieu que si ce client, par son désordre ou son défaut de soins, avait rendu possibles

la circulation et le paiement d'un effet émis dans de pareilles conditions...

Ces directives admises, en général, dans les Facultés de droit, manquent à ce point de précision, qu'elles ne peuvent être d'aucune utilité pratique. En fait, les tribunaux n'obéissent à d'autres règles que celles de l'équité, de telle sorte que, dans des affaires à peu près identiques, interviennent des décisions de justice contradictoires. (Tribunal de commerce de la Seine du 29 mars 1884 et tribunal de commerce de la Seine du 4 septembre 1913. — Tribunal civil de Lyon du 13 avril 1889, et tribunal de commerce de Marseille du 26 juin 1906. — Arrêt de Bordeaux du 14 décembre 1887 et jugement du tribunal de commerce de la Seine du 8 avril 1919). Ces contradictions de la jurisprudence n'ont rien d'étrange, étant donné qu'elles se fondent sur l'équité, c'est-à-dire sur un sentiment éminemment subjectif et variable.

Plusieurs banques se sont attachées à améliorer leur position en insérant, dans les carnets de chèques qu'elles remettent, une clause de non responsabilité ainsi conçue : « La Banque n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques, si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement ».

Les tribunaux ont admis la validité de cette clause, qui est devenue de style, tout en se divisant quant à la portée qu'il convenait de lui attribuer. Il en est résulté un état de fait très désavantageux pour les titulaires des carnets de chèques. Une intervention du Parlement s'impose, car les banques bénéficient d'un quasi-monopole qui met le public à leur merci.

En conséquence, nous proposons de décider que la clause ci-dessus rappelée soit tenue pour nulle et de nul effet.

Nous croyons même qu'il faut aller plus loin et mettre

les risques inhérents au payement des chèques à la charge des tirés, sauf certaines réserves que nous allons indiquer.

Cette solution ne constituerait pas une anomalie dans notre droit. N'est-ce pas le principe même de nos lois sur les accidents du travail que les risques normaux d'un métier soient à la charge de celui qui l'exerce ? Sans doute cela suppose que le tirage sur n'importe qui sera supprimé ; mais cette réforme sera, nous l'espérons, bientôt réalisée.

Les banques, soit directement, soit indirectement, font de larges bénéfices, grâce au système des règlements par chèques. Pour s'en rendre compte, il suffit de remarquer qu'on n'obtient un carnet qu'à la suite d'un dépôt de fonds. Or, c'est l'équité même que là où est le profit, là doit être la charge.

Non seulement la solution que nous préconisons serait juste, mais elle serait bienfaisante. Pour les banques, le payement d'un chèque faux, altéré ou volé n'est qu'un incident fâcheux qui ne peut guère avoir d'influence sur leurs bilans : pour un particulier, cela peut être un désastre. D'ailleurs, les banques pourront s'assurer contre ce risque, comme le fait l'industrie pour les accidents du travail. D'autre part, et ce ne sera pas le moindre avantage de la réforme, les banques, devant leur surcroît de responsabilité, inciteront leur clientèle à n'user que du chèque barré. Ainsi, le faussaires et les voleurs verront leurs pratiques gênées. Ainsi, la compensation prendra un essor qu'elle n'a point eu jusqu'ici en France.

Il convient d'ailleurs de réserver le recours des tirés contre les tireurs dans le cas de dol ou de faute inexcusable de ceux-ci. La loi ne saurait pas, en effet, servir à faciliter la fraude, ni même à permettre la négligence. Par exemple, le tireur qui se serait aperçu du vol de son carnet de chèque devrait être tenu pour responsable s'il ne prévenait pas le tiré dans un délai raisonnable.

Il va naturellement de soi que la banque gardera une action soit pénale, soit civile contre l'auteur du délit.

Sous le bénéfice de ces observations, nous vous proposons, Messieurs, l'adoption du dispositif suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 2, paragraphe premier, de la loi du 14 juin 1865 :

« Dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur. »

* * *

En ce qui concerne les améliorations possibles en faveur du chèque français, tel qu'il existe aujourd'hui, il semble bien que l'action législative ne puisse faire, pour le moment, beaucoup plus. Le législateur doit d'ailleurs procéder avec circonspection, garder présente à son esprit cette conviction que la simplicité des lois et leur petit nombre sont des conditions essentielles de leur efficacité.

Mais, au cours de cette étude, il nous est apparu que, parmi les différents procédés utilisés à l'étranger pour assurer la diffusion du chèque, deux au moins seraient susceptibles d'être introduits chez nous avec une certaine facilité et combleraient

même des lacunes dans notre organisation financière. Nous avons remarqué, en effet, l'intérêt considérable qu'offre l'emploi du chèque particulièrement et exclusivement réservé aux règlements par compensation, sans qu'il lui soit possible d'échapper à ce rôle et, d'autre part, nous avons vu combien la certification de cet effet pouvait avoir des conséquences heureuses. Avec M. Achille Fould, nous avons voulu tenter l'application de ces réformes.

Pour créer le chèque dit « de compensation », auquel nous avons donné le nom de « chèque de virement », nous avons déposé la proposition de loi suivante :

Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 16 mars 1923.

PROPOSITION DE LOI

*tendant à compléter la loi du 14 juin 1865 concernant les chèques et à créer le **chèque de virement**.*

(Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie)

PRÉSENTÉE

Par MM. A. ACHILLE FOULD et GUY DE MONTJOU (Mayenne)

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Dans son numéro du 5 janvier 1912, le *Temps* élevait contre la loi du 30 décembre 1911, relative au chèque barré

la critique suivante : ce chèque ne réalisait pas l'instrument idéal de compensation puisqu'il pouvait être payé en espèces ; « C'est toujours l'erreur fondamentale qui consiste à ne pas faire du chèque un instrument de compensation, sans mouvement de caisse, sans maniement de fonds. »

Le rapporteur de la loi, M. Maunoury, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, répondait par les judicieuses observations que voici :

« Le nombre des personnes ayant des comptes en banque n'est pas assez considérable pour qu'on ait pu procéder autrement. Il fallait bien permettre aux personnes n'ayant pas de compte de remettre un chèque barré à l'encaissement. Sans quoi il eût fallu que le tireur avant de tirer un chèque barré s'assurât que le bénéficiaire possédait un compte en banque, ce qui eût singulièrement limité l'usage du chèque barré. Tel qu'il est prévu, le nouveau chèque barré aura, il faut l'espérer, pour résultat de montrer par la pratique l'avantage de la compensation et conduira sans doute, à la multiplication des comptes en banque. Lorsque le nombre de ces comptes aura suffisamment augmenté, on pourra se préoccuper, par une loi nouvelle, de transformer le chèque barré en outil de compensation et uniquement de compensation. » (*Le Temps*, 9 janvier 1912).

Le moment n'est-il pas venu de réaliser cette réforme ? Il est incontestable que les comptes en banque se sont beaucoup accrus, nous n'en connaissons pas le nombre ; mais le montant apparaît dans les bilans des principales banques. En 1863, à la veille de la loi sur le chèque, le total des dépôts et comptes courants créditeurs était

de	356.045.000 fr.
en 1873, il était de	827.024.000 —
en 1883, il était de	1.167.161.000 —
en 1893, il était de	2.162.471.000 —
en 1921	17.046.000.000 —

La progression est donc formidable : sans doute convient-il de tenir compte de la multiplication des moyens monétaires. Mais il demeure certain, et cela est un résultat très encourageant, que le nombre des comptes créditeurs s'est singulièrement accru. La loi du 30 décembre 1911 sur les chèques barrés paraît donc avoir rempli le rôle qui était le sien et qui consistait à servir d'étape entre le chèque ouvert et le chèque de virement.

C'est si vrai, que les banques font aujourd'hui tous leurs efforts pour transformer le chèque barré en chèque de virement. Une circulaire récente (2 janvier 1923) de la Société de crédit industriel et commercial est bien suggestive à cet égard : « Il est formellement interdit de payer un chèque barré en numéraire, même quand il paraît présenté à la caisse par le représentant d'une banque... En règle générale, les chèques barrés ne doivent pas être payés en numéraire... Il faut de toute nécessité que le règlement d'un chèque barré s'opère par voie de virement. »

La pratique paraît donc devoir faire bon accueil à la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre et qui, d'ailleurs, n'est pas absolument nouvelle. Le 4 novembre 1909, le Parlement était saisi d'une disposition analogue : M. Ribot l'appuyait au Sénat, et M. Lebrun à la Chambre des Députés.

La loi du 26 janvier 1917 se rattache au même ordre de préoccupations en permettant de domicilier sans frais tout chèque barré présenté à l'encaissement, soit à la Banque de France, soit dans une chambre de compensations ; elle a grandement favorisé les règlements sans numéraire.

Il reste à parfaire l'œuvre si heureusement amorcée et à instituer le chèque de virement. Il serait superflu de souligner, en présence de l'inflation actuelle, l'influence bien-faisante qu'il est susceptible d'exercer. La Belgique l'a compris et, par une loi du 31 mai 1919, a donné un statut

très intéressant à cette variété de chèques. L'innovation a réussi et c'est pourquoi nous sommes plus portés encore à en demander l'introduction en France.

En conséquence, nous vous proposons, messieurs, d'adopter le dispositif suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Il est ajouté un article 12 à la loi du 14 juin 1865 qui est ainsi rédigé :

« Le tireur ou le porteur d'un chèque peuvent interdire qu'on paye ce chèque en espèces en inscrivant au recto, entre les barres, la mention « à porter en compte » ou une expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut être réglé que par écritures.

« La mention « à porter en compte » n'est pas révocable.

« L'inobservation de cette stipulation rend le tiré responsable de tous les dommages pouvant résulter d'un tel paiement. »

Le public sera probablement poussé à utiliser ce chèque à raison de l'avantage direct qu'il présente, plus que par le sentiment de son intérêt économique ; il offrira en effet des garanties de sécurité absolues. Ne pouvant être payé en espèces, il ne courra aucune espèce de risques, ni de perte, ni de vol ; ceux qui l'emploieront ne pourront pas être victimes des escroqueries qui se font encore journellement, puisqu'en ce moment même des

poursuites sont intentées contre une personne qui a pu, à elle seule, dérober 10 millions à l'aide de chèques, et contre une autre qui, en imitant la signature d'une banque américaine, a pu se faire indûment verser le montant d'un chèque de 250.000 francs.

Il nous est venu à la pensée de faire bénéficier le chèque de compensation d'un avantage susceptible de le rendre, dès le premier abord, plus tentant que le chèque ordinaire. Pour cela, nous envisageons la possibilité de le dispenser de l'impôt du timbre, dont la suppression, quoique portant sur une somme très faible, aurait cependant constitué une indication à cet égard ; mais, en raison des difficultés fiscales actuelles, nous avons pensé qu'il serait difficile d'obtenir le vote de cette disposition. Elle paraissait également indiquée théoriquement pour favoriser l'emploi du chèque barré, or l'Angleterre nous a donné, en 1918, la preuve des difficultés qu'une telle proposition est appelée à rencontrer. Le Gouvernement demanda en effet à cette époque au Parlement britannique de supprimer le droit de timbre qui frappe le chèque barré ; bien que la thèse opposée ait été brillamment soutenue, le projet du Trésor fut accepté, et loin d'être supprimé, l'impôt de 1 d. fut porté à 2 d.. C'est pour quoi nous avons maintenant renoncé à faire aboutir cette idée.

*
* *

En ce qui concerne la certification, nous avons déposé la proposition de loi ci-après :

PROPOSITION DE LOI

*tendant à compléter la loi du 14 juin 1865 concernant
les chèques et à créer le **chèque certifié**.*

(Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie)

PRÉSENTÉE

Par MM. GUY DE MONTJOU (Mayenne) et A. ACHILLE FOULD
Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Il existe en Amérique un chèque d'une forme particulière, très répandu et très estimé : nous voulons parler du chèque certifié.

A la conférence de la Haye de 1912, la délégation des États-Unis en indiqua, de façon très précise, le fonctionnement matériel, la portée juridique et l'utilité pratique : « Un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque de façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais, sur ce titre, un employé de la banque inscrit une mention signifiant que le chèque est « bon » ou « certifié » pour la somme pour laquelle il a été tiré. Pratiquement, la certification donne au chèque, émis par un particulier ou une association quelconque, la valeur d'un chèque tiré direc-

tement par les employés de la banque. Le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu, lorsque sa signature à elle seule n'aurait pas assez de valeur. » Au moment de la certification, la banque affecte, par un simple jeu d'écritures au paiement du chèque en question, la somme nécessaire, prise sur le compte du tireur, et cette somme reste bloquée entre ses mains à la disposition de la personne qui présentera le chèque. Le tireur ne peut plus émettre d'autres chèques que sur le solde de son compte.

Aux États-Unis, la certification existe sous deux formes : elle peut être faite, soit à la demande du tireur, avant l'émission du chèque, et ses effets sont alors ceux de l'acceptation, soit à la demande du porteur, après l'émission, et alors le tireur et tous les endosseurs sont dégagés de leur responsabilité relative à ce chèque. (*The negotiable instruments law*, 323, 324.)

Sous cette seconde forme, la certification ne paraît pas devoir être admise, car elle irait à l'encontre même de la nature propre du chèque et, d'instrument de paiement qu'il est et doit rester, en ferait un instrument de crédit comme le billet à ordre et la lettre de change.

Au contraire, sous la première forme, la certification est réellement, comme l'observaient les délégués américains à la Haye, « un moyen de développer l'usage des chèques en multipliant leurs avantages ». Dans ce cas, en effet, ils valent pratiquement de l'or ; c'est-à-dire que l'idéal vers lequel doit tendre toute monnaie de papier est atteint.

Certains professeurs de la Faculté de droit de Paris ont bien établi ce fait que le risque du chèque ordinaire vient de ce que le porteur a barre sur le seul tireur : « L'engagement auquel le porteur attacherait du prix serait celui du tiré, du banquier ; celui du tireur, qui n'a souvent qu'une

faible surface, lui est plutôt indifférent. Or, précisément, cet engagement n'est pas pris par le tiré. » (Thaller et Perceron, *Traité élémentaire de droit commercial*, édit. 1922, n° 1652 bis, p. 941.) Ce vice inhérent au chèque ordinaire disparaît avec la certification. Le chèque est accepté avec la même facilité qu'un billet de banque.

Peut-être même pourrait-on craindre que le chèque certifié ne demeure dans la circulation et qu'une monnaie de banque ne se crée, ainsi, à côté de la monnaie légale. On peut remédier à ce danger en décidant que le bénéfice de la certification ne s'étend pas au delà des délais de présentation, soit 5 jours si le chèque est sur la même place, et 8 jours s'il est de place à place. Ainsi sera sauvegardé le caractère spécial du chèque, instrument de libération et non pas de crédit.

D'autres avantages peuvent encore être relevés à l'actif du chèque certifié : l'on sait combien est préoccupante la question de la révocation et du blocage du chèque par le tireur. Elle serait résolue du fait de la certification. C'est ce qu'observait le président du tribunal de commerce de la Seine, M. A. Troullier, dans un article récent : « Peut-être l'adoption du chèque certifié, chèque toujours irrévocable, résoudrait-elle le problème ? (*L'Economie nouvelle*, janvier 1923. — Révocabilité du chèque, p. 19 à 24).

Le chèque certifié apparaît comme le chèque de l'avenir, parce que, seul, il réalise vraiment la formule, malheureusement un peu creuse aujourd'hui : à savoir que le chèque, c'est de l'argent...

Il n'est pas inutile d'ajouter que le chèque certifié n'est pas un article d'importation : son histoire est très ancienne. Il a jadis fonctionné dans la plupart des pays, et notamment en France. C'était le certificat de dépôt des banques à l'époque de la Renaissance.

En conséquence, Messieurs, nous vous proposons d'adopter le dispositif suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

« Avant l'émission d'un chèque, le tireur peut le faire certifier par le tiré.

« La certification vaut acceptation : elle se fait dans les mêmes formes que l'acceptation des lettres de change et produit les mêmes effets, sauf toutefois que le tiré est dégagé de sa responsabilité dès que les délais de présentation du chèque sont écoulés, soit après cinq jours, soit après huit jours, selon que le chèque est émis sur la même place ou de place à place. »

L'adoption de cette proposition serait, croyons-nous, le moyen le plus efficace que puisse employer le Parlement pour assurer le succès du chèque et par suite assurer, dans une certaine mesure, non négligeable, le retour de notre monnaie nationale à sa valeur d'antan.

*
* *

En résumé, de l'étude que nous avons faite des différentes formes du chèque actuellement utilisées, nous avons déduit un certain nombre de mesures dont l'application nous paraît propre à répandre son usage en France et, pour les faire passer dans la

pratique, il nous a paru désirable que la législation actuellement en vigueur en ce qui concerne le chèque soit modifiée de la façon suivante :

1^o Afin d'accroître les garanties de sécurité présentées par ce moyen de paiement, interdire le blocage de la provision après l'émission du chèque qu'elle couvre, la bonne foi ne devant être admise que dans le cas de vol ou de perte. Pour cela, rédiger comme suit le 3^e alinéa de la loi du 2 août 1917 :

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque,
« sans provision préalable ou disponible, ou qui a
« retiré après l'émission tout ou partie de la provi-
« sion, ou qui, de mauvaise foi, a usé d'un procédé
« quelconque après l'émission pour empêcher le
« bénéficiaire de toucher la provision, est passible
« d'une peine d'emprisonnement de deux mois à
« un an et d'une amende qui ne pourra excéder le
« double de la valeur nominale du chèque, ni être
« inférieure au quart de cette valeur. »

2^o Pour que le chèque ne puisse être détourné de sa fonction propre, pour qu'il ne puisse se substituer aux autres effets de commerce, cessant ainsi de justifier les faveurs fiscales dont il jouit, pour qu'il puisse être réellement un instrument de compensation : interdire de le tirer sur toute personne autre qu'un banquier ou un agent de change, et dans ce but :

Modifier ainsi l'article 2 de la loi du 14 juin 1865 :

« Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier
« ou un agent de change ayant provision préalable ; il est payable à présentation. »

3^o Pour enlever aux personnes qui utilisent le chèque toute anxiété sur les dommages qu'elles peuvent en éprouver et appliquer au fonctionnement de cet effet l'idée du risque professionnel : ajouter à l'article 2, § 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, l'alinéa suivant :

« Dans le cas de chèques perdus ou volés, faux
« ou altérés, les risques provenant du paiement
« sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause
« contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la
« faute inexcusable du tireur. »

4^o Pour que le chèque puisse être, en certains cas, utilisé comme instrument de compensation, et uniquement comme tel, ajouter à la loi du 14 juin 1865 un article 12 ainsi rédigé :

« Le tireur ou le porteur d'un chèque peuvent
« interdire qu'on paie ce chèque en espèces en ins-
« crivant au recto, entre les barres, la mention « à
« porter en compte » ou une expression équiva-
« lente. Dans ce cas, le chèque ne peut être réglé
« que par écritures.

« La mention « à porter en compte » n'est pas
« révocable.

« L'inobservation de cette stipulation rend le

« tiré responsable de tous les dommages pouvant
« résulter d'un tel paiement. »

5° Pour permettre aux personnes qui ne bénéficient pas d'une notoriété suffisante sur la place où elles doivent effectuer un paiement d'utiliser des chèques possédant une valeur indéniable : compléter par les dispositions suivantes la loi du 14 juin 1865 :

« Avant l'émission d'un chèque. le tireur peut le
« faire certifier par le tiré.

« La certification vaut acceptation : elle se fait
« dans les mêmes formes que l'acceptation des lettres de change et produit les mêmes effets, sauf
« toutefois que le tiré est dégagé de sa responsabilité dès que les délais de présentation du chèque
« sont écoulés, soit après cinq jours, soit après huit
« jours, selon que le chèque est émis sur la même
« place ou de place à place ».

* * *

Tout ce que la loi peut faire, aujourd'hui en tout cas, en faveur du chèque, ou plutôt ce qu'il nous en est apparu, est compris dans les propositions qui précèdent ; mais si, d'une part, nous n'attribuons pas à la loi une toute puissance magique, nous admettons également que son domaine est relativement restreint.

Aussi, est-il d'autres obstacles qui s'opposent à la diffusion du chèque, et sur lesquels elle demeure impuissante.

Nous avons dit notamment que les établissements de crédit eux-mêmes sont en partie responsables du peu de diffusion du chèque, mais cette allégation demande à être prouvée : Sur les chèques tirés de place à place, les banques prélèvent une commission qui fait quelquefois réfléchir les intéressés et les incite à ne pas utiliser ce moyen de paiement, d'autres leur paiement parfois moins onéreux. Le tarif n'en est pas absolument déterminé. Il varie selon les banques et les personnes intéressées, mais, en moyenne, cette commission est de 2 fr. 20 pour 100 francs.

Ou bien elle est prise directement d'une façon apparente et calculée en pourcentage, comme nous venons de l'indiquer ; ou bien elle résulte de la combinaison de ce pourcentage avec l'intérêt courant au profit de la banque pendant un certain nombre de jours, après lesquels, seulement, le chèque est porté au crédit du client. Parfois encore, elle provient uniquement du paiement ainsi retardé, aucun intérêt n'étant versé par la banque pendant ce temps, et c'est là un second grief, également sérieux, qui peut être à juste titre imputé à notre système bancaire. D'après M. Charles-Georges Picot, à Paris, on porte le montant d'un chèque

au compte créditeur de son bénéficiaire, sept jours seulement après la remise de l'effet ; à Londres, cette opération se fait le jour même (*Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques*, 20 mai 1916). Le *Temps* (n° du 4 mars 1917) a également critiqué cette pratique abusive de nos établissements de crédit : « Tant que les personnes « qui seraient désireuses d'accepter un chèque « barré n'auront pas la certitude d'en voir rapidement et sans frais porter le montant au crédit « de leur compte, il est clair que les paiements « continueront d'être plutôt exigés en espèces ou « en billets de banque. » Cette coutume est ignorée en Angleterre ; elle a été radicalement supprimée en Amérique ; il serait intéressant d'envisager les moyens de la faire disparaître également chez nous, et tout à fait urgent de les appliquer.

*
* *

Nous avons incriminé également le manque de facilités offertes au public désireux ou susceptible d'utiliser le chèque. Il est à cela plusieurs causes. La principale est l'absence de banques dans les communes rurales. Les succursales des grands établissements de crédit ne sont pas assez nombreuses et les petites banques particulières sont également en trop faible quantité. Il est donc très difficile aux personnes qui n'habitent pas les

grandes villes, de faire des dépôts ou des retraits en banque et de toucher des chèques, sinon par correspondance, ce qui est infiniment moins pratique. D'autre part, si la coutume séculaire du bas de laine se maintient encore avec persistance, c'est en partie en raison des expériences cruelles faites par nos populations.

Parmi les petites banques locales, plusieurs ne paraissent pas offrir les garanties suffisantes. Il faut un long passé de probité avérée pour que les habitants de la région leur accordent entière confiance et, dans l'ensemble, ils ont raison. Trop de flibustiers ont drainé les économies péniblement acquises de nos cultivateurs et ont fait naître une méfiance trop justifiée, mais tout à fait déplorable, car tout notre système financier en souffre. Aussi paraît-il désirable que la Banque de France et les grands Établissements de crédit offrant des garanties indiscutables, multiplient leurs succursales de province et se mettent ainsi à la portée de tous. Il en résulterait un accroissement rapide des dépôts et par suite de l'emploi du chèque.

Peut-être même serait-il possible d'aller beaucoup plus loin encore. Ce n'est pas nous écarter de notre sujet, pensons-nous, que d'indiquer, parmi les mesures qui nous paraissent souhaitables, celles qui sont d'une envergure trop ample ou entraî-

neraient des modifications trop importantes de la loi ou des mœurs, pour qu'elles puissent être raisonnablement tentées avec quelque chance de succès. Pour le moment tout au moins, la suggestion que nous présentons est donc strictement du domaine théorique.

Nous possédons un système de perception et de versement désuet, terriblement coûteux et tout à fait inadapté aux multiples complications imposées par tant de lois nouvelles, dont un grand nombre constituent des innovations en matière sociale et fiscale, ou sont provoquées par des faits nouveaux : liquidation nécessaire de la guerre, règlement des pensions et des indemnités de toutes sortes qui en sont la conséquence. L'Etat français assume la charge de toute la besogne matérielle qui en résulte, cela au prix des plus graves inconvénients. Malgré l'accroissement formidable du nombre des fonctionnaires, le désordre ne cesse de croître et les impôts sont recouvrés avec une imprécision néfaste, les rôles étant de plus en plus erronés, en raison, parfois de la négligence mise à les tenir à jour.

Pourquoi ne pas adopter progressivement les procédés qu'emploient les Anglais et charger peu à peu les banques d'assurer ces services pour lesquels nos agents ne sont pas outillés. La commission prélevée au détriment de l'Etat serait infime,

car les intermédiaires y trouveraient de grands avantages, le public étant, par le fait même, attiré dans leurs bureaux, mis par suite au courant des avantages multiples que les particuliers peuvent y trouver, tenté même bien souvent de verser à leurs guichets une partie des sommes qu'il viendrait de recevoir. Il serait aisé de commencer par confier à certaines banques le paiement de certaines pensions. En Angleterre, plusieurs assurent cette charge et le ministre peut choisir celle qui lui offre les meilleures conditions. Ainsi le paiement des pensions afférentes aux services rétribués par le ministère de l'Air est effectué par une banque donnée.

N'est-ce pas en somme le principe appliqué dès maintenant chez nous pour les retraites allouées aux anciens employés des Postes ? C'est désormais ce service, et non celui des finances, qui leur verse les arrérages de leurs pensions. N'est-ce pas également ce qui se produirait si les P. T. T. étaient un service privé, car il serait normal, en ce cas, de voir ce service confier à une banque quelconque le soin d'assurer les règlements ; qu'il soit ou non partisan de voir l'Etat diriger des entreprises industrielles, chacun souhaite de voir « industrialiser » celles qu'il détient actuellement entre ses mains. La mesure dont il s'agit est un exemple frappant de cette politique. Au lieu d'attendre longuement dans des bureaux infects, à des jours rares

et à des heures avarement mesurées, les pensionnés auraient affaire à une organisation dont l'intérêt serait d'avoir des locaux et des employés aussi avenants que possible, toujours à la disposition du public alors que, pour le moment, le public est à la disposition des agents de l'Etat. L'Etat, de ce côté, trouverait sans aucun doute un très grand avantage à la réalisation d'une telle réforme.

Mais, pour revenir à la question dont nous nous préoccupons ici, un très grand pas serait fait vers la progression des dépôts et par suite vers la diffusion du chèque. La majeure partie des sommes sorties d'un guichet de la banque, rentreraient dans un autre sans sortir du bureau. Dans des circonstances comme celles que nous traversons actuellement, toutes les hardiesses sont légitimes.

Souhaitons de voir peu à peu l'opinion publique se tourner vers des mesures de cette nature qui, pour le moment, paraissent encore quasi révolutionnaires et dont nous ne pouvons même pas, en conséquence, envisager l'application prochaine.

*
* *

Il est, à l'échec relatif des mesures prises en France dans le but d'intensifier l'usage du chèque, une cause plus lointaine, mais non moins importante. Elle est d'ordre plus général, il est donc moins

possible encore de prévoir sa disparition proche.

Il s'agit de la crainte bien naturelle qu'éprouvent les intéressés de donner au fisc la possibilité de contrôler leurs affaires personnelles en employant des chèques, au lieu de verser les sommes de la main à la main. Elle disparaîtrait si l'on consentait à revenir aux anciennes méthodes françaises. Contraires à nos habitudes séculaires, les impôts récemment établis demandent, pour être appliqués avec équité, un contrôle incessant, terriblement vexatoire, que les Français flétriront toujours du nom d'inquisition fiscale. Ils demandent déjà, et cette réclamation est justifiée, que l'Etat renonce à fouiller dans les affaires privées des citoyens. Plus la lumière se fera vive sur les conséquences pratiques de la mise en vigueur des principes professés depuis 10 ans en cette matière, plus ce vœu sera énergiquement émis. Mais sa réalisation, malheureusement, ne paraît pas devoir survenir prochainement, car les opinions sont encore très divisées à cet égard, même parmi les membres du Parlement, et les Gouvernements successifs paraissent chérir le système récemment instauré, probablement parce qu'il offre en apparence des moyens supérieurs de rendement. Tel qui le blâme en entrant dans la vie publique, l'applique sans hésitation lorsqu'il détient le pouvoir. Pour cela, il se voit cependant contraint d'imaginer des mesures

de plus en plus sévères et draconiennes allant jusqu'au contrôle de toutes les rentrées et de tous les débours de chaque individu. Si pareil système était appliqué, notre travail serait sans résultat pratique, car le chèque aurait vécu. Il se produirait à vrai dire, un tel bouleversement dans la vie économique, que l'étude de l'un quelconque de ses organismes actuels deviendrait périnée.

Avant donc tout autre souhait parmi ceux que nous avons formulés en vue de la diffusion du chèque, demandons que disparaisse l'intrusion de l'Etat dans la vie privée des particuliers. Ils seront alors tentés d'adopter des procédés modernes et pratiques de libération dans lesquels ils craignent de trouver, pour le moment, un piège du fisc.

Pour la plus grande partie, nos difficultés économiques proviennent de la contradiction criante qui se manifeste sur quantité de points, entre nos coutumes, nos habitudes et notre caractère national, d'une part et de l'autre, les applications déjà réalisées de la théorie régnante favorable à l'impôt personnel sous toutes ses formes.

Vu : le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

LEROY-BEAULIEU Paul. — *Traité théorique et pratique d'économie politique* (2^e édition, t. III, p. 638).

PICOT Charles-Georges. — *Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques*, 20 mai 1916.

RIBOT. — *Discours à la Chambre des députés* (Journal officiel, 30 mai 1887).

GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE.
— Rapports présentés aux assemblées des actionnaires (1911-1912-1918).

LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité du Droit Commercial*, t. IV, 1907, 4^e édition.

Loi du 14 juin 1865.

Art. 19 et 20 Victoria c. 25, 1856.

Art. 21 et 22 Victoria c. 79, 1858.

Art. 39 et 40 Victoria c. 81, 1876.

Act de 1882 (Sections 77 à 82).

Act de 1883 et de 1906.

Loi du 30 décembre 1911 (*Journal Officiel français*).

Loi allemande du 11 mars 1908 (*J. Officiel allemand*).

Gazette du Palais, 27 février 1918.

Berliner Tageblatt, 14 novembre 1916.

Gazette des Tribunaux, 2 mars 1916.

Notes circulaires de la Banque de France (dates diverses).

JONQUIÈRE Paul. — *Des traites documentaires* (1899).

Le Temps, 4 mars 1917.

Les Echos de l'Exportation (5 septembre 1919).

VIDAL Emmanuel. — *Conférence à la Sorbonne*.

BOLGERT Jean. — *Le chèque postal français* (Revue de l'Economie Politique, sept.-oct.-nov.-décemb. 1918, p. 509). (En un seul volume en raison de la guerre).

Gazette des Tribunaux, 23 novembre 1918.

DUVERGER Daniel. — *Le rôle économique du chèque* (1913).

LACOUR-BOUTERON. — *Cours de Droit Commercial*, 2 volumes.

Thèse de M. Zimboukis. Le blocage de la provision en matière de chèque.

THALLER ET PERCEROU. — *Traité de Droit Commercial*.

STANLEY JEVONS. — *La monnaie et le change*.

WHISTLER. — *Qu'est-ce que la monnaie ?*

CESARE VIVANTÈ (professeur à l'Université de Droit de Rome). — *Traité de Droit Commercial*, 1911, t. III, n° 1415, p. 671.

Conférence de La Haye, 1912. Documents, II. Le chèque.

NORDEN Fritz. — *La loi allemande sur le chèque du 11 mars 1918*. Traduite et commentée par Fritz Norden, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. Marcel Rivière, Paris-Bruxelles, 1918.

BARCLAY Thomas. — *Les effets de Commerce dans le droit anglais*, Paris, 1884.

PAYEN Edouard. — *L'Economiste Français* (17 mars 1923).

BUISSON Albert. — *Le chèque et sa fonction économique*.

Questions of Banking Practice, Londres, 1922.

Le Temps, 21 avril 1923.

